



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 13 NOVEMBRE, 1897.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

4569

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR par arrêté en conseil en date du 21 octobre 1897, de nommer M. J. A. Lespérance, de Percé, agent des terres et des bois pour l'agence de Gaspé-Est, en remplacement de M. Edm. Flynn.

4581

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 29 octobre 1897, de nommer M. Allan A. Phillips, de la cité de Montréal, juge de paix pour le district de Montréal.

4577

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 29 octobre 1897, de nommer M. H. R. McLellan, arpenteur, expéditeur de bois, juge de paix, sous l'article 2572 des statuts refondus de la province de Québec, avec juridiction sur le district de Saguenay.

4577

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 13th NOVEMBER, 1897.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

4570

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council dated the 21st of October, 1897, to appoint Mr. J. A. Lespérance, of Percé, lands and timber agent for the agency of Gaspé East, to replace Mr. Edm. Flynn.

4582

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 29th of October, 1897, to appoint Mr. Allan A. Phillips, of the city of Montreal, justice of the peace for the district of Montreal.

4578

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 29th of October, 1897, to appoint Mr. H. R. McLellan, surveyor, deliverer and caretaker of lumber, Saint John N. B., a justice of the peace with jurisdiction over the district of Saguenay, under article 2572 R. S. P. Q.

4578

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 29 octobre 1897, de nommer W. Herbert Burroughs, avocat, de la cité de Montréal, commissaire "per dedimus potestatem," conformément aux dispositions de l'article 605, des S. R. & P. Q. 4579

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 15 octobre, 1897, de nommer M. Louis Omer Pagé, de Saint-Louis de Lotbinière, (Lotbinière), inspecteur d'écoles pour le comté de Pontiac et la partie ouest du comté d'Ottawa jusqu'à la vallée de la rivière du Lièvre exclusivement, en remplacement de M. L. G. Robillard, qui a donné sa démission.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR par arrêté en conseil, en date du 15 octobre, 1897, de nommer M. Joseph Albini Cléroux, No. 313, rue Plessis, Montréal, inspecteur d'écoles pour le comté d'Argenteuil, la partie est du comté d'Ottawa jusqu'à la vallée de la rivière du Lièvre inclusivement, et les municipalités de Saint-Faustin et de Saint-Jovite, dans le comté de Terrebonne, en remplacement de M. Joseph Onésime Thibault. 4571

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 29th of October, 1897, to appoint W. Herbert Burroughs, advocate, of the city of Montreal, commissioner "per dedimus potestatem," under the authority of article 605 of the R. S. P. Q. 4580

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 15th of October, 1897, to appoint Mr. Louis Omer Pagé, of Saint Louis de Lotbinière, (Lotbinière), school inspector for the county of Pontiac, and the west part of the county of Ottawa to the valley of the river du Lièvre exclusively, to replace Mr. L. G. Robillard, who has given in his resignation.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 15th of October, 1897, to appoint Mr. Joseph Albini Cléroux, No. 313, Plessis street, Montreal, school inspector for the county of Argenteuil, the east part of the county of Ottawa to the valley of the river du Lièvre inclusively, and the municipalities of Saint Faustin and of Saint Jovite, in the county of Terrebonne, to replace Mr. Joseph Onésime Thibault. 4572

Proclamations

Canada, }
Province de } J. A. CHAPLEAU.
Québec. }
(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU qu'en
Proc.-Géné. } vertu des dispositions de l'article 5662 des Statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Commissaire de la Colonisation et des Mines, un plan de chaque cité, ville et village constitué en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit :

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et

3. Toute chose propre à faire comprendre le plan.

Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan et indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Commissaire peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible ; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Commissaire reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

" 2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot

Proclamations

Canada, }
Province of } J. A. CHAPLEAU.
Quebec. }
(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS, in virtue
Atty. Genl. } of the provisions of article 5662 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, it is enacted that the Commissioner of Colonization and Mines shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, incorporated village, parish, township, or part thereof, in each county or registration division in the Province, with a book of reference to each, in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;
2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan.

Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Commissioner may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible, and such date is marked upon it and the plan which is signed by the Commissioner remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

" 2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division, has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of refe-

et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé, et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

" La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

" Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle désignation l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

" 2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

" 2170. A compter de ce dépôt, le registraire doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

" 2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registraire doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et registres affectant tel lot de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquemment concernant ce lot.

" 2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du Lieutenant-Gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

" Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

" 2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

" 2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut faire déposer au bureau du registraire de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

" Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé ;

rence is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever ; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties contiguous thereto ; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

" The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation, or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

" As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed ; in default of such designation the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

" 2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in Council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

" 2170. The registrar so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immoveables mentioned in the second place in article 2161.

" 2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immoveables by entering under the number of each lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lot, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

" 2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168 and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

" An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

" 2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

" 2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township, or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant-Governor in Council may cause to be filed in the registrar office of the proper registration division, a correct copy of such plan, together with a copy of the book of reference relating thereto.

" The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan

et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce Code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'honorable Commissaire de la Colonisation et des Mines de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, des plans et livres de renvoi officiels des cantons de Garthby et Stratford ;

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines, et restent dans les archives de son bureau ; ET ATTENDU que des copies des dits plans et livres de renvoi certifiées par le dit Commissaire de la Colonisation et des Mines, ont été déposées dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de WOLFE, et restent ouvertes à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir : depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés ; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines s'est, en tout point, conformé aux dispositions du dit article 5662 des Statuts refondus de la province de Québec, et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent :

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite Province, a fixé le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de WOLFE, relativement aux cantons de GARTHBY et STRATFORD, faisant partie de la dite division d'enregistrement ;

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit VINGT-NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de WOLFE, relativement aux cantons de GARTHBY et STRATFORD ; Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement du comté de WOLFE, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit VINGT-NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Chevalier Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint Michel et Saint George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTEIÈME jour du mois d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-

has been so filed ; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honorable the Commissioner of Colonization and Mines of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendance, a correct plan and book of reference of the townships of Garthby and Stratford ;

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bear also the signature of Our said Commissioner of Colonization and Mines, and remain of record in his office ; AND WHEREAS a copy of such plan and book of reference certified by the said Commissioner of Colonization and Mines, has been deposited in the office of the registrar for the registration division of the county of WOLFE, and there remain open to the inspection of the public during office hours, that is to say : between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and Holidays ; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Commissioner of Colonization and Mines has, in every respect, complied with the provisions of the said article 5662 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto :

AND WHEREAS the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the TWENTY-NINTH day of the month of NOVEMBER next, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada shall come into force in the said registration division of the county of WOLFE, respecting the townships of GARTHBY and STRATFORD, forming part of the said registration division ;

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said TWENTY-NINTH day of the month of NOVEMBER next, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in and apply respectively to the said registration division of the county of WOLFE, respecting the townships of GARTHBY and STRATFORD ; And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division of the county of WOLFE, to renew the same within the period of two years after the said TWENTY-NINTH day of the month of NOVEMBER next, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNES, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable Sir JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Knight Commander of Our Most Distinguished Order of St. Michael and St. George, member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTIETH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and

vingt-dix-sept, et de Notre Règne la soixante et unième.

Par ordre,

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

4573

Canada,
Province de }
Québec. }

[L. S.]

J. A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU qu'il a plu
Proc.-Général. } au Dieu Tout-Puis-
sant, dans sa bonté extrême, d'accorder cette année à la province de Québec, une abondante récolte et d'autres bienfaits ;

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage notre population toute entière doivent être reconnus d'une manière solennelle et publique ; et Nous avons fixé, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, JEUDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE courant, comme JOUR D'ACTIONS DE GRACES pour remercier le Dieu Tout Puissant de l'abondante moisson et des autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder à la province de Québec durant la présente année. Et nous invitons tous Nos biens aimés sujets de Notre province de Québec d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

▲ Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DEUXIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, et de Notre Règne la soixante et unième.

Par ordre

JOS. BOIVIN,
Assistant-secrétaire de la province.

4541-2

A. MONTGOMERY-MOORE,

Général,
Administrateur.

[L. S.]

CANADA.

VICTORIA, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT :

PROCLAMATION.

O. MOWAT, } **A**TTENDU qu'il a plu au
Procureur Général, } Dieu Tout-Puissant, dans
Canada. } sa bonté extrême, d'accorder
cette année, au Canada, une abondante récolte et
d'autres bienfaits,—

ninety-seven, and in the sixty-first year of Our Reign.

By command,

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

4574

Canada,
Province of }
Quebec. }

[L. S.]

J. A. CHAPLEAU.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT } **W**HEREAS Almighty
Atty. General. } God has been pleased, in His extreme goodness, to grant this year an abundant harvest and other blessings to the province of Quebec ;

We, therefore, considered that these blessings enjoyed by Our entire population call for a solemn and public acknowledgment. Accordingly, We have fixed, by and with the advice of the Executive Council of Our Province of Quebec, THURSDAY, the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER instant, as a DAY of GENERAL THANKSGIVING to Almighty God for the bountiful harvest and other blessings which He has been pleased to grant to the Province of Quebec during this year. And We do invite all Our loving subjects of Our Province of Quebec to observe the said day as a day of General Thanksgiving.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable Sir JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Knight Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SECOND day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-seven, and in the sixty-first year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,
Assistant provincial secretary.

4542

A. MONTGOMERY-MOORE,

Général,
Administrateur.

[L. S.]

CANADA.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, QUEEN, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may in anywise concern,—GREETING :

A PROCLAMATION.

O. MOWAT, } **W**HEREAS it hath pleased
Attorney General, } Almighty God, in His
Canada. } Great Goodness to vouchsafe
this year unto our Dominion of Canada, a bountiful
harvest and other blessings,—

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage Notre population tout entière, doivent être reconnus d'une manière solennelle et publique ; et Nous avons fixé, par et de l'avis de Notre Conseil privé du Canada, jeudi, le vingt-cinquième jour de novembre prochain, comme jour d'actions de grâces pour remercier le Dieu Tout-Puissant de l'abondante moisson et des autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder au Canada durant la présente année. Et Nous invitons tous Nos bien-aimés sujets du Canada d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN, Notre fidèle et Bien-aimé Général Alexander George Montgomery-Moore, Administrateur du Gouvernement du Canada et Commandant de nos Forces en icelui, etc., etc.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre CITÉ d'OTTAWA, ce VINGTIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, et de Notre Règne la soixante-unième.

Par ordre,

R. W. SCOTT,
Secrétaire d'Etat.

4321 3

Canada
Province de }
Québec

J. A. CHAPLEAU.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très Aimés et Fidèles Censeillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le ONZIÈME jour du mois de NOVEMBRE mil huit cent quatre-vingt-dix-sept—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve prorogée au ONZIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain :

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau au VINGT-TROISIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, de manière que vous n'avez aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre cité de Québec, le dit ONZIÈME jour de novembre prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, MARDI, le VINGT-TROISIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières, qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Chevalier Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province

We, therefore, considering that these blessings enjoyed by Our people throughout the said Dominion do call for a solemn and public acknowledgment, have thought fit, by and with the advice of Our Privy Council for Canada, to appoint, and We do appoint Thursday, the twenty-fifth day of November next, as a day of General Thanksgiving to Almighty God for the bountiful harvest and other blessings with which Canada has been favoured this year ; and We do invite all Our loving subjects throughout Canada to observe the said day as a day of General Thanksgiving.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS, Our Trusty and Well-beloved General Alexander George Montgomery-Moore, Administrator of the Government of Canada, and Commander of Our Forces therein, etc., etc.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this TWENTIETH day of OCTOBER in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-seven, and in the sixty-first year of Our Reign.

By Command,

R. W. SCOTT,
Secretary of State.

4322

Canada,
Province of }
Québec.

J. A. CHAPLEAU.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the ELEVENTH day of the month of NOVEMBER, one thousand eight hundred and ninety-seven—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the ELEVENTH day of the month of NOVEMBER next.

NEVERTHELESS, for certain causes and considerations, We have thought fit further to prorogue the same to the TWENTY-THIRD day of the month of NOVEMBER next, so that neither you nor any of you, on the said ELEVENTH day of the month of November next, at our city of Quebec, to appear are to be held and constrained, for We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on TUESDAY, the TWENTY-THIRD day of the month of NOVEMBER next, at Our said City of Quebec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do, act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Quebec, by the Common Council of Our said Province, may by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Well-beloved the Honorable Sir JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Knight Commander of Our Most Distinguished Order of St. Michael and St. George, member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec,

de Québec, ce VINGT-TROISIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, et de Notre Règne la soixante et unième.

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

4239

Avis du Gouvernement

PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAITS DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit :

Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée ; ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie.

Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française.

La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Greffier du Sénat.

JNO. G. BOURINOT,
Greffier de la Chambre des Communes.

4587

RÈGLE SPECIALE DU SÉNAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Greffier du Sénat.

4585

this TWENTY - THIRD day of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-seven, and in the sixty-first year of Our Reign.

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery
Québec.

4240

Government Notice

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS.

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz :

In the *Canada Gazette*, and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure, or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published.

In the provinces of Quebec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the English and French languages.

All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, etc.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same ; and a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate and House of Commons within the first three weeks of the session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the Session.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Clerk of the Senate.

JNO. G. BOURINOT,
Clerk of the House of Commons.

4588

SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Clerk of the Senate.

4586

**EXTRAITS DES RÉGLEMENTS SPECIAUX
DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.**

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été révisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être révisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

**ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES
COMMUNES.**

Resolu.—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

JOHN GEORGE BOURINOT,
Greffier des Communes.

4589

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 5 novembre 1897.

Avis public est par le présent donné que la Compagnie électrique de Roberval, devant être conduite conformément à la section 6, du chapitre 3, du titre 11e des statuts refondus de la province de Québec tel qu'amendé, s'est conformée aux formalités prescrites par la loi.

4583

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

**EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE
HOUSE OF COMMONS.**

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules shall be returned to the promoters to be re-cast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within, or in any way affecting, the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking and the manner in which it is proposed to raise the same shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

**SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF
COMMONS.**

Resolved.—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49 sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future :

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

JOHN GEORGE BOURINOT,
Clerk of the Commons.

4590

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 5th November, 1897.

Public notice is hereby given that "La Compagnie Electrique de Roberval," to be conducted pursuant to section 6, of chapter 3, of title 11th of the revised statutes of the province of Quebec such as amended, has complied with the formalities laid down by law.

4584

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6551.

Cameron.

Lots 31 et 32, du 5e rang, à Ladglas Gurkouski.

E. E. TACHE,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 5 novembre, 1897.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6553.

Whitton.

Lot 21, du 1er rang S. O., à Donald McRitchie.

Lot 42, du 1er rang S. O., à Angus B. McDonald.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 5 novembre 1897. 4575

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6555.

Mulgrave.

Lots 38 and 39, du 1er rang, à Louis Lafontaine.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 9 novembre 1897.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6559.

Marston.

Lot 13, du 7e rang, à Katie D. Ramage.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 12 novembre 1897.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6551.

Cameron.

Lots 31 and 32, in the 5th range, to Ladglas Gurkouski.

E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Québec, 5th November, 1897.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6553.

Whitton.

Lot 21, in the 1st range S. W., to Donald McRitchie.

Lot 42, in the 1st range S. W., to Angus B. McDonald.

E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Québec, 5th November, 1897. 4576

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6555.

Mulgrave.

Lots 38 and 39, in the 1st range, to Louis Lafontaine.

E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Québec, 9th November, 1897.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6549.

Marston.

Lot 13, in the 7th range, to Katie D. Ramage.

E. E. TACHÉ,
Assistant commissioner.

Department of Lands,
Forest and Fisheries.
Québec, 12th November, 1897.

PROVINCE DE QUEBEC.

Department des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :
Adj. 6558.

Wakefield.

La partie nord du lot 22, du 7e rang, à Jos. Thos. Fortier.

Lot 23, du 7e rang, à J. N. Fortin.

Lot 24, du 7e rang, à Jos. E. Gravelle.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 12 novembre 1897.

4619

No. 830.97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Détacher de la municipalité de "Macaza," comté d'Ottawa, les lots suivants, savoir : Depuis et y compris le No 1, jusqu'au No 28, inclusivement, du rang nord-est de la Rivière Rouge, et les ré-annexer pour les fins scolaires, à la municipalité de l'"Annonciation," dans le même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1898.

4441-2

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Québec, 27 octobre 1897.

Avis est par le présent donné, en conformité aux règles 49 et 50 de l'Assemblée Législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le neuvième jour de décembre prochain ; qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le seizième jour du même mois ; qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le vingt-troisième jour du dit mois de Décembre.

L. G. DESJARDINS,

4323 3 Greffier de l'Assemblée Législative.

EXTRAITS DES REGLES ET RÈGLEMENTS
DU CONSEIL LÉGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :
Adj. 6542.

Wakefield.

North part of lot 22, in the 7th range to Jos. Thos. Fortier.

Lot 23, in the 7th range, to J. N. Fortin.

Lot 24, in the 7th range, to Jos. E. Gravelle.

E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 12th November, 1897.

4620

No. 830.97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

To detach from the municipality of "Macaza," county of Ottawa, the following lots, to wit : From and including No. 1 to No. 28 included, of the north east range of Red River, and to re-annex them, for school purposes, to the municipality of "Annonciation," in the said county.

This annexation to take effect only on the 1st of July next, 1898.

4442

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Québec, October 27th 1897.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the ninth day of December next ; that no private bill shall be introduced after the sixteenth day of said month ; that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the twenty-third day of said month of December.

L. G. DESJARDINS,

4324 Clerk of the Legislative Assembly.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53. -All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly

antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécia sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si l'un n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer au même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cin-

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing,

quante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

"Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

L. G. DESJARDINS
4567 Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour l'émission de lettres-patentes supplémentaires en faveur de "The Bedford Manufacturing Company," afin de permettre à la dite compagnie de mettre en opération une machine et construire une bâtisse en bois où se fera la production, la vente et la distribution de l'électricité pour l'éclairage, chauffage et pouvoir moteur dans la ville de Bedford.

S. CONSTANTINEAU,
Procureur de la dite compagnie requérante.
Bedford, 8 novembre 1897. 4597

The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railways turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bill office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

L. G. DESJARDINS,
4568 Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that application will be made to the lieutenant governor of the province of Québec, for the issue of supplementary letters patent to "The Bedford Manufacturing Company," to permit the said company to operate a machine and wood shop and also to manufacture, produce, sell and distribute electricity for the purposes of light, heat and power in the town of Bedford.

S. CONSTANTINEAU,
Attorney for said company applicant.
Bedford, 8th November, 1897. 4598

AVIS.

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements relatifs à sa situation financière et à la loi concernant les taxes et cotisations.

4605

L. O. DAVID,
Greffier de la cité.

Avis public est par le présent donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill privé les autorisant à taxer les tuyaux de l'aqueduc, placés dans les rues de la municipalité de la cité de Saint-Henri.

HUSMER LANCTOT,
Procureur des commissaires.

Montréal, 9 novembre 1897. 4611

Avis public est par le présent donné que Angus Hooper, George R. Hooper, Philip Scott et autres, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant sous le nom de William Dow & Co., dans le but d'acquiescer le commerce actuel ou les fonds de la société William Dow & Co., de faire de la bière, du malt et de les mettre en bouteilles, de faire toutes affaires concernant ce genre de commerce, et pour d'autres fins.

ABBOTT, CAMPBELL & MEREDITH,
4593 Procureurs des requérants.

Avis public est par le présent donné que Feodor Boas, Moritz Boas, de la cité de Saint-Hyacinthe, et autres, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant et telles autres personnes sous le nom de Boas Manufacturing Company, dans le but de manufacturer des lainages et autres articles, pour obtenir le pouvoir d'acquiescer d'autres personnes et corporations, des moulins, manufactures et pouvoirs d'eau, aussi le pouvoir d'cmettre des bons et débetures. Le principal bureau de la dite compagnie sera dans la dite cité de Saint-Hyacinthe.

GREENSHIELDS & GREENSHIELDS,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 8 novembre 1897. 4591

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que Emile Thibaudeau, étudiant en médecine, de la cité de Québec, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un bill privé autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre, après examen, à la pratique de la médecine et de la chirurgie dans la province de Québec, et à lui accorder une licence pour ce faire.

EMILE THIBAudeau.
Québec, 8 novembre 1897. 4603

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de la part d'Emilien Z. Paradis, Alexander MacDonald, tous deux de la ville de Saint-Jean, dans la province de Québec, Sophonie Marchesseau, de Butte City, dans l'Etat de Montana, un des Etats-Unis de l'Amérique, et autres, pour obtenir un acte afin d'incorporer la Compagnie de Pouvoir Electrique de Montréal, dans le but de développer, acquiescer, posséder, mettre en opération, louer et transmettre les pouvoirs d'eau, d'électricité, de vapeur et toute autre pouvoir pour l'éclairage, la cuisine, le chauffage, et en faire un commerce, de s'en servir pour des fins de manufacture et tout industrie ou objets utiles auxquels tel pouvoir peut être appliqué, comprenant l'électricité, le gaz et autres luminaires; posséder, louer

NOTICE.

The city of Montreal gives notice that it will apply to the provincial legislature, at its next session, to be authorized to make certain amendments relative to its financial position and to the law relating to taxes and assessments.

4606

L. O. DAVID,
City clerk.

Public notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of the city of Saint Henry, in the county of Hochelaga, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for a private bill authorizing them to levy a tax on the water work plant situate in the streets of the city of Saint Henri.

HUSMER LANCTOT,
Attorney for the commissioners.
Montreal, 9th November, 1897. 4612

Public notice is hereby given that Angus Hooper, George R. Hooper, Philip Scott and others, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for incorporation under the name of William Dow & Co., for the purposes of acquiring the existing business of the firm of William Dow & Co., of carrying on the business of the firm of William Dow & Co., of carrying on the business of brewers, malsters and bottlers and for other purposes.

ABBOTT, CAMPBELL & MEREDITH,
4594 Attorneys for petitioners.

Public notice is hereby given that Feodor Boas, Moritz Boas, of the city of Saint Hyacinthe, and others, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate them and others into a corporation to be called the Boas Manufacturing Company, for the purpose of manufacturing woolen and other goods with power to acquire from other persons and corporations, mills, factories and water powers, and with power to issue bonds and debentures. The said company to have its head office in the said city of Saint Hyacinthe.

GREENSHIELDS & GREENSHIELDS,
Solliciteurs for applicants.
Montreal, 8th November, 1897. 4592

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that Emile Thibaudeau, of the city of Quebec, student of medicine, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of a bill authorising the college of physician and surgeon of the province of Quebec, to admit him, after examination, to the practice of medicine and surgery in the province of Quebec, and to grant him a licence to that effect.

EMILE THIBAudeau,
Quebec, 8th November, 1897. 4604

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, on behalf of Emilien Z. Paradis, Alexander MacDonald, both of the town of Saint John, in the province of Quebec, Sophonie Marchesseau, of Butte City, in the State of Montana, one of the United States of America, and others, for an act to incorporate the Electric Power Company of Montreal, for the purpose of developing, acquiring, owning, operating, leasing, transmitting, manufacturing and dealing in water, electric, steam and other power for lighting, heating, cooking, manufacturing and all other industrial or useful purposes to which such power may be applied including electricity, gas and other illuminants; cwing, leasing and operating mills, factories, and other works and plant for such

et mettre en opération des moulins, manufactures et autres établissements et constructions, ainsi que travaux et matériels (plant) pour le dit but; posséder, louer et mettre en opération des chemins de fer et tramways, le tout dans la province de Québec, et de faire tels contrats et exercer tels autres pouvoirs qui peuvent être nécessaires et utiles pour tous les objets susdits ou semblables.

PARADIS & PARADIS,

Avocats des requérants.

Montréal, 10 novembre 1897. 4659

AVIS PUBLIC.

Avia public est par les présentes donné que John Breakey, marchand de bois, et président de la Banque de Québec, résidant en la cité de Québec, Colin Cathcart Breakey, gentilhomme, de Québec, George Breakey, marchand, de la paroisse de Saint Jean Chrysostôme, dans le comté de Lévis, Denaston Breakey, agent, de la cité de Québec, et Harold Breakey, bourgeois, de la cité de Québec feront application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill privé les constituant en corps politique et incorporé sous le nom de "La Compagnie du chemin de fer de la Vallée de la Chaudière," pour construire et mettre en opération un chemin de fer à partir d'un point en connection avec le pont projeté sur le Saint-Laurent, près de la cité de Québec, et de là, longer la Rivière Chaudière, depuis l'embouchure de la dite rivière, soit d'un côté, soit de l'autre, et de telle manière à inclure et comprendre cette partie de chemin de fer de six milles de longueur, déjà construite et actuellement mise en opération par le dit John Breakey, jusqu'à un point dans les environs de la Jonction de Scott, avec les pouvoirs nécessaires pour faire connection ou traverser la voie ferrée du chemin de fer Québec Central, à ou près de la dite Jonction de Scott, et autres lignes de chemin de fer.

La dite compagnie aura de plus le pouvoir de construire un terminus favorable à eau profonde dans ou près de la ville de Lévis, dans le comté de Lévis, et dans ce but de construire sa ligne et de poursuivre sa voie ferrée à partir des rives de la Rivière Chaudière, en passant à travers les paroisses de Saint-Romuald, Saint-Télesphore, Saint-David et la ville de Lévis.

Le siège principal des affaires de la compagnie sera en la cité de Québec, province de Québec, et le fonds social de la dite compagnie sera de cent cinquante mille piastres (\$150,000), divisé en quinze cent actions de cent piastres (\$100.00), chacune.

Les premiers directeurs de la compagnie seront les dits John Breakey, Denaston Breakey et George Breakey, lesquels directeurs résident tous en Canada, et sont tous des sujets de Sa Majesté.

J. A. LANE,

Procureur des requérants.

Québec, 25 octobre, 1897. 4657

The Sherbrooke Protestant Hospital s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de changer son nom de Sherbrooke Protestant Hospital pour celui de Sherbrooke General Hospital.

E. HARGRAVE,

Secrétaire-trésorier du dit Hôpital.

Sherbrooke, 27 octobre 1897. 4385-3

AVIS

Une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un bill pour transférer le chef-lieu du comté de Champlain, de Sainte-Geneviève à Saint-Stanislas.

MONTAMBAULT, LANGELIER,
LANGELIER & VACHON,

Procureurs des promoteurs.

Québec, 2 novembre 1897. 4481-2

purpose; owing, leasing and operating tramways, the whole in the province of Quebec, and for entering into such contracts and exercising such further powers as may be necessary or useful for any of the foregoing or similar purposes.

PARADIS & PARADIS,

Solicitors for applicants.

Montreal, 10th November, 1897. 4660

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that John Breakey, lumber merchant, and president of the Quebec Bank, residing in the city of Quebec, Colin Cathcart Breakey, yeoman, of Quebec, George Breakey, merchant, of the parish of Saint Jean Chrysostome, in the county of Levis, Denaston Breakey, agent, of the city of Quebec, and Harold Breakey, yeoman, of the city of Quebec, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a private bill constituting them a body politic and corporate under the name of "The Chaudière Valley Railway Company". The object of the said company is to construct and operate a railway from a point in connection with the projected Saint Lawrence Bridge, near the city of Quebec, and to run up the Chaudière River from the mouth of said river, on either side, and in such a way to include and comprise that portion of road about six miles in length already constructed and operated at present by the said John Breakey, to a point in the vicinity of Scott's Junction, with powers to cross and or connect with the Quebec Central Railway, at or near the said Scott's Junction, and with other railway lines.

The said company shall have moreover powers to construct a favorable deep water terminus in or near the town of Levis, in the county of Levis, and for these purposes to run its line from the shore of the Chaudière River, through the parishes of Saint Romuald, Saint Telesphore, Saint David and the town of Levis.

The chief place of business of the said company shall be in the city of Quebec, province of Quebec, and its capital stock will be of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000), divided into fifteen hundred shares of one hundred dollars each.

The first directors of the company shall be the said John Breakey, Denaston Breakey and George Breakey, which directors are all resident in Canada, and all subjects of Her Majesty.

J. A. LANE,

Solicitor for applicants.

Quebec, 25th October, 1897. 4658

The Sherbrooke Protestant Hospital shall apply to the legislature of Quebec, at its next session, for an act changing its name from the Sherbrooke Protestant Hospital to the Sherbrooke General Hospital.

E. HARGRAVE,

Secretary treasurer of said Hospital.

Sherbrooke, 27th October, 1897. 4386

NOTICE

Application will be made to the Quebec legislature, at its next session, for the passing of an Act to transfer the *chef lieu* of the county of Champlain, from Sainte Geneviève to Saint Stanislas.

MONTAMBAULT, LANGELIER,
LANGELIER & VACHON,

Attorneys for promoters,

Quebec, 2nd November, 1897. 4482

AVIS PUBLIC.

François-Xavier Demers, de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, étudiant en médecine à l'Université Laval à Montréal, donne avis qu'il s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir un bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres après examen.

LOUIS G. DEMERS,

Proc. du requérant.

Québec, 2 novembre 1897.

4531-2

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que "L'Association des Architectes de la province de Québec," incorporée par l'acte Vict., 54, chap. 59, s'adressera à la législature provinciale, pendant la prochaine session, pour obtenir qu'il soit fait des amendements à la constitution érigée par le dit acte, et spécialement à l'article 13 en éliminant le mot "immatriculé" ainsi que d'autres amendements tendant à rendre cette constitution conforme à cette dite clause telle qu'amendée.

JOS. VENNE,

Secrétaire.

Montréal, 3 novembre 1897.

4505-2

AVIS PUBLIC.

Avis public est par le présent donné que Ernest Lapointe, des cité et district de Québec, dans la province de Québec, étudiant en droit, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte ou statut privé, afin d'autoriser le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat, après les examens requis pour admission à la pratique.

LEMIEUX & LANE,

Procureurs du dit Ernest Lapointe.

Québec, 29 octobre 1897.

4519-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de confirmer les lettres patentes émis en vertu de l'acte des compagnies (119 S. R. C.), incorporant The Laurentide Pulp Company (en commandite); d'accorder à la dite compagnie de nouveaux droits additionnels, comprenant le droit de faire les affaires de manufacture de pulpe et papier dans toutes ses branches; d'acheter, vendre des limites à bois et bois, et en faire le commerce; d'ériger et construire des moulins à scie, de manufacturer le bois et faire le commerce de bois dans toutes ses branches; de bâtir, construire et mettre en opération pour ces sortes d'affaires, des bateaux à vapeur, des barges et autres vaisseaux sur la rivière Saint-Maurice et ses tributaires; de bâtir ériger, construire et vendre ou louer des maisons, hangars, magasins pour ses employés et autres; et de faire en général les affaires de marchands et commerçants de provisions et des marchandises de toutes sortes; de bâtir, ériger, construire les bâtisses qui peuvent être nécessaires et y faire le commerce comme hôteliers; de recevoir de l'argent en dépôt, de ses employés et autres et d'en payer l'intérêt; d'emprunter de l'argent et le garantir sur des débetures portant hypothèque ou autrement; d'augmenter le fonds social de la compagnie; de promouvoir les intérêts de la compagnie, de devenir actionnaires dans toute compagnie auxiliaire ou alliée dans la province de Québec, et pour d'autres pouvoirs.

Daté à Montréal, ce 27^e jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

MCGIBBON, CASGRAIN,

RYAN & MITCHELL,

Solliciteurs des requérants.

4351-3

PUBLIC NOTICE.

François-Xavier Demers, of the parish of Notre-Dame de la Victoire, medical student at Laval University at Montreal, hereby gives public notice that, at the next session of the provincial legislature of Quebec, he will apply for the granting of a bill to authorize the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to admit the petitioner among their members after examination.

LOUIS G. DEMERS,

Attorney for petitioner.

Quebec, 2nd November, 1897.

4532

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the Province of Quebec Association of Architects, incorporated by act Vict. 54, chap. 59, will apply to the provincial legislature, at its next session, to obtain that amendments be made to the constitution enacted by said act, and specially to act 13th by erasing therefrom the word "registered" and other amendments to conform said constitution to said clause thus amended.

JOS. VENNE,

Secretary.

Montreal, 3rd November, 1897.

4506

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that Ernest Lapointe, of the city and district of Quebec, in the province of Quebec, student in law, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the Bar of the province of Quebec to admit him to the practice of the profession of advocate, after passing the requisite examinations.

LEMIEUX & LANE,

Attorneys for petitioner.

Quebec, 29th October, 1897.

4520

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act to confirm the letters patent issued under the Companies Act (119 R. S. C.), incorporating the Laurentide Pulp Company (limited), and to grant to the said company, further and additional rights, including the right to carry on and operate the business of manufacturing pulp and paper in all its branches; to purchase, sell and deal in timber limits and timber, and to erect and construct saw mills, and to carry on the manufacture of lumber and conduct the business of lumbering in all its branches; to build, construct and operate in connection with its business steamboats, barges and other vessels on the Saint Maurice river and its tributary rivers; to build, erect, construct and sell or lease dwelling houses, stores and shops to its employees and others; to operate and carry on the business of general store keepers and dealers in supplies and general merchants; to build, erect and construct such buildings as may be necessary, and therein to carry on and operate the business of hotel-keepers; to receive money on deposit from its employees and others, and to pay interest thereon; to borrow money and to secure the same by mortgage debentures or otherwise, and to increase the capital stock of the company; to promote and to become shareholders in any subsidiary or allied company throughout the province of Quebec, and for other powers.

Dated at Montreal, this 27th day of October, one thousand eight hundred and ninety-seven.

MCGIBBON, CASGRAIN,

RYAN & MITCHELL,

Solicitors for Applicants.

4352

Avis public est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte autorisant la vente ou l'aliénation soit en bloc ou par lots séparés des terrains ou dépendances appartenant aux enfants mineurs de feu Joseph Henri Cadorette, en son vivant, ferblantier, de Montréal, l'un de ces terrains connu sous le numéro officiel mille trente-quatre (No. 1034), du quartier Saint-Antoine de Montréal, et l'autre formant partie du numéro officiel deux cent dix (No. p. 210), de la paroisse de Montréal.

J. O. PELLAND,
Procureur pour les requérants.
Montréal, 3 Novembre 1897. 4507-2

PROVINCE DE QUEBEC.

Municipalité de la ville de Victoriaville.

Avis public est par le présent donné que la corporation de la ville de Victoriaville fera application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la charte de la ville, dans les parties qui ont rapport à l'imposition et la collection des taxes municipales et autres charges.

AUGUSTE BOURBEAU,
Sec. Trés. de la Corporation
de Victoriaville.

Victoriaville, 19 octobre 1897. 4501-2

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.

Avis public est par le présent donné que Charles Birtz dit Desmarteau, comptable, Marie Evelina Birtz dit Desmarteau, Marie Louise Philomène Georgiana Birtz dit Desmarteau, ces deux dernières, filles majeures et usant de leurs droits, et Joseph Alexandre Adolphe Birtz dit Desmarteau alias Alexandre Desmarteau, comptable, tous de la cité de Montréal, et ce dernier agissant tant en son nom personnel que comme tuteur dûment élu en justice à Montréal, en date du six juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, à Louis Joseph Arthur Birtz dit Desmarteau, son frère mineur, tous cinq seuls enfants issus du mariage de feu Charles Birtz dit Desmarteau, père, en son vivant comptable de la cité de Montréal, avec feu Dame Marie Evelina Petit dit Lalumière, et comme tels seuls héritiers légaux du dit feu Charles Desmarteau, leur père, décédé à Montréal, *ab intestat*, le vingtième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, s'adresseront à la législature de Québec, pendant la prochaine session, pour demander que le dit Joseph Alexandre Adolphe Birtz dit Desmarteau alias Alexandre Desmarteau, en sa qualité de tuteur au dit Louis Joseph Arthur Birtz dit Desmarteau, soit autorisé à vendre de temps à autre conjointement avec les dits autres héritiers du dit feu Charles Birtz dit Desmarteau, les meubles et immeubles, parts de banque, actions de chemins de fer, etc., de la succession du dit feu Charles Birtz dit Desmarteau, père, en bloc ou séparément, pour argent comptant ou à crédit, selon qu'ils le jugeront à propos, avec le consentement du subrogé tuteur au dit mineur ; mais sans l'autorisation d'un conseil de famille ou autre formalité, ou l'ordre d'une cour de justice ou d'un juge.

CHARLES DESMARTEAU,
EVELINA DESMARTEAU,
GEORGIANA DESMARTEAU,
J. A. A. DESMARTEAU.

Montréal, 2 novembre 1897. 4489-2

CORPORATION DE LA VILLE DE
CHICOUTIMI.

Avis public est par le présent donné, que la Corporation de la ville de Chicoutimi fera application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la charte de la ville et

Public notice is hereby given that a petition will be presented before the legislature of the province of Quebec, at the next session, for the passing of an Act authorizing the sale or mortgaging either in whole or in separated lots of the lands and dependencies the property of the minors children of the late Joseph Henri Cadorette, in his lifetime, tinamith, of Montreal, one of these immoveables designated under the official number one thousand and thirty-four (1034), of the Saint-Antoine ward, of Montreal, and the other forming part of the official number two hundred and ten (No. p. 210) of the parish of Montreal.

J. O. PELLAND,
Attorney for the petitioners.
Montreal, 3rd November, 1897. 4508

PROVINCE OF QUEBEC.

Municipality of the town of Victoriaville.

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Victoriaville will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the charter of the town, in the parts which relates to the imposing and collecting municipal taxes and other charges.

AUGUSTE BOURBEAU,
Sec. Treas. of the Corporation
of Victoriaville.

Victoriaville, 19th October, 1897. 4502.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.

Public notice is hereby given that Charles Birtz dit Desmarteau, accountant, Marie Evelina Birtz dit Desmarteau, Marie Louise Philomène Georgiana Birtz dit Desmarteau, the two latter spinsters and *usant de leurs droits*, and Joseph Alexandre Adolphe Birtz dit Desmarteau alias Alexandre Desmarteau, accountant, all of the city of Montreal, and the latter acting as well in his own name as in his quality of tutor duly appointed by law at Montreal, on the sixth of July, one thousand eight hundred and ninety seven, to Louis Joseph Arthur Birtz dit Desmarteau, his minor brother, all five being the sole children issue of the marriage of the late Charles Birtz dit Desmarteau, senior, in his lifetime accountant, of the city of Montreal, with the late Marie Evelina Petit dit Lalumière, and as such sole legal heirs of the said late Charles Desmarteau, their father, deceased at Montreal *ab intestat*, on the twentieth day of June, one thousand eight hundred and ninety seven, will apply to the Quebec legislature, at its next session, to ask that the said Joseph Alexandre Adolphe Birtz dit Desmarteau alias Alexandre Desmarteau, in his quality of tutor to its said Louis Joseph Arthur Birtz dit Desmarteau, be authorized to sell, from time to time jointly with the said other heirs of the said late Charles Birtz dit Desmarteau, the movable and immovable property, bank shares, railway shares, &c., of the estate of the said late Charles Birtz dit Desmarteau, senior, in one lot or in detail, for cash or on credit, as they may think proper, with the consent of the subrogate tutor to the said minor, but without the authorization of a family council or other formality, or the order of a court of justice or of a judge.

CHARLES DESMARTEAU,
EVELINA DESMARTEAU,
GEORGIANA DESMARTEAU,
J. A. A. DESMARTEAU.

Montreal, 2nd November, 1897. 4490

CORPORATION OF THE TOWN OF
CHICOUTIMI.

Public notice is hereby given that the Corporation of the town of Chicoutimi, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the charter of the town and the

les clauses générales des corporations de villes qui s'y appliquent dans les parties qui ont rapport à l'imposition et à la collection des taxes municipales, à la publication des avis municipaux, à l'ouverture et à l'entretien des rues, à la comptabilité, à l'approbation des règlements municipaux, concernant les emprunts, à l'éclairage et pour d'autres fins.

F. X. GOSSELIN,

Sec.-trés. de la ville de Chicoutimi.
Chicoutimi, 2 novembre 1897. 4499-2

Avis public est par le présent donné que Ninian C. Smillie, du village de Gaspé, dans la province de Québec, médecin, fera application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour une loi ou statut privé lui accordant le privilège exclusif de construire, entretenir et mettre en opération une ligne de tubes, ou tuyaux ou conduits, à partir des terrains huileux ou oléagineux dans les cantons de York, Galt, Baillargeon, Larocque, Laforce et Baie de Gaspé Sud, dans le comté de Gaspé, jusqu'à un endroit à eau profonde sur ou près du littoral de la mer dans le dit comté.

Avec les pouvoirs nécessaires pour le dit requérant de poser ces tuyaux ou conduits dessous, au-dessus et sur toutes terres, lacs ou rivières de la couronne, aussi bien que dessous, au-dessus et sur toutes terres, lacs et rivières qui sont propriété privée, après que les procédés en expropriation auront été faits selon la loi.

Aussi avec permission et pouvoirs pour le dit requérant d'ériger, entretenir et mettre en opération toutes les machineries nécessaires, incluant des engins, des pompes et autres choses de ce genre, de même que d'acquérir et posséder tous magasins, entrepôts et quais et autres propriétés requises pour l'établissement et la mise en opération des dits tuyaux et conduits et machineries et pour la mise à exécution de tous autres travaux nécessaires ou qui seront dans l'intérêt de la dite entreprise.

J. A. LANE,

Procureur du requérant.
Québec, 30 octobre 1897. 4477-2

Avis est par le présent donné que Joseph Desgagné, étudiant en médecine, de la paroisse des Eboulements, comté de Charlevoix, fera application à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir un bill privé, autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre après examen, comme médecin et chirurgien, et à lui accorder une licence pour pratiquer comme tel.

JOSEPH DESGAGNÉ,

Québec, 28 octobre 1897. 4359-3

Avis est par le présent donné que The Church Society of the Diocese of Quebec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir le pouvoir d'administrer le capital et intérêts de certains montants en sa possession d'une certaine manière et dans le but d'augmenter la classe de placement dans lequel il peut placer ses fonds.

A. J. BALFOUR,

4347-3 Secrétaire Church Society.

Avis public est par les présentes donné que "La Compagnie de Téléphone des Marchands de Montréal," incorporée par lettres patentes du lieutenant gouverneur, en date du treize septembre mil huit cent quatre-vingt-douze, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une charte la constituant en corporation sous l'opération de la "Loi des clauses générales des compagnies à fonds social," sous le nom qu'elle porte déjà, pour faire les affaires en général se rapportant au téléphone et à l'électricité dans la province de Québec, avec pouvoir d'augmenter le capital fixé par ses lettres patentes, d'émettre des débetures et d'en disposer.

MARTINEAU & DELFAUSSE,

Procureurs de la Requête.
Montréal, 20 octobre 1897. 4149-4

general clauses of the town corporations act which apply to it in the parts relating to the imposing and collecting of municipal taxes, to the publication of municipal notices, to the opening and maintaining of streets, to the office of accounts, to the approval of municipal by-laws concerning loans, to lighting and for other purposes.

F. X. GOSSELIN,

Secr. Treas. of the town of Chicoutimi.
Chicoutimi, 2nd November, 1897. 4500

Public notice is hereby given that Ninian C. Smillie, of the village of Gaspé, province of Quebec, physician, will apply to the legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act allowing him the exclusive privilege of building, maintaining and operating a line of pipes from the oil fields in the townships of York, Galt, Baillargeon, Larocque, Laforce and Baie de Gaspé Sud, in the county of Gaspé, to a deep water point, at, on, or near the coast in the said county.

The said petitioner to have powers to lay pipes under, over, or on all crown lands, lakes or rivers, as well as all private lands, lakes or rivers after proceedings in expropriation are made according to law.

Also with permission and powers to erect, operate and maintain all the necessary machinery, including engines, pumps and other things of like nature, as well as to acquire and hold all stores, warehouses, wharves and property required for the establishment and operation of said pipes and machinery and for the carrying on of all other business necessary to, and in the interests of the said undertaking.

J. A. LANE,

Attorney for petitioner.
Quebec, 30th October, 1897. 4478

Notice is now given that Joseph Desgagné, medical student, of the parish of Les Eboulements, in the county of Charlevoix, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to admit him after examination, as a physician and surgeon, and grant him a license to practice as such.

JOSEPH DESGAGNE.

Quebec, 28th October, 1897. 4360

Notice is hereby given that the Church Society of the Diocese of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining power to deal with the capital and interest of certain funds in its hands in a certain way and for the purpose of enlarging the class of investment in which it may invest its funds.

A. J. BALFOUR,

4348 Secrétaire Church Society.

Public notice is hereby given that "La Compagnie de Téléphone des Marchands de Montréal," incorporated by letters patent from the lieutenant governor, dated the thirteenth of September, one thousand eight hundred and ninety-two, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain a charter incorporating it a corporate body under the operation of the "Joint stock companies general clauses act," under the name which it bears already, to carry on general business relating to telephones and electricity, in the province of Quebec, with power to increase the capital stock fixed by its letters patent, to issue debentures and dispose of them.

MARTINEAU & DELFAUSSE,

Attorney for Petitioners.
Montreal, 20th October 1897. 4150

Avis est par le présent donné que Joseph Arthur Noé Chabot, de la paroisse de Sainte-Clair, comté de Dorchester, étudiant en médecine à l'Université Laval à Québec, fera application à la Législature, à sa prochaine session, pour obtenir un bill privé l'autorisant à subir devant le collège des médecins et chirurgiens de la Province de Québec, l'examen requis pour la pratique, et à recevoir la licence requise pour l'exercice de la médecine, de la chirurgie et de l'art obstétrique dans cette province, après avoir subi cet examen.

L. F. PINAULT,
Procureur du requérant.

Québec, 25 octobre 1897.

4259-3

Avis public est par le présent donné que David Henri Dubé, des cité et district de Québec, dans la province de Québec, étudiant en droit, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte ou statut privé afin d'autoriser le barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat, après les examens requis pour l'admission à la pratique.

J. A. LANE,
Procureur du dit David Henri Dubé.

Québec, 23 octobre 1897.

4263-3

Cité de Québec.
Hôtel - de - Ville.
Bureau du Greffier de la cité. }

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir certains pouvoirs et amendements à sa loi d'incorporation et à la loi concernant la cour du recorder de la dite cité, et aussi à la loi concernant la subvention municipale pour l'entretien des écoles dans la dite cité, et entr'autres : pour modifier la loi concernant la procédure devant la dite cour du recorder, à raison de la mise en force du nouveau code de procédure civile, et certaines corrections à la dite loi, pour apporter certaines restrictions au remboursement de la taxe de l'eau sur les propriétés vacantes, pour être autorisée à emprunter une certaine somme d'argent pour payer le coût de travaux à faire et de terrains à acquérir pour ouverture, prolongement, élargissement, pavage de rues, places publiques, améliorations et travaux publics d'une nature permanente, pour éclaircir et simplifier la loi concernant le mode d'imposition et de prélèvement de la taxe des écoles, et le mode du partage et de la répartition de la dite subvention municipale pour l'entretien des écoles, et autres pouvoirs et dispositions.

H. J. J. B. CHOUNARD,
Greffier de la cité.

Québec, 23 octobre 1897.

4261-3

Canada,
Province de Québec. }

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte de la dite législature, 60 Victoria, chapitre 71, intitulé : "Loi autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille piastres, pour la construction d'une église, sacristie et accessoires," en autant qu'il est nécessaire de faire un nouvel acte en rapport avec les pouvoirs d'emprunter des dits syndics : et pour ratifier, légaliser et valider l'emprunt déjà fait, et pour autres fins ; et de plus, pour ajouter après le dernier mot de la section 3, de l'acte à être amendé, les mots suivants : "et de plus, à procéder eux-mêmes, à faire l'évaluation des propriétés ou biens-fonds, situés dans la dite paroisse de Saint-Jérôme, s'ils le jugent à propos, en autant que les

Notice is hereby given that Joseph Arthur Noé Chabot, of the parish of Sainte Claire, county of Dorchester, medical student at Laval University of Quebec, will apply to the legislature, at its next session, to obtain a private bill authorizing him to undergo before the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, the required examination for practice and to receive the licence for the practice of medicine, surgery and midwifery in this province, after undergoing this examination.

L. F. PINAULT,
Attorney for applicant.

Quebec, 25th October, 1897.

4260

Public notice is hereby given that David Henri Dubé, of the city and district of Quebec, in the province of Quebec, student at law, will make application to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the bar of the province of Quebec to admit him to the practice of the profession of the law, after the passing of the requisite examination for admission to practice.

J. A. LANE,
Attorney for the said David Henri Dubé.

Quebec, 23rd October, 1897.

4264

City of Quebec,
City Hall,
City Clerk's Office. }

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the city of Quebec, shall apply to the legislature of this province, at its next session, to obtain certain powers and amendments to its charter of incorporation and to the statute concerning the recorder's court of the said city, and also to the statutes concerning the municipal contribution for the maintenance of schools, and among other provisions : to modify the law concerning the procedure before the said recorder's court, in consequence of the coming into force of the new code of civil procedure, and of certain changes in the said law, to lay down certain restrictions as to the refund of the water rates on properties unoccupied, to have the authorization to borrow a certain sum of money to pay the cost of executing certain works to be made, and properties to be acquired to open, or extend, or widen, or pave certain streets, public places or squares, improvements and public works of a permanent nature, to simplify and make clearer the law concerning the imposition and collection of school taxes, and the mode of dividing and allotting the said municipal contribution towards the maintenance of schools, and further powers and dispositions.

H. J. J. B. CHOUNARD,
City clerk.

Quebec, 23rd October, 1897.

4262

Canada,
Province of Quebec. }

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, on behalf of the Trustees of the parish of Saint Jérôme, in the county of Terrebonne, to obtain the passing of an act amending the act of the said legislature, 60 Victoria, chapter 71, intituled : "An Act to authorize the trustees of the parish of Saint Jérôme to borrow an amount not exceeding sixty thousand dollars for the construction of a church, sacristie and dependencies," so far as it is necessary to pass a new act with regard to the borrowing powers of the trustees to ratify, legalize and validate the loan already made and for other purposes ; and further, to add after the last word of the section 3 of the act to be amend, the following words : "and further to proceed themselves to the confection of a valuation roll of the properties or biens-fonds situated in the said parish of Saint Jérôme, if they con-

dites propriétés ou biens-fonds se trouvent situés dans quatre municipalités différentes, et qu'il en résulte un manque d'uniformité dans les évaluations municipales de ces différentes municipalités; et de plus, la présente loi légalise, confirme et valide toute évaluation que les dits syndics auroient pu faire antérieurement aux présentes, des propriétés ou biens-fonds situés dans les dites quatre municipalités, formant la paroisse de Saint-Jérôme.

J. E. PREVOST,
Président des syndics.
L. J. LAFORTUNE,
Secrétaire-trésorier.

Saint-Jérôme, 20 octobre 1897. 4249-3

AVIS PUBLIC

Urgèle Labelle, fils, bachelier en médecine, de la ville d'Iberville, donne avis qu'il s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir un bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres après examen.

L. A. GOSSELIN,
Procureur du requérant.

Iberville, 23 octobre 1897. 4283-3

Avis est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de Québec, Joseph Robillard, de la cité de Montréal, exécuteur testamentaire de feu Narcisse de Lorimier, et les héritiers de ce dernier demanderont: 1° Que le partage provisoire des biens de la succession du dit de Lorimier déjà fait soit déclaré définitif; 2° L'autorisation de payer à ceux des héritiers qui ne l'ont pas encore reçue, leur part dans la dite succession.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,
Procureurs.

Montréal, 26 octobre 1897. 4361-3

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session de la part de Mary Bridget McCready, pour obtenir un acte amendement le testament de feu James McCready, devant William Fahey, notaire, en date du 21 juillet 1890, afin que la dite Mary Bridget McCready bénéficie du legs fait par le dit James McCready à son frère Hugh McCready, le père de la dite Mary Bridget McCready.

ADAM, MATHIEU & MATHIEU,
Procureurs de la requérante.

Province de Québec, }
District de Richelieu. }

Avis est donné que Gustave Massue Drolet, bourgeois, domicilié en la paroisse de Saint-Aimé, dans le comté et le district de Richelieu, s'adressera à la législature de Québec, pendant la prochaine session, pour demander d'être autorisé à porter légalement le nom qu'il a habituellement porté depuis sa jeunesse, savoir: le nom de Gustave Drolet Massue.

G. M. DROLET.
Saint-Aimé, 23 octobre 1897. 4273-3

Avis public est par les présentes donné par Hector Omer Joyal, de Enosburg Falls, dans l'Etat du Vermont, l'un des Etats-Unis d'Amérique, diplômé en médecine, de l'Université Laval de Montréal, qu'il fera application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill privé, l'autorisant à subir devant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, l'examen requis pour la pratique, et à recevoir la licence requise pour l'exercice de la médecine, de la chirurgie et de l'art obstétrique dans cette province, après avoir subi cet examen.

J. A. DROUIN,
Procureur de Hector Omer Joyal.
Montréal, 27 octobre 1897. 4375-3

consider it proper, so far as the said properties or biens-fonds are situated in four different municipalities, therefore the result being a want of uniformity in the municipal valuations of these different municipalities; and further the present act legalises, ratifies and validates any roll of valuation of the properties or biens-fonds situated in the said four municipalities forming the parish of Saint Jerome, which may have been made previous to this present act by the said trustees."

J. E. PREVOST,
President of the trustees.
L. J. LAFORTUNE,
Secretary-treasurer.

Saint Jérôme, 20th October, 1897. 4250

PUBLIC NOTICE.

Urgele Labelle, junior, bachelor of medicine, of the town of Iberville, hereby gives public notice that, at the next session of the provincial legislature of Quebec, he will apply for the granting of a bill to authorize the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to admit the petitioner amongst their members after examination.

L. A. GOSSELIN,
Attorney for petitioner.

Iberville, 23rd October, 1897. 4284

Notice is hereby given that, at the next session of the provincial Parliament, Joseph Robillard, of the city of Montreal, testamentary executor to the late Narcisse de Lorimier, and the latter's heirs will ask: 1. That the provisional partition made amongst the heirs be declared absolute and definitive; 2. The authorization to pay, to those of the heirs who have not yet received it, their share of the estate of the said de Lorimier.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,
Attorneys.

Montreal, 25th October, 1897. 4362

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, on the part of Mary Bridget McCready, for an act amending the will of the late James McCready, passed before William Fahey, notary, on the 21st of July, 1890, in order that the allowance made by the said James McCready to his brother Hugh McCready, father of the said Mary Bridget McCready, shall revert to said Mary Bridget McCready.

ADAM, MATHIEU & MATHIEU,
Attorneys of the applicant.

Province of Quebec, }
District of Richelieu. }

Notice is hereby given that Gustave Massue Drolet, gentleman, of the parish of Saint Aimé, in the county and district of Richelieu, will apply to the Quebec legislature, at its next session, to ask to be authorized to bear legally the name which he has habitually borne from his youth, namely the name of Gustave Drolet Massue.

G. M. DROLET.
Saint Aimé, 23rd October, 1897. 4274

Public notice is hereby given by Hector Omer Joyal, of Enosburg Falls, in the State of Vermont, one of the United States of America, a medical graduate of Laval University of Montreal, that he will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a private bill authorizing him to undergo before the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, the required examination for practice, and to receive the license required for the practice of medicine, surgery and midwifery in this province, after undergoing this examination.

J. A. DROUIN,
Attorney for Hector Omer Joyal.
Montreal, 27th October, 1897. 4376

Avis est donné par les présentes que la compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, de la cité de Montréal, corps politique et incorporé en vertu de la 44-45 Vict., chap. 62, ayant sa place d'affaires en la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir entr'autres pouvoirs les suivants :— d'étendre ses affaires dans les villes de Sainte-Cunégonde, Saint-Henri, la Côte Saint-Paul, Westmount, Saint-Louis du Mile-End et Maisonneuve, dans le comté d'Hochelaga ; d'assurer le mobilier et les effets et articles de ménage des locataires comme des propriétaires-fonciers et d'assurer pour des primes à taux fixe et sans billet de dépôt.

Par ordre du bureau,

J. B. LAFLEUR,
Secrétaire.
4285-3

Montréal, 25 octobre 1897.

Avis public est par le présent donné que la ville de Saint-Louis s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir de plus amples pouvoirs et des amendements à la charte de la dite ville en rapport :

- 1° A l'annexion d'immeubles situés dans une municipalité adjacente ;
- 2° La qualification des électeurs ;
- 3° Le terme d'office du maire et des conseillers et leur mode d'élection ;
- 4° Les pouvoirs généraux de police, d'administration, de morale, d'hygiène et de protection de la vie et de la propriété ;
- 5° La réglementation et taxation des buanderies, bicyclettes, jeux, spectacles ;
- 6° Les rapports entre maîtres et serviteurs ;
- 7° Le tarif des charretiers ;
- 8° L'inspection des bâtisses ;
- 9° Le rôle d'évaluation ;
- 10° La juridiction de la cour du recorder ;
- 11° La limite d'emprunt ;
- 12° La détermination et consolidation de la dette ;
- 13° La votation des règlements assujettis à l'approbation des électeurs ;
- 14° L'imposition de pénalités et disposition d'icelles ;
- 15° L'imposition de taxes générales et spéciales sur les terrains occupés par la Compagnie d'Exposition de Montréal ;
- 16° La prescription des actions intentées à la corporation.

BISSAILLON, BROUSSEAU,
LAJOIE & LACOSTE,
Avocats de la requérante.

Ville Saint-Louis, 26 octobre 1897. 4309-3

La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander que l'acte 52 Vict., chapitre 94 soit amendé, et pour demander l'autorisation d'opérer une ligne de tramway entre le fleuve Saint-Laurent et leur nouvel établissement de Saint-Jean de Dieu à la Longue Pointe, et autres fins.

LAMOTHE, TRUDEL & TRUDEL,
Avocats des requérantes.

Montréal, 26 octobre 1897. 4311-3

Avis est donné par les présentes que Joseph David Dupuis, de la ville de Saint-Jean, docteur en médecine de l'Université Laval de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'un bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre, après examen, à l'exercice de sa profession de médecin et chirurgien et de l'art obstétrique dans cette province et lui octroyer la licence requise par la loi.

P. A. CHASSÉ,

Procureur du dit requérant.
Saint-Jean, P. Q., 16 octobre 1897. 4075-5

Notice is hereby given that the Mutual Fire Insurance Company, of the city of Montreal, a body politic and corporate by 44-45 Vict., chap. 62, having its office in the city of Montreal, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain amongst other powers the following :—to extend its affairs in the towns of Sainte Cunégonde, Saint Henry, Côte Saint Paul, Westmount, Saint Louis du Mile End and Maisonneuve, in the county of Hochelaga ; to issue the movable and household furniture of tenants, as of real estate owners, and to insure in consideration of fixed premiums without deposit note.

By order of the board,

J. B. LAFLEUR,
Secretary.
4286

Montreal, 25th October, 1897.

Public notice is hereby given that the town of Saint Louis will apply to the legislature of the province of Quebec, as its next session, for the purpose of obtaining more ample powers and amendments to its charter in connection with :

1. The annexation of immovables situated in an adjacent municipality ;
2. The qualification of electors ;
3. The term of office of the mayor and councillors and the mode of their election ;
4. The general powers regarding police, administration, morals, health and the protection of life and property ;
5. The regulating and taxing of laundries, bicycles, games, shows.
6. Relations between masters and servants ;
7. The tariff for carters ;
8. The inspection of buildings ;
9. The valuation roll ;
10. The jurisdiction of the recorder's court ;
11. The limit of borrowing power ;
12. The determining and consolidation of the debt ;
13. Voting on by-laws submitted for the approval of the electors ;
14. The imposition of penalties and the disposal of the same ;
15. The imposition of general and special taxes on the grounds occupied by the Montreal Exposition Company ;
16. The prescription of suits against the corporation.

BISSAILLON, BROUSSEAU,
LAJOIE & LACOSTE,
Solicitors for the petitioner.

Town of Saint Louis, 26th October, 1897. 4310

The Community of the Sisters of Charity of Providence will apply to the legislature of Quebec, at its next session, to have the act 52 Vict., chap. 94 amend, and to obtain authority to run a line of tramway between the river Saint Lawrence and their new establishment of Saint Jean de Dieu to la Longue Pointe and for other purposes.

LAMOTHE, TRUDEL & TRUDEL,
Solicitors for petitioners.

Montreal, 26th October, 1897. 4312

Notice is hereby given that Joseph David Dupuis, of the town of Saint John's, a medical graduate of Laval University of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the enactment of a private bill, authorizing the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec, to admit him, after examination, to the practice of medicine, Surgery and midwifery in this Province and to grant him the license requested by law.

P. A. CHASSÉ,

Attorney for said petitioner.
Saint John's, P. Q., 16th October, 1897. 4076

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer The Lawyers Title Insurance Company, dans le but d'examiner les titres des immeubles, les bons, les débetures et autres garanties, et certifier, garantir et assurer les dits titres et pour d'autres fins.

HALL, CROSS, BROWN, SHARP & COOK,
Procureurs des requérants
Montréal, 28 octobre 1897. 4417-2.

AVIS PUBLIC.

Avis public est par le présent donné que la ville de Maisonneuve fera application à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un bill ayant pour objet la refonte entière de sa charte, et certains amendements se rapportant aux taxes municipales, aux licences, aux emprunts, aux biens non imposables, aux attributions du conseil, aux élections municipales, aux bonus, à la police de la ville, à la ratification de dépenses et d'emprunts, à l'évaluation des immeubles et à la revision des rôles, aux avis municipaux et aussi aux fins de conférer à la dite ville de Maisonneuve des pouvoirs plus étendus et de mieux définir les droits, attributions et devoirs du conseil et des contribuables et pour autres fins.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,
Avocats de la ville de Maisonneuve
Montréal, 3 novembre 1897. 4487-2

Avis est par le présent donné par les soussignés, tous marchands, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, et autres contribuables intéressés au coût de l'élargissement de la rue Notre-Dame Est, qu'ils demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'amender la charte de la cité de Montréal, et les lois qui l'amendent, aux fins de faire libérer du coût de l'élargissement de la dite rue les requérants et les contribuables qui y sont assujétis.

(Signé) PIERRE O. MARTIN,
" C. H. CATELLI,
" PATRICK WRIGHT,
" ANTHIME R. ARCHAMBAULT,
" ELZÉAR BÉLANGER,
" L. H. HÉNAULT.

J. A. C. MADORE,
Procureur des requérants.
Montréal, 20 octobre 1897. 4495-2

AVIS

Est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la compagnie du Chemin de Péage de Dorval pour obtenir un acte :

- (a) Afin de donner pouvoir à la dite compagnie d'obliger les corporations des municipalités traversées par le chemin, d'accepter ce chemin comme chemin municipal et d'en payer la valeur ;
- (b) Afin d'autoriser la Compagnie d'accepter des dites corporations municipales une somme fixe par année pour le maintien du chemin ;
- (c) Afin d'établir une procédure pour forcer toute personne tenue à l'entretien du chemin à commuer tel entretien en une rente annuelle ;
- (d) Afin d'abroger les actes de cette province 52 Victoria, chapitre 43 et 54 Victoria, chapitre 36, et pour d'autres fins.

CROSS & BERNARD,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 3 novembre 1897. 4527-2

Public notice is hereby given that application will be made, at the next session of the legislature of the province of Quebec, for an act to incorporate The Lawyers Title Insurance Company, for the purpose of examining titles to real estate, bonds, debentures and other securities, and warranting, guaranteeing and insuring such titles and for other purposes.

HALL, CROSS, BROWN, SHARP & COOK,
Attorneys for applicants.
Montreal, 28th October, 1897. 4418

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that the town of Maisonneuve will, at the next session of the legislature of the province of Quebec, make an application to the effect that an act be passed to consolidate its whole charter, and certain amendments in so far as relate to municipal taxes, licences, loans, real estates non-imposable, powers of the council, municipal elections, bonus, police of the town, ratification of expenses and loans, valuation of property and to the revision of valuation roll, municipal notices, and also for the purpose of conferring on the said town more ample powers, and of better defining the rights, attributions and duties of taxpayers and of the council and for other purposes.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,
Attorneys of the town of Maisonneuve.
Montreal, 3th November, 1897. 4488

Notice is hereby given by the undersigned, all merchants, of the city of Montreal, in the district of Montreal, and others ratepayers assessed for the widening of Notre Dame East street, that they will petition the legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the charter of the city of Montreal, and the laws amending the same for the purpose of relieving from the cost of the said widening the petitioners and the said ratepayers who have been assessed for that purpose by the said laws.

(Signed) PIERRE O. MARTIN,
" C. H. CATELLI,
" PATRICK WRIGHT,
" ANTHIME R. ARCHAMBAULT,
" ELZÉAR BÉLANGER,
" L. H. HÉNAULT.

J. A. C. MADORE,
Attorney for petitioners.
Montreal, 20th October, 1897. 4496

NOTICE

Application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, by The Dorval Turnpike Road Company, for the passing of an act :

- (a) To empower the said company to require the corporations of the municipalities through which its road passes to take over the road in whole or in part and to pay therefor ;
- (b) To authorize the company to accept from the said municipal corporations a fixed sum per year for maintenance of its road ;
- (c) To prescribe a mode of procedure for obliging persons bound to the maintenance of the road to commute their obligation to that end ;
- (d) To repeal the Quebec Acts 52 Victoria, chapter 43 and 54 Victoria, chapter 36, as to said company, and for other purposes.

CROSS & BERNARD,
Solicitors for said company.
Montreal, 3rd November, 1897. 4528

Les Clercs paroissiaux ou catéchistes de Saint-Viateur, corporation légalement constituée, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander que leurs actes d'incorporation soient refondus et amendés, quant à leur pouvoir de posséder, leur droit de faire des règlements, leur droit de faire certaines opérations industrielles en rapport avec leurs œuvres et pour autres fins.

LAMOTHE, TRUDEL & TRUDEL,
Procureurs des requérants.

Montréal, 20 octobre 1897. 4313-3

Avis public est par les présentes donné que Pierre Bouffard, notaire, de la cité de Québec, dans le district de Québec, s'adressera au parlement de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir un "Bill" autorisant le barreau de la province de Québec à admettre le dit P. Bouffard au nombre des avocats de cette province, après avoir subi son examen à la pratique de cette profession.

BLAISE LETELLIER,
Procureur du requérant.

Québec, 27 octobre 1897. 4337-3

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que les personnes ci-après nommées, savoir : Marie Bibeau, en religion sœur Anne de Jésus, Rose Anna Marcil, en religion sœur Marie Egide d'Assise, Marie Elzire Roy, en religion sœur Marie Thérèse de Jésus, et autres, vivant en communauté religieuse déjà connue sous le nom de "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie," dans les vœux perpétuels, de la paroisse de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, district de Saguenay, s'adresseront au parlement de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un "Bill" d'incorporation, sous le nom de "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie" pour les fins d'enseignement, et de diverses œuvres de charité.

MARIE BIBEAU, Sœur Anne de Jésus,
ROSE ANNA MARCIL, Sœur Marie Egide d'Assise.

MARIE ELZIRE ROY, Sœur Marie Thérèse de Jésus. 4293-3

Province de Québec, }
District de Québec. }

Avis est par les présentes donné que le révérend M. Antoine Gauvreau, prêtre, de la cité de Québec, curé de la paroisse de Saint-Roch de Québec, s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir un acte le constituant en personne civile sous le nom de "Le Curé de Saint-Roch de Québec."

CHS GRENIER,
Procureur du pétitionnaire.

Québec, 25 octobre 1897. 4291-3

Avis public est par le présent donné que le conseil de comté de Bellechasse s'adressera à la législature de Québec, à prochaine session, pour obtenir que le chef-lieu du dit comté soit transféré dans la paroisse de Saint-Raphael.

ARTHUR LACHANCE,
Avocat du requérant.

Québec, 28 octobre 1897. 4365-3

AVIS PUBLIC.

Avis public est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, "By the Laurentide Pulp Company, en commandite," pour la passation d'une loi ayant pour but d'organiser en municipalité de village, sous le nom de village de Grand'mère, le territoire situé dans les comtés de Saint-Maurice et de Champlain, suivant :

Partie de la paroisse de Sainte-Flore, Nos. du cadastre 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93 et partie nord-est du lot No. 94, adjoignant la Rivière Saint-Maurice, aussi partie de la paroisse de Notre-Dame de Mont-Carmel, Nos. du cadastre 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027

The Clercs paroissiaux or catéchistes de Saint Viateur, a body corporate duly incorporated, will apply to the legislature of Quebec, at its next session to have their acts of incorporation consolidated and amended, as regards their power of holding property, their right to make by-laws, their right to carry on certain industrial operations in connection with their works and for other purposes.

LAMOTHE, TRUDEL & TRUDEL,
Solicitors for petitioners.

Montreal, 20th October, 1897. 4314

Public notice is now given that Pierre Bouffard, notary, of the city of Quebec, in the district of Quebec, will apply to the next session for one "Bill" authorizing the Bar of the province of Quebec to admit himself as an advocate of the province of Quebec, after having passed the necessary examination to the practice of this profession.

BLAISE LETELLIER,
Attorney for applicant.

Quebec, 27th October, 1897. 4338

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the persons hereinafter named, to wit : Marie Bibeau, in religion sister Anne de Jésus, Rose Anna Marcil, in religion sister Marie Egide d'Assise, Marie Elzire Roy, in religion Marie Thérèse de Jésus, and others, living in religious community, already known by the name of "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie" in perpetual vows, of the parish of Baie Saint Paul, county of Charlevoix, district of Saguenay, will apply to the Quebec parliament, at its next session, to obtain from it an act of incorporation under the name of "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie" for the purposes of teaching and various works of charity.

MARIE BIBEAU, Sister Anne de Jésus,
ROSE ANNA MARCIL, Sister Marie Egide d'Assise.

MARIE ELZIRE ROY, Sister Marie Thérèse de Jésus. 4294

Province of Quebec, }
District of Quebec. }

Notice is hereby given that the reverend Antoine Gauvreau, of the city of Quebec, parish priest of the parish of Saint Roch de Quebec, will apply to the legislature of this province, at its next session, to obtain an act constituting him a legal corporation under the name of "Le Curé de Saint Roch de Québec."

CHS GRENIER,
Attorney for petitioner.

Quebec, 25th October, 1897. 4292

Public notice is hereby given that the council of Bellechasse will apply at the next session of the Quebec legislature, to have the site of the county-town of said county removed to the parish of Saint Raphael.

ARTHUR LACHANCE,
Attorney for petitioner.

Quebec, 28th October, 1897. 4366

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the Laurentide Pulp Company, Ltd., for the passing of a law organizing into a village corporation under the name of village of Grand'mère, the following territory situate in the counties of Saint Maurice and Champlain, to wit :

Part of the parish of Sainte Flore, being the official cadastral numbers 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93 and the north-east part of lot number 94, adjoining the Saint Maurice River, also part of the parish of Notre Dame de Mont Carmel, being official cadastral numbers 1017,

et 1028 et partie de 1029, 1030, 1031, 1032, 1033 et 1034, ainsi que les îles dans la rivière Saint-Maurice vis-à-vis la dite propriété, le tout étant et comprenant tous les immeubles acquis par et appartenant à la compagnie connue sous le nom de la "Laurentide Pulp Company."

Et de donner à la dite corporation de village tous les pouvoirs nécessaires à son existence et à l'administration de ses affaires comme corporation de village.

McGIBBON, CASGRAIN,
RYAN & MITCHELL,
Procureurs des requérants.
Montréal, 25 octobre 1897. 4353-3

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte incorporant "Les Sœurs du Précieux Sang de Nicolet," étant une branche de la communauté des religieuses dites "Sœurs du Précieux Sang de Saint-Hyacinthe," établie à Nicolet, et dont les membres ont pour but de se livrer en commun aux œuvres de piété, de miséricorde et de charité.

C. B. GUILLET,
Solliciteur des requérants.
Nicolet, 11 octobre 1897. 4257-3

Avis.

Avis public est par les présentes donné que l'Hôpital Notre-Dame s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour un acte à l'effet de refondre l'acte d'incorporation du dit hôpital, et des actes qui amendent le dit acte.

GEOFFRION, DORION & ALLAN,
4207-4 Procureurs de la requérante.

Avis est par le présent donné que Jean Arthur Roy, de la cité de Québec, médecin vétérinaire et étudiant en médecine, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill privé, l'autorisant à subir devant le collège des médecins et Chirurgiens de la province de Québec, l'examen requis pour la pratique, et à recevoir la licence requise pour l'exercice de la médecine, de la chirurgie, et de l'art obstétrique, dans cette province, après avoir subi cet examen.

PH. V. CHALOULT,
Proc. du requérant.
Québec, 20 octobre 1897. 4199-4

Avis est par le présent donné que Henri Alphonse Hamel, de la ville de Chicoutimi, étudiant en médecine, fera application à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir un bill privé l'autorisant à subir devant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, l'examen requis pour la pratique, et à recevoir la licence requise pour l'exercice de la médecine, de la chirurgie et de l'art obstétrique dans cette province, après avoir subi cet examen.

L. F. PINAULT,
Procureur de Henri Alphonse Hamel.
Québec, 23 octobre 1897. 4119-4

Avis public est par les présentes donné que Joseph Ferdinand Elzéar Roy, de la paroisse de Saint-Raphael, comté de Bellechasse, diplômé en médecine de l'Université Laval de Québec, fera application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre, après examen, comme médecin et chirurgien et à lui accorder une licence pour pratiquer comme tel.

ARTHUR LACHANCE,
Procureur du requérant.
Québec, 19 octobre 1897. 4179-4

1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, and part of numbers 1029, 1030, 1031, 1032, 1033 and 1034, also the islands in the saint Maurice River, opposite the said property, the whole being and comprising all the immovable property acquired by and belonging to the company known as the "Laurentide Pulp Company."

And to give to the said village corporation all the powers necessary to its existence and to the administration of its affairs as a village corporation.

McGIBBON, CASGRAIN,
RYAN & MITCHELL,
Solicitors for Applicants.
Montreal, 20th October, 1897. 4354

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate "Les Sœurs du Précieux Sang de Nicolet," being a branch of the community of nuns known as "Sœurs du Précieux Sang de Saint-Hyacinthe," established at Nicolet, whose members aim at devoting themselves in common to works of piety, mercy and charity.

C. B. GUILLET,
Solicitor for applicants.
Nicolet, 11th October, 1897. 4258

NOTICE.

Public notice is hereby given that the Notre Dame Hospital will apply at the next session of the legislature of the province of Quebec, for an act and consolidate the act to incorporate the said hospital, and the acts amending the same.

GEOFFRION, DORION & ALLAN,
4208 Attorneys for applicant.

Notice is hereby given that Jean Arthur Roy, of the city of Quebec, veterinary surgeon and medical student, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a private bill authorising him to undergo before the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, the required examination for practice, and to receive the license for the practice of medicine, surgery and midwifery in this province, after undergoing the examination.

PH. V. CHALOULT,
Attorney for petitioner.
Québec, 20th october, 1897. 4200

Notice is hereby given that Henri Alphonse Hamel, of the town of Chicoutimi, medical student, will apply to the legislature, at its next session, to obtain a private bill authorising him to undergo before the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, the required examination for practice, and to receive the licence for the practice of medicine, surgery and midwifery in this province, after undergoing this examination.

L. F. PINAULT,
Attorney for Henri Alphonse Hamel.
Québec, 23rd October, 1897. 4120

Public notice is now given that Joseph Ferdinand Elzéar Roy, living in the parish of Saint-Raphael, in the county of Bellechasse, a medical graduate of Laval University of Quebec, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the college of Physicians and Surgeons of the province of Quebec, to admit him, after examination, as a physician and surgeon and grant him a license to practice as such.

ARTHUR LACHANCE,
Attorney for applicant.
Québec, 19th October, 1897. 4180

Avis public est par le présent donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte autorisant la vente et l'aliénation ou le partage définitif de trois lots de terre situés dans la paroisse de Saint-Cuthbert, substitués par le testament de feu François Antoine Norbert Hénault, en son vivant, seigneur de la paroisse de Saint-Cuthbert.

DEMERS & CHENEVERT,
Procureurs des Pétitionnaires.
Berthier, 14 octobre 1897. 4065-5

Avis public est par le présent donné que, The Corporation of German & Polish Jews, de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'amender sa charte pour révoquer certaines parties de l'Acte de la ci-devant Province du Canada, 9 Vict., chap. 96, en changeant le nom de la dite corporation en celui de The Corporation of German & Polish Jews Shaar Hashomayim, augmenter son pouvoir de posséder des meubles et immeubles, de ne plus exiger l'enregistrement requis par l'acte de la ci-devant Province du Bas-Canada, 9 George 4e, chap. 75, de permettre de rectifier les registres de l'état civil ci-devant tenus par la dite Corporation et pour autres fins.

S. W. JACOBS,
Solliciteur des requérants.
Montréal, 7 octobre 1897. 3999-5

Avis public est par le présent donné que les commissaires d'écoles de la ville de Westmount s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender la section huit, du chapitre quatre-vingt, de 56 Victoria, concernant l'émission de débentures, pour obtenir le pouvoir d'augmenter le montant d'icelles et pour amender et régler la manière d'imposer et collecter les taxes scolaires et pour d'autres fins.

E. W. T. RADDON,
Secrétaire-trésorier.
4027-5

AVIS PUBLIC

La cité de Saint-Henri s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir de plus amples pouvoirs et des amendements à la charte de la dite cité, pour les fins suivantes, savoir :

1° Relativement à certaines conditions qui devront faire partie intégrante du règlement d'annexion à la cité de Montréal, concernant la Cour du Recorder, le Recorder, les autres officiers et employés de la cité et le maintien d'un bureau local pour la perception des taxes et autres redevances.

2° Relativement au rôle d'évaluation qui sera remplacé tous les deux ans par une révision du rôle en vigueur l'année précédente.

3° Pour donner aux expropriés le droit de forcer la cité à exproprier plus que le terrain strictement requis et permettre à la cité de vendre par encan public les terrains acquis conformément à la loi et à sa charte.

4° Pour forcer la cité à toujours procéder dans les cas d'acquisition de propriétés, situées dans ses limites, en vertu des dispositions de sa charte s'appliquant aux expropriations ordinaires.

5° Pour prolonger le temps pendant lequel devront être terminées certaines expropriations à faire et même déjà commencées.

6° Pour étendre la juridiction de la cour du Recorder, et spécialement dans les causes civiles, purement mobilières et personnelles.

7° Pour déterminer ce que sera l'année fiscale ; donner au conseil le droit de former des comités parmi ses membres et de leur assigner certains devoirs ; pour la fixation et l'appropriation des crédits annuels ; pour défendre d'approprier plus qu'un montant déterminé, sous peine pour les membres du conseil de responsabilité personnelle, excepté dans le cas de nécessité urgente et sauf le droit de modifier l'emploi des sommes allouées.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the sale and conveyance, or final partition of three lots of land situate in the parish of Saint Cuthbert, substituted by the will and testament of the late François Antoine Norbert Hénault, in his lifetime seignior of the parish of Saint Cuthbert.

DEMERS & CHENEVERT,
Attorneys for Applicants.
Berthier, 14th October, 1897. 4066

Public notice is hereby given that the Corporation of German & Polish Jews, of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the amendment of its charter by repealing certain portions of the Act of the late Province of Canada, 9 Vic., chap. 96, by changing the name of the said corporation to The Corporation of German & Polish Jews Shaar Hashomayim, by increasing its power, to hold moveable and immovable property, by removing the necessity of registration required by the act of the late Province of Lower Canada, 9 George 4th, chap. 75, for permission to rectify the registers of civil status heretofore kept by the said corporation and for other purposes.

S. W. JACOBS,
Solicitor for Applicants.
Montreal, 7th October, 1897. 4000

Public notice is hereby given that the school commissioners of the town of Westmount will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend section eight, of chapter eighty of 56 Victoria, regarding the issue of debentures, for power to increase the amount thereof, and to amend and regulate the manner of imposing and collecting the school taxes and other matters.

E. W. T. RADDON,
Secretary treasurer.
4028

PUBLIC NOTICE.

The city of Saint Henri shall apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain new powers and to amend its charter with the following intentions :

1. As regards certain conditions which must be included in the by-law of annexation to the city of Montreal, concerning the recorder's court, the recorder, the other officials and employees of the city and the keeping of a local office for the perception of taxes and other revenues.

2. As regards the valuation roll which shall be replaced every other year by a revision of the roll standing in force the year previous.

3. To give the expropriated party a right to force the city to expropriate more than the property exactly required and to allow the city to sell by public auction the properties acquired according to law and to its charter.

4. To oblige the city to always proceed, when acquiring property situated within its limits, according to the dispositions of its charter applying to ordinary expropriations.

5. To extend the delay during which certain expropriations to be made on already begun, ought to be terminated.

6. To extend the jurisdiction of the Recorder's court more especially in the civil cases, purely movable and personal.

7. To establish what shall be the fiscal year ; to give the council the right to form committees amongst its members and to assign them certain obligations ; to determine the part of the annual monies to be appropriated ; to forbid the appropriation of more than a certain amount under penalty for the members of the council, of being personally responsible except in cases of pressing need and provided they have the right to modify employ of the monies appropriated.

8° Pour permettre à la cité de consolider sa dette et d'émettre à cette fin et autres fins des actions-débetures jusqu'à une certaine limite et à certaines conditions.

9° Pour ratifier l'acquisition faite par la cité de terrains appartenant aux héritiers de feu Charles Séraphin Rodier.

10° Pour permettre à la cité d'ordonner que les hôtels du quartier où se fera une élection seront seuls fermés.

11° Pour définir que la prescription trentenaire seule s'applique aux cotisations pour égouts communs.

12° Pour plus amples dispositions quant aux procédés en exécution des biens de la cité par le Shérif dans certains cas.

PRIMEAU & CODERRE,
Procureurs de la Requérente.

Saint-Henri, 8 octobre 1897. 3971-5

LA CITÉ DE HULL.

Avis public est par le présent donné que la corporation de la cité de Hull fera application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la charte de la dite cité, dans les parties qui ont rapport, entr'autres matières :

1° A la date des élections du maire et des échevins.

2° A l'époque à laquelle les appropriations annuelles seront préparées.

3° Au pouvoir et au mode d'emprunter, concernant les améliorations locales.

4° A la confection du rôle de perception.

5° A la vente d'immeubles pour arrérages de taxes.

6° A certaines erreurs cléricales existantes dans la charte.

7° A diverses autres matières d'administration municipale.

ROCHON & CHAMPAGNE,
Procureurs de la cité de Hull.

Hull, octobre 1897. 4107-7

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en faveur de David Russell, de Montréal, John Joyce, de Boston, dans l'Etat de Massachusetts, un des Etats Unis d'Amérique, William Straham et autres, afin d'incorporer The Shawinegan Water and Power Coy, avec le pouvoir d'acquérir, vendre et développer les pouvoirs d'eau sur les rivières Saint-Maurice et Shawinegan, dans la province de Québec; d'acheter et exproprier les terres et héritages nécessaires et essentiels aux dits travaux; développer l'électricité, la transmettre, la vendre ou la louer, et en général de faire toutes choses nécessaires au développement du pouvoir et de la production de l'électricité, de la vente et loyer d'icelle, et de manufacturer le calcium, le carbure, l'acétylène, le gaz, la lumière électrique et autres produits.

(Signed) GREENSHIELDS
& GREENSHIELDS,

Procureurs des réquérents.

Montréal, 28 octobre 1897. 4411-3

Les personnes ci-dessous nommées, savoir: Arthur Gagnon, comptable; Alfred Napoléon Rivet, médecin; Joseph Fortier, commerçant; Oscar Guyon dit Lemoine, agent; Paul Gédéon Martineau, avocat, et Gustave Lamothe, avocat, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander un acte les constituant avec d'autres personnes en corporation pour fins de bienfaisance, de fonds de pension et d'assurance.

LAMOTHE, TRUDEL & TRUDEL,

Avocats des réquérents.

Montréal, 26 octobre 1897. 4371-3

8. To permit the city to consolidate its debt, and for that and others ends, to issue debenture actions under certain conditions and to a certain extent.

9. To ratify the acquisition made by the city of certain properties belonging to the heirs of the late Charles Seraphin Rodier.

10. To permit the city to order that, alone the hotels of the ward where an election is held, shall be closed.

11. To define that the prescription by thirty years alone, shall apply to charges imposed for common sewers.

12. To obtain ampler dispositions as regards the proceeds in execution of goods of the city by the sheriff in certain instances.

PRIMEAU & CODERRE,
Attorneys for the Petitioner.

Saint Henry, 8th October, 1897. 3972

CITY OF HULL.

Public notice is hereby given that the corporation of the city of Hull will make application to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for amendments to the charter of the said city, in the portions relating to among other matters :

1. To the date of the elections of the mayor and aldermen.

2. To the time at which the yearly estimates shall be made.

3. To the power and mode of borrowing money for local improvements.

4. To the preparation of the collection roll.

5. To the sale of properties for arrears of taxes.

6. To certain clerical errors existing in the charter.

7. To divers other matters of municipal administration.

ROCHON & CHAMPAGNE,
Attorneys for the city of Hull.

Hull, October, 1897. 4108

Public notice is hereby given that application will be made on behalf of David Russell, of Montreal, John Joyce, of Boston, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, William Straham and others, to the legislature of province of Quebec, at its next session, to incorporate The Shawinegan Water & Power Coy, with power to acquire sell and develop water powers on the Saint Maurice and Shawinegan rivers, in the province of Quebec; to purchase and expropriate lands and tenements necessary and essential to such works; develop electricity, transmit, sell or lease the same, and generally to do all things necessary to the development of power, generation of electricity, the sale and leasing of the same, and the manufacture of calcium, carbide, acetylene, gas, electric light and other products.

(Signed) GREENSHIELDS
& GREENSHIELDS,

Attorneys for petitioners.

Montréal, 28th October, 1897. 4212

The persons hereinafter named, to wit: Arthur Gagnon, accountant; Alfred Napoléon Rivet, physician; Joseph Fortier, trader; Oscar Guyon dit Lemoine, agent; Paul Gédéon Martineau, advocate, and Gustave Lamothe, advocate, will apply to the Quebec legislature, at its next session, for an act to incorporate them and other persons for benevolent purposes, pension fund and insurance.

LAMOTHE, TRUDEL & TRUDEL,

Attorneys for petitioners.

Montréal, 26th October, 1897. 4372

AVIS PUBLIC.

L'association bienveillante des pompiers de Montréal, donne avis qu'elle demandera entr'autres choses, à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session :

- 1° De changer son nom ;
- 2° De refondre et d'amender ses lois constitutives ;
- 3° De l'autoriser à établir :
 - A. Un fonds de retraite pour les pompiers devenus permanemment incapables de vaquer à leur occupation ;
 - B. Un fonds de secours en faveur de leur veuve et de leurs enfants ;
 - C. Un fonds de secours pour ses membres temporairement devenus incapables d'exercer leurs fonctions ;
 - D. Un fonds de récompense en faveur des pompiers qui se sont signalés par leur mérite ;
- 4° De donner aux officiers de l'association des pouvoirs plus amples et ceux requis pour l'administration de ces fonds.

Montréal, 15 octobre 1897.

4113-4

Avis public est par les présentes donné que Joseph Napoléon Roy, de la paroisse de Saint-Valier, comté de Bellechasse, diplômé en médecine de l'Université Laval de Montréal, fera application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre, après examen, comme médecin et chirurgien et à lui accorder une licence pour pratiquer comme tel.

ARTHUR LACHANCE,
Procureur du requérant.

Québec, 19 octobre 1897.

4181-4

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Royal Paper Mills Company," pour amender la charte de la dite compagnie, afin d'obtenir le pouvoir d'émettre des bons jusqu'au montant de quatre cent mille piastres au lieu de cent cinquante mille piastres, et pour d'autres fins.

BROWN & MACDONALD,
Solliciteurs des requérants.

Daté, Sherbrooke, 4 novembre 1897.

4547-2

AVIS.

Avis public est par les présentes donné que, Jean Baptiste Trefflé Richard, étudiant en droit, de la paroisse de L'Épiphanie, dans le district de Joliette, s'adressera au Parlement de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir un "Bill" autorisant la chambre des notaires de la province de Québec, à l'admettre au nombre des notaires de cette Province, après avoir subi son examen à la pratique de cette profession.

DEMERS & CHENEVERT,
Avocats du requérant.

Berthierville, 14 octobre 1897.

3877-5

Avis public est par les présentes donné par Joseph Hormidas Lemoine, de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, diplômé docteur en médecine de l'Université Laval de Montréal, qu'il fera application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill qui l'autorise à subir devant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec, l'examen requis pour la pratique, et à recevoir la licence requise pour l'exercice de la médecine, de la chirurgie et de l'art obstétrique dans cette province, après avoir subi cet examen.

Dr J. H. LEMOINE,

Saint-Théodore d'Acton, Bagot, 16 octobre 1897.

4177-4

PUBLIC NOTICE

The Montreal Firemen's Benevolent Association hereby give notice that they will petition the legislature of the province of Quebec, at its next session :

1. To change their corporate name ;
2. To revise and amend the acts incorporating them ;
3. To authorize them to establish ;
 - A. A pension fund for the incapacitated members of the association ;
 - B. A benefit fund for their widow and children ;
 - C. A benefit fund for the temporarily incapacitated members of the association ;
 - D. A reward fund for their highly meritorious members ;
4. To enlarge the powers of the officers of the association for the administration of these funds, and for other purposes.

Montreal, 18th October, 1897.

4114

Public notice is now given that Joseph Napoléon Roy, living in the parish of Saint Valier, in the county of Bellechasse, a medical graduate of Laval University of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the College of Physicians and Surgeons of the province of Quebec to admit him, after examination, as physician and surgeon and grant him a license to practise as such.

ARTHUR LACHANCE,
Attorney for applicant.

Quebec, 19th October, 1897.

4182

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, by the Royal Paper Mills Company, for an amendment to the charter of the said company, to obtain power to issue bonds to the extent of four hundred thousand dollars, instead of one hundred and fifty thousand dollars, and for other purposes.

BROWN & MACDONALD,
Sollicitors for the petitioners.

Dated, Sherbrooke, 4th November, 1897.

4548

NOTICE.

Public notice is now given that Jean-Baptiste Trefflé Richard, student in law, living in the parish of L'Épiphanie, in the district of Joliette, will apply to the Parliament of Quebec, during its next session, for one "Bill" authorising the house of the notaries of the province of Quebec, to admit himself as a notary of this Province, after having passed the necessary examination for the practice of this profession.

DEMERS & CHENEVERT,
Attorneys for petitioner.

Berthierville, 14th October, 1897.

3878

Notice is hereby given by Joseph Hormidas Lemoine, of the parish of Saint Théodore d'Acton, doctor in medicine of Laval University, Montreal, that he will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to have an act passed authorising him to undergo before the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, the required examination for practice, and to receive the license required for the practice of medicine and surgery and midwifery in this province after undergoing this examination.

Dr J. H. LEMOINE,

Saint Théodore d'Acton Bagot, 16th October, 1897.

4178

La compagnie L'Union des Abattoirs de Montréal, "The Montreal Union Abattoir Company," donne avis qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte pour diverses fins et entre autres : autoriser des arrangements entre la compagnie et toute municipalité près de la cité de Montréal, relativement à l'usage des abattoirs de la compagnie et de parcs aux animaux dans la dite cité et ainsi que la prohibition d'abattoirs et parcs aux animaux dans telles municipalités ; autoriser des arrangements entre la cité de Montréal ou toute municipalité et la compagnie pour la nourriture des animaux et le prélèvement pour cet objet de droits ou d'impôts, soit par la dite cité, ou par la dite compagnie, et autres choses en rapport avec les marchés aux animaux vivants ; autoriser le changement de site des abattoirs de la compagnie ou aucun d'eux et leur installation ailleurs ; déterminer les endroits où les abattoirs devront avoir leurs égoûts ; autoriser toute municipalité à faire avec la compagnie des arrangements aux fins ci-dessus ; autoriser la compagnie à prendre pour former et fixer son capital et toutes autres fins comme valeur de ses immeubles leur valeur apparaissant au rôle d'évaluations et généralement donner à la compagnie des pouvoirs additionnels pour lui permettre de mieux atteindre l'objet de sa création.

BEIQUE, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 27 octobre 1897. 4381-2

Avis public est par le présent donné que Charles Wandey Pearson, lithographe ; Benjamin Burland, commis-voyageur ; Walter Roach, teneur de livres ; Adolphe Félix, machiniste ; Alexander Adam, machiniste, tous des cité et district de Montréal, et autres, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill privé incorporant cette société ou dénomination de chrétiens connue sous le nom de First Church of Christ, Scientist, Montreal, et autoriser ceux qui feront partie de la dite église à acquérir, posséder, aliéner des meubles et immeubles pour les fins de la dite église et ses institutions, écoles et endroits pour éducation qui pourront être établis à l'avenir ; et aussi permettre aux ministres, lecteurs ou officiels de la dite église et les autoriser à tenir des registres de l'état civil suivant la loi, solenniser les mariages, administrer le baptême, faire les sépultures ; autoriser la dite église et lui donner le pouvoir d'établir et maintenir des institutions, collèges et écoles dans le but d'instruire et préparer les personnes qui pourront y entrer, dans les pratiques et principes de la dite église.

Daté à Montréal ce vingt-septième jour d'octobre en l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

WEIR & HIBBARD,
Procureurs des requérants.

4543-2

AVIS

La compagnie d'aqueduc et de pouvoirs du Nord s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour un acte d'incorporation constituant la dite compagnie à fonds social avec un capital de \$50,000, dans le but de construire, établir, maintenir et exploiter des aqueducs, des pouvoirs électriques, des téléphones et autres industries, dans les comtés du nord de la province de Québec, avec le pouvoir d'acquérir des aqueducs, des téléphones et des établissements électriques déjà existants et de se faire transporter les privilèges et droits possédés par ces compagnies. Le siège principal de la compagnie devant être dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

PREFONTAINE, ST-JEAN, ARCHER
& DECARY,

Procureurs des requérants.

Montréal, 4 novembre 1897. 4553-2

Notice is hereby given that the Montreal Union Abattoir Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter and authorizing agreements between the company and the municipalities adjoining the city of Montreal, for the use of the company's abattoirs and the stock yards in said city, and the prohibition of abattoirs and stock yards in such municipalities ; authorizing agreements between the city of Montreal and the company for feeding stock, collection of fees by the said city or by the said company, and all other matters connected with live stock markets ; authorizing the removal of the company's abattoirs or of any of them to other places ; prescribing the place where said abattoirs shall be drained ; permitting any municipal council to make agreements with the company for any of the above purposes ; authorizing the increase in the company's capital assets of the valuation of its real estate, to that as made by the assessors of the city of Montreal and the town of Saint Henri and appearing on the municipal valuation roll, and generally to obtain additional powers and facilities to better attain the objects of the company's incorporation.

BEIQUE, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON.

Attorneys for the Applicants.

Montreal, 27th October, 1897. 4382

Public notice is hereby given by Charles Wandey Pearson, lithographer ; Benjamin Burland, commercial traveller ; Walter Roach, bookkeeper ; Adolphe Felix, machinist, and Alexander Adam, machinist, all of the city and district of Montreal, that they with others will apply at the next ensuing session of the legislature of the province of Quebec, for a private bill incorporating that society or denomination of christians known, as the First Church of Christ, Scientist, Montreal, and empowering those who may constitute the said Church to acquire, hold or alienate movable and immovable property, for the objects and purposes of the said Church, with its institutions, schools, and places of learning that may be hereafter established ; and also permitting and authorizing the ministers, readers, or officials of the said Church, to keep registers of civil status, according to law and to solemnize marriages, administer baptism, and inter the dead ; and further more authorizing and empowering said Church, to establish and maintain institutes, and colleges, and schools, for the purposes of educating and training persons who may enter the same in the practices and principles of the said Church.

Dated at Montreal, this twenty-seventh day of October, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-seven.

WEIR & HIBBARD,
Attorneys for applicants.

4544

NOTICE.

The Northern Water Works and Powers Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for charter incorporating it as a joint stock company, with a capital of \$50,000, for purpose of building, establishing, maintaining and working water works, electric powers, telephones and other industries in the northern counties of the province of Quebec, with power to acquire water works, telephones and electric establishments already existing, and to obtain a transfer of the privileges and rights possessed by these companies. The principal place of business of the companies will be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

PREFONTAINE, ST-JEAN, ARCHER
& DECARY,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 4th November, 1897. 4554

Avis est par les présentes donné que M. Henry Hogan, hôtelier, de la cité et du district de Montréal, et autres propriétaires intéressés dans l'expropriation de la rue Notre-Dame-Est, dans le quartier d'Hochelaga, depuis la rue Frontenac jusqu'à la rue Moreau, et depuis la rue Préfontaine jusqu'aux limites est de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'un acte amendement la section 14, du chapitre 49 de 59 Vict., Québec, aux fins d'autoriser la cité de Montréal à procéder à l'expropriation des terrains et bâtisses nécessaires pour l'élargissement de la dite rue Notre-Dame, suivant le plan homologué du quartier d'Hochelaga, avec pouvoir par la dite cité, d'emprunter l'argent nécessaire pour procéder à la dite expropriation, ainsi que le pouvoir de prélever sur les propriétés riveraines, situées sur la rue Notre-Dame, dans le dit quartier, la moitié du coût de la dite expropriation, y compris les dommages soufferts par les dits intéressés par le fait de la suspension des procédés en expropriation, en vertu de l'acte ci-dessus cité, et pour autres fins.

PREFONTAINE, ST-JEAN, ARCHER
& DECARY,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 4 novembre 1897. 4551-2

Avis est par le présent donné que Herbert Brown Ames, capitaliste; Henri Barbeau, gérant général de la City et District Savings Bank; John Brunskill Clarkson, comptable; James Crathern, marchand; Hon. Alphonse Desjardins, président de la Banque Jacques Cartier; Samuel Finlay, capitaliste; Andrew Frederick Gault, marchand; Robert Carlyle Jamieson, marchand; Robert MacKay, capitaliste; Guillaume Napoléon Moncel, gérant; Francis Scholes, directeur gérant de la Canadian Rubber Company; Charles Francis Smith, marchand; John Torrance, agent de vaisseau à vapeur; William John Withall, président de la Banque de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte d'incorporation sous le nom de The Executors Trust Company, dans le but de faire les affaires en général de *fiducie*, de dépôt, de gage et d'agence, avec pouvoir d'agir comme agent, exécuteur, fiduciaire, administrateur, curateur, liquidateur et syndic, de posséder des propriétés en *fiducie*, administrer les biens ainsi confiés, gérer les successions; d'agir comme agent dans le but d'émettre des débetures et bons, placer des argents et garantir les placements, de recevoir des argents en *fiducie* ou en dépôt; d'exécuter les *fiducies*, d'agir comme gardien de propriété de valeur et de recevoir pour cela rémunération.

GEOFFRION, DORION & ALLAN,

Procureurs des requérants.

Montréal, 2 novembre 1897. 4521-2

Avis est par le présent donné que Rodolphe Audette, marchand, George Demers, courtier, Docithé Arcand, courtier, Alphonse Charlebois, contracteur, tous de Québec, et Rodolphe Forget, courtier, de Montréal, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant en compagnie eux et ceux qui s'adjoindront à eux, sous le nom de "Levis Electric Power Company," avec pouvoir d'acquérir et de développer des pouvoirs d'eau sur la Rivière Chaudière, dans la province de Québec, d'acheter et d'exproprier des terrains nécessaires pour construire et mettre en opération des travaux pour produire l'électricité pour lumière, chauffage et pouvoir pour la distribuer et vendre, et pour construire, exploiter et louer des chemins de fer et tramways électriques dans les comtés de Lévis, Bellechasse, Dorchester, Beauce, Lotbinière et Montmagny, d'acquérir, construire et maintenir des travaux d'électricité, d'acquérir, construire et maintenir des aqueducs dans les dits comtés, et le pouvoir de faire et acquérir toutes choses qui peuvent être nécessaires aux dits objets.

LOUIS G. DEMERS,

Procureurs des requérants.

Québec, 2 novembre 1897. 4529-2

Notice is hereby given that Henry Hogan, hotel keeper, of the city and district of Montreal, and other proprietors interested in the expropriation of Notre Dame street East, in Hochelaga ward, from Frontenac street to Moreau street, and from Préfontaine street to the east limits of the city of Montreal, will apply to the Legislature, at its next session, to obtain the passing of an act to amend section 14 of chapter 49 of the 59th Victoria, Quebec, for the purpose of authorizing the city of Montreal to proceed to the expropriation of the lots and buildings necessary for widening said Notre Dame street, according to the homologated plan of Hochelaga ward, with power by the said city to borrow the money needed for the said expropriation, as also the power to levy on the riparian properties situate on Notre Dame street, in the said ward, one half of the cost of said expropriation including the damages suffered by the said interested parties by the fact of the suspension of the expropriation proceedings in virtue of the act above cited, and for other purposes.

PREFONTAINE, ST-JEAN, ARCHER
& DECARY,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 4th November, 1897. 4552

Notice is hereby given that Herbert Brown Ames, capitalist; Henry Barbeau, general manager City and District Savings Bank; John Brunskill Clarkson, accountant; James Crathern, merchant; Hon. Alphonse Desjardins, president Banque Jacques Cartier; Samuel Finlay, capitalist; Andrew Frederick Gault, merchant; Robert Carlyle Jamieson, merchant; Robert Mackay, capitalist; Guillaume Napoléon Moncel, manager; Francis Scholes, managing director Canadian Rubber Company; Charles Francis Smith, merchant; John Torrance, steamship agent; William John Withall, president Quebec Bank, will apply at the next session of the legislature of the province of Quebec for an act of incorporation as The Executors Trust Company, for the purpose of carrying on a general trust, deposit, safe deposit and agency business, with power to act as agent, executor, trustee, administrator, curator, liquidator and assignee, and to hold estates or property in trust, to administer trusts, to manage estates, to act as agent for the purpose of issuing stock debentures and bonds, to invest moneys, to guarantee investments, to receive moneys in trust or on deposit, to execute trusts, to act as the custodian of valuable property and to receive remuneration for acting in the premises.

GEOFFRION, DORION & ALLAN,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 2nd November, 1897. 4522

Notice is hereby given that Rodolphe Audette, merchant, George Demers, broker, Docithé Arcand, broker, Alphonse Charlebois, contractor, all of Québec, and Rodolphe Forget, of Montreal, stock broker, will apply to the legislature of Québec, at its next session, for an act to incorporate themselves in a company, and those who may join them under the name of "Levis Electric Power Company" with power to acquire and develop water powers on the Chaudière River, in the province of Québec, to purchase and expropriate lands and tenements necessary to build and put in operation works to produce electricity for lighting, heating and power, to distribute and sell it, and to build, work and rent electric tramways and railways in the counties of Lévis, Bellechasse, Dorchester, Beauce, Lotbinière and Montmagny, to acquire, build and maintain electrical works, to acquire, build and maintain aqueducts in any of the said counties, and with power to do and acquire all things necessary for the aforesaid purposes.

LOUIS G. DEMERS,

Attorney for Petitioners.

Quebec, 2nd November, 1897. 4530

Avis est par le présent donné que la compagnie manufacturière de Chambly, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de refondre sa charte et augmenter son pouvoir d'emprunter et autoriser la compagnie à acquérir, construire, mettre en opération, louer des chemins de fer et tramways, d'émettre des actions payées ou préférentielles, de protéger sa propriété quand elle n'est pas en sa propre possession et en général d'obtenir des pouvoirs et facilités additionnels pour mieux atteindre son but.

BEIQUÉ, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,
Solliciteurs de la Réquérante.

Montréal, 27 octobre 1897. 4377-3

Avis est par le présent donné que The Royal Electric Company s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte en rapport à l'émission d'actions ou l'augmentation d'icelles, le placement de poteaux ou fils, par voie d'expropriation ou autrement, la protection de sa propriété quand elle n'est pas en sa possession, de refondre sa charte et en général pour obtenir des pouvoirs et acilités additionnels pour mieux atteindre son but.

BEIQUÉ, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,
Procureurs de la requérante.

Montréal, 27 octobre 1897. 4379-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer The St. Lawrence Power Company, dans le but de développer, acquérir, posséder, mettre en opération, louer, des pouvoirs d'eau d'électricité, de vapeur et tout autre pouvoir pour procurer la lumière, le chauffage et en faire un commerce, de s'en servir pour manufacture et toute autre industrie ou objets utiles auxquels tels pouvoirs peuvent être appliqués, comprenant l'électricité, gaz et autres luminaires; posséder, louer et mettre en opération des moulins, manufactures et autres établissements et constructions ainsi que travaux et matériel (plant) pour le dit but; posséder, louer et mettre en opération des chemins de fer et tramways, le tout dans la province de Québec, et de faire tels contrats et exercer tels autres pouvoirs qui peuvent être nécessaires ou utiles pour tous les objets susdits ou semblables.

BEIQUÉ, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 27 octobre 1897. 4383-3

Avis public est donné que la Fraternité du Tiers Ordre de Saint-François d'Assise de Montréal fera application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un bill ayant pour objet la refonte et l'amendement de sa charte; les amendements se rapportant à l'incorporation de toutes les fraternités du diocèse de Montréal, et à l'organisation d'un conseil supérieur.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,
Avocats de la dite

Fraternité du Tiers Ordre.
Montréal, 27 octobre 1897. 4407-3

Avis est par le présent donné que George Albini Lacombe, docteur en médecine, de la cité et du district de Montréal, et l'un des membres du parlement provincial de Québec, demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi le déclarant d'admission à l'étude de la profession d'avocat, dans la province de Québec, à toutes fins que de droit, sans qu'il soit tenu de subir aucun examen au préalable sur les sciences, les lettres, etc., etc.

L. CONRAD PELLETIER,
Procureur du requérant.

Montréal, 27 octobre 1897. 4405-3

Notice is hereby given that the Chambly Manufacturing Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act consolidating its charter and increasing its borrowing power and authorizing the company to acquire, build, operate, lease tramways, to issue paid up or preferred stock, to protect its property while out of its own possession and generally to obtain additional power and facilities to better attain its object.

BEIQUÉ, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,
Solicitors for Applicant.

Montréal, 27th October 1897. 4378

Notice is hereby given that the Royal Electric Company will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter in connection with the issue of stock or the increase thereof, the placing of poles and wires, by way of expropriation or otherwise, the protection of its property while out of its possession, to consolidate its charter and generally to obtain additional power and facilities to better attain its object.

BEIQUÉ, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,
Attorneys for applicant.

Montreal, 27th October, 1897. 4380

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the St. Lawrence power Company, for the purpose of developing, acquiring, owning, operating, leasing, transmitting, manufacturing and dealing in water, electric, steam and any other power for lighting, heating and manufacturing and all other industrial or useful purposes to which such power may be applied including electricity, gas and other illuminants; owning, leasing and operating mills, factories, and other works and plant for such purpose; owning, leasing and operating tramways, the whole in the province of Quebec, and for entering into such contracts and exercising such further powers as may be necessary or useful for any of the foregoing or similar purposes.

BEIQUÉ, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,
Solicitors for Applicants.

Montréal, 27th October, 1897. 4384

Public notice is hereby given that the Fraternity of the Third Order of Saint Francis d'Assise, of Montreal, will make and application to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to the effect that an act be passed having for object the amendment and the consolidation of its charter; the amendments relating to the incorporation of all the Fraternities of the diocese of Montreal, and of the organisation of a superior council.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,
Attorneys for the said

Fraternity of the Third Order.
Montreal, 27th October 1897. 4408

Notice is hereby given that George Albini Lacombe, doctor in medicine, of the city and district of Montreal, and one of the members of the provincial parliament of Quebec, will apply to the Quebec legislature, at its next session, for the passing of an act declaring him duly admitted to the study of the profession of advocate, in the province of Quebec, for all legal purposes, without is being bound to undergo any preliminary examination on the sciences, letters, &c.

L. CONRAD PELLETIER,
Attorney for petitioner;

Montreal, 27th October, 1897. 4406

Avis public est par les présentes donné que la ville de Salaberry de Valleyfield, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'un acte rappelant et abrogeant l'acte du Canada, 27 Victoria, chapitre 33, autorisant le conseil municipal de la paroisse de Sainte-Cécile à établir certains taux de péage et à ériger des barrières de péage sur un chemin macadamisé, situé pour partie dans la dite ville et pour partie dans la dite paroisse, et pour modifier sa charte aux fins d'étendre ses pouvoirs d'annexion de territoire, de modifier le mode de taxation de manière à imposer une taxe différentielle au besoin, suivant la nature du territoire annexé, rendre certaines dispositions du code municipal applicables à ce territoire et pour d'autres fins.

R. S. JORON,

Secrétaire-trésorier de la dite ville.

Salaberry de Valleyfield,
30 octobre, 1897.

4445-2

Public notice is hereby given that the town of Salaberry of Valleyfield, will make application to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act repealing and abrogating the Act of Canada, 27 Victoria, chapter 33, authorizing the municipal council of the parish of Sainte Cécile to establish certain toll-gates and to erect toll-gates on a macadamized road, situated partly in the said town and partly in the said parish and to modify its charter for the purpose of extending its powers to annex territory, to alter the mode of taxation in such a way as to impose a differential tax if need, according to the nature of the territory annexed, to render certain provisions of the municipal code applicable to such territory, and for other purposes.

R. S. JORON,

Secretary-treasurer of the said town.

Salaberry of Valleyfield,
30th October, 1897.

4446

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 341.

Le dix-huitième jour de février mil huit cent quatre vingt-seize, Dame Anny Marguerite Prindle, des cité et district de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, Arthur Mercier, commerçant, du même lieu.

J. L. PERRON,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 6 novembre 1897.

4595

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No. 928.

Dame Justine Asselin, épouse commune en biens de Edmond Leclerc, maître-boulangier, tous deux de la cité de Québec, duement autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Défendeur.

Le dit Edmond Leclerc, Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le vingt-huit de juillet 1897.

GASGRAIN, LAVERY & RIVARD,

4637

Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2390.

Dame Léa Lamarre, Demanderesse ;

vs

Wilfrid Lamarre, Défendeur.

Avis est par le présent donné qu'une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, commerçant, de la cité de Saint-Henri.

BEAUDIN, CARDINAL,

LORANGER & ST-GERMAIN,

Avocats de la Demanderesse.

Montréal, 8 novembre 1897.

4601

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1120.

Dame Anna Racine, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Elzéar Paré, ci-devant menuisier, du même lieu, et maintenant absent aux Etats-Unis d'Amérique, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de corps et de biens.

DEMERS & DE LORIMIER,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 2 novembre 1897.

4493-2

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 341.

On the eighteenth day of February eighteen hundred and ninety-six, Dame Anny Marguerite Prindle, of the city and district of Montreal, has instituted an action in separation as to property against her husband, Arthur Mercier, of the same place, trader.

J. L. PERRON,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 6th November, 1897.

4596

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
No. 928.

Dame Justine Asselin, wife common as to property of Edmond Leclerc, baker, both of the city of Quebec, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs.

Defendant.

The said Edmond Leclerc, An action in separation as to bed and board has been instituted in this cause on the twenty-eighth day of July, 1897.

CASGRAIN, LAVERY & RIVARD,

4608

Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2390.

Dame Léa Lamarre, Plaintiff ;

vs

Wilfrid Lamarre, Defendant.

Notice is hereby given that an action for separation as to property has been instituted against the defendant, trader, of the city of Saint Henri.

BEAUDIN, CARDINAL,

LORANGER & ST-GERMAIN,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 8th November, 1897.

4602

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1120.

Dame Anna Racine, of the city of district of Montreal, wife common as to property of Elzéar Paré, heretofore, carpenter, of the same place, and presently in the United States of America, duly authorized à ester en justice has, this day, sued her husband in separation as to bed and property.

DEMERS & DE LORIMIER,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 2nd November, 1897.

4494

Province de Québec,
Municipalité du comté de Labelle. }

Avis public est par les présentes donné par H. J. Kearney, secrétaire-trésorier du conseil municipal du dit comté de Labelle, qu'à une session générale de ce conseil, tenue à l'hôtel de ville du village de Papineauville, chef lieu du comté, mercredi, le 8 septembre 1897, A. D., la résolution suivante a été adoptée unanimement :

Proposé par le conseiller Chéné, secondé par le conseiller Joubert :

Que conformément à la requête de certains propriétaires des cantons de Robertson et Pope, en date du 30 août 1897, les dits cantons de Robertson et Pope soient réunis pour former une municipalité locale sous le nom de "Municipalité des cantons unis de Robertson et Pope."

Par arrêté en conseil, en date du 7 octobre courant, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'approuver la susdite résolution.

Donné à Papineauville, ce douzième jour du mois d'octobre 1897.

H. J. KEARNEY,
Secrétaire trésorier du comté de Labelle.
4475-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie Louise Gervais, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Pierre Dansereau, épicié et entrepreneur, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

F.-X. ROY,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 3 novembre 1897. 4525-2

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No. 43.

Dame Elise Bellemare, de la paroisse de Sainte-Flore,
Demanderesse ;

vs.

Edmond Ayotte, journalier, du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

J. A. TESSIER,
Procureur de la Demanderesse.
Trois-Rivières, 8 mai 1895. 4247-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Albina Beauchamp, épouse commune en biens de Osias Lacroix, pressier, dûment autorisée à ester en justice, tous deux des cité et district de Montréal,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Osias Lacroix, Défendeur.

Une action en séparation de biens contre le défendeur a été, ce jour, instituée par la demanderesse.

M. G. LAROCHELLE,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 14 octobre 1897. 4245-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1609.

Dame Mary Ann Cullen, de la paroisse de Lachine, dans le district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a institué ce jour, devant la cour supérieure du district de Montréal, une action en séparation de biens contre son mari, Aaron Thomas Martin, du même lieu, fleuriste.

WHITE, O'HALLORAN &
BUCHANAN,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 27 octobre 1897. 4363-3

Province of Quebec.
Municipality of the County of Labelle. }

Public notice is hereby given by H. J. Kearney, Secretary-Treasurer of the Municipal Council of the said County of Labelle, that at a general session of this Council, held in the Town Hall of the Village of Papineauville, county seat of said County, on Wednesday, the eight day of September, 1897, A. D., the following resolution was unanimously adopted :

Moved by councillor Chéné, seconded by councillor Joubert :

That, in conformity with the petition of certain proprietors of the townships of Robertson and Pope, dated August 30th, 1897, the said townships of Robertson and Pope be united to form a local municipality under the name of "Municipality of the united townships of Robertson and Pope."

By an Order in Council, dated October 7th instant, His Honor the Lieutenant Governor has been pleased to approve the aforesaid resolution.

Given at Papineauville, this twelfth day of the month of October, 1897.

H. J. KEARNEY,
Secretary-treasurer of the county of Labelle.
4476

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Marie Louise Gervais, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Pierre Dansereau, grocer and contractor, of the same place, has, this day, instituted an action in separation of property against her said husband.

F.-X. ROY,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 3rd November, 1897. 4526

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 43.

Dame Elise Bellemare, of the parish of Sainte-Flore,
Plaintiff ;

vs.

Edmond Ayotte, workman, of the same place,
Defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day, in this cause.

J. A. TESSIER,
Attorney for Plaintiff.
Three Rivers, 8th May, 1895. 4248

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Albina Beauchamp, wife common as to property with Osias Lacroix, pressier, duly authorized a ester en justice, both of the city and district of Montreal,
Plaintiff ;

vs.

The said Osias Lacroix, Defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted against defendant by plaintiff.

M. G. LAROCHELLE,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 14th October, 1897. 4246

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1609.

Dame Mary Ann Cullen, of the parish of Lachine, in the district of Montreal, duly authorized a ester en justice, has, this day, instituted before the superior court of the district of Montreal, an action en separation de biens against her husband, Aaron Thomas Martin, of the same place, florist.

WHITE, O'HALLORAN &
BUCHANAN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 27th October, 1897. 4364

Provinces de Québec,
District de Montréal.
No. 2491.

Cour Supérieure.

Dame Adélande Labelle, épouse de Charles Arthur Côté, plombier, de la cité de Montréal, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son époux.

JODOIN & JODOIN,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 14 octobre 1897. 4097-4

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans *la Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte par lettres patentes en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie projetée en corporation et corps politique sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés :

1° Le nom social de la compagnie projetée sera "The Mount Royal Flour Mill Company."

2° Les objets pour lesquels la constitution en corporation est demandée sont :

(a) d'acheter, vendre toutes espèces de grains et céréales et leurs produits et en faire le commerce ;
(b) de mouler le blé et toutes sortes de grains ;

(c) de faire en général les affaires de manufacturiers et de marchands ;

(d) d'acquérir, construire, louer et entretenir toutes les bâtisses et propriétés nécessaires pour faire convenablement les sus-dites affaires et aussi en disposer ;

(e) d'acquérir et employer l'eau, la vapeur, l'électricité ou autre pouvoir pour les sus-dits objets.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de cinquante mille piastres, divisé en cinq cents actions de cent piastres chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : Félix Casey, entrepreneur ; John Hallady Rowell, marchand ; Daniel Morgan Sexton, gérant d'assurance ; John McLaren, meunier ; Frederick Richard Scandrett, marchand, tous des cité et district de Montréal. Les trois premiers seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

HUTCHISON & OUGHTRED,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 19 octobre 1897. 4117-4

Province de Québec,
District de Montréal.
No. 900.

Cour Supérieure.

Dame Mirimise Nubourgèse dite Laparé, de la cité de Montréal, épouse de Joseph Octave Couture, barbier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Octave Couture, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingtième jour d'Octobre courant.

ROBERTSON, FLEET & FALCONER,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 20 octobre 1897. 4153-4

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que Louis Lacouture, agent, de la cité de Sorel, district de Richelieu, Joseph Octave Blondin, capitaine de bateau à vapeur, de la Baie des Pères, dans le comté de Pontiac, province de Québec ; David Gillies, M. P. P., de Carleton ; James Gillies et John Gillies, de Braeside, dans la province d'Ontario, ces trois derniers, commerçants de bois, s'adresseront par une requête à Son Honneur le lieutenant-gouverneur pour obte-

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 2491.

Superior Court.

Dame Adélande Labelle, wife of Charles Arthur Côté, plumber, of the city of Montreal, has, this day, taken an action in separation as to property against her said husband.

JODOIN & JODOIN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 14th October, 1897. 4098

Public notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of "The Joint Stock Companies incorporation Act" and amendments, constituting the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company a body corporate and politic under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is the "Mount Royal Flour Milling Company."

2. The purposes for which incorporation is sought are :

(a) To buy, sell and deal in all kinds of grain and corn and their products ;

(b) To grind and manufacture into flour or meal all kinds of grain and corn ;

(c) To carry on the business of general manufacturers and general merchants ;

(d) To acquire, construct, lease and maintain all buildings and properties necessary or convenient for the proper carrying on of the business aforesaid, and again to dispose of the same ;

(e) To acquire and use water, steam, electric or other power for the purposes aforesaid.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of its capital stock will be fifty thousand dollars, divided into five hundred shares of one hundred dollars each.

5. The names in full and the address and calling of each of applicants are as follows : Felix Casey, contractor ; John Hallady Rowell, merchant ; Daniel Morgan Sexton, insurance manager ; John McLaren, miller ; Frederick Richard Scandrett, merchant ; all of the city and district of Montreal of whom the first three are to be the first or provisional directors of the said company.

HUTCHISON & OUGHTRED,

Solicitors for applicants.

Montreal, 19th October, 1897. 4118

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 900.

Superior Court.

Dame Mirimise Nubourgèse dite Laparé, of the city of Montreal, wife of Joseph Octave Couture, barber, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Octave Couture, Defendant.

An action for separation as to property was instituted in this cause on the twentieth day of October instant.

ROBERTSON, FLEET & FALCONER,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 20th October, 1897. 4154

PUBLIC NOTICE.

Is hereby given that Louis Lacouture, agent of the city of Sorel, District of Richelieu, Joseph Octave Blondin, steam boat captain, of La Baie des Pères, in the county of Pontiac, province of Quebec, David Gillies, M. P. P., of Carleton, James Gillies & John Gillies, of Braeside, in the province of Ontario, these three, lumber merchants, will apply by a petition to His Honor the Lieutenant-Governor, for letters patent under the great seal, granting a

nir l'émission de lettres-patentes sous le grand Sceau, octroyant une charte à l'effet de constituer les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie dont ils projettent la formation en corporation et corps politique.

Le nom social de cette compagnie sera "La Compagnie de Navigation du Lac Temiscamingue (limitée)."

L'objet de la compagnie sera la construction et possession de vaisseaux, navigation, érection et construction d'hôtels et de lieux de plaisance.

Le principal siège de ses affaires sera à la Baie des Pères, dans le comté de Pontiac, province de Québec.

Le chiffre de son fonds social sera de vingt-cinq mille dollars divisé en mille actions de vingt-cinq dollars chacune.

Les dits requérants seront les premiers directeurs de cette compagnie.

(Signé), W. H. CHAPDELAINE,
Procureur des requérants.

Sorel, 20 octobre 1897. 4197-4

AVIS PUBLIC.

Est par les présentes donné que Louis Lacouture, agent, Bruno Leclair, commerçant, George Michel Badeau, bijoutier, tous trois de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, Siméon Lesage, assistant-commissaire des Travaux Publics, des cité et district de Québec, province de Québec, Arthur Onésime Matton, bourgeois, de la cité d'Ottawa, district de Carleton, province d'Ontario, s'adresseront par une requête à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir l'émission de lettres-patentes sous le grand Sceau, octroyant une charte à l'effet de constituer les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie dont ils projettent la formation en corporation et corps politique.

Le nom social de cette compagnie sera : "La Compagnie des Terres du Temiscamingue, (limitée)".

L'objet de cette compagnie ou association sera : l'achat et vente de terre, leur exploitation et culture, et développement de l'agriculture, fabrication de beurre et de fromage, établissement et exploitation de moulins à farine, à scie et à carder et tannerie, magasin pour le commerce en général, et prêter des argents aux colons.

Le principal siège de ses affaires sera à la Baie des Pères, dans le comté de Pontiac, dans la province de Québec.

Le chiffre de fonds social sera de vingt-cinq mille dollars divisé en vingt-cinq mille parts de un dollar chacune.

Les requérants seront les premiers directeurs de cette compagnie.

(Signé) W. H. CHAPDELAINE,
Procureur des requérants.

Sorel, 20 octobre 1897. 4195-4

Canada,
Province de Québec, }
District de Québec. } Cour Supérieure.
No 810.

Dame Belzémire Don Carlos, de la cité de Québec, épouse commune en biens de Philéas Paquet, plombier, maintenant en la cité de Québec, et dûment autorisée à ester en justice contre le dit Philéas Paquet. Demandeur.

vs.

Le dit Philéas Paquet, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le septième jour d'avril, 1897.

CASGRAIN, LAVERY & RIVARD,
4055-5 Avocats du Demandeur.

charter constituting the petitioners and any other persons who may become shareholders in the projected company, a body corporate and politic.

The corporate name of said Company shall be "The Lac Temiscamingue Navigation Company limited".

Its object shall be for the purpose of the building of vessels, ownership of same, navigation; and the erecting and building and possessing of hotels and places of resort.

That its head office and principal place of business shall be at said La Baie des Pères, in the county of Pontiac, province of Quebec.

The amount of its capital stock shall be twenty-five thousand dollars divided in one thousand shares of twenty-five dollars each.

The above named petitioners to be the first directors of said Company.

(Signed) W. H. CHAPDELAINE,
Sollicitor for applicants.

Sorel, 20th October, 1897. 4198

PUBLIC NOTICE.

Is hereby given, that Louis Lacouture, agent, Bruno Leclair, trader, George Michel Badeau, jeweller, all three of the city of Sorel, in the district of Richelieu; Siméon Lesage, deputy minister of public works, of the city and district of Québec, in the province of Québec; Arthur Onésime Matton, gentleman, of the city of Ottawa, district of Carleton, in the province of Ontario, will apply by a petition to His Honor the Lieutenant Governor, for letters patent, under the great Seal, granting a charter, constituting the petitioners and any other persons who may become shareholders in the projected company a body corporate and politic.

The corporate name of the said company shall be "The Temiscamingue Land Company (limited)".

Its object shall be for the purpose of buying and selling of farms, the working and farming same and development of agriculture, the making of cheese and butter, the establishing and working of grist, saw and carding mill and tannery, the keeping of stores for general trade and the loan of monies to settlers or farmers.

That its head office and principal place of business shall be at La Baie des Pères, in the county of Pontiac, province of Quebec.

The amount of its capital stock shall be twenty-five thousand dollars, divided in twenty-five thousand shares of one dollar each.

The above named petitioners to be the first directors of the said company.

(Signed), W. H. CHAPDELAINE,
Sollicitor for Applicants.

Sorel, 20th October, 1897. 4196

Canada,
Province of Quebec, }
District of Québec. } Superior Court.
No. 810.

Dame Belzémire Don Carlos, of the city of Québec, wife common as to property of Philéas Paquet, plumber, now in the city of Québec, and duly authorized a *estor en justice*, against the said Philéas Paquet, Plaintiff.

vs.

The said Philéas Paquet, Defendant.
An action in separation as to bed and board has been instituted in this cause, on the seventh of april, one thousand eight hundred and ninety-seven.

CASGRAIN, LAVERY & RIVARD,
4056 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dame Suzannah McCalliam, de la cité et du district de Montréal, a, ce jour institué une action en séparation de biens contre son mari, John Mullin, marchand de provisions, de même lieu.
 A. GAGNON,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 19 octobre 1897. 4151-4

AVIS PUBLIC.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DE TÉMISCAMINGUE.

Aux habitants de la municipalité de Temiscamingue.

Avis public est par les présentes donné par moi, Jules Maillard, secrétaire-trésorier, que le conseil de cette municipalité, à sa session du seize août dernier, a passé une résolution pour détacher le canton Guigues de cette municipalité et l'ériger en municipalité rurale distincte sous le nom de municipalité du canton Guigues, avec ses limites actuelles, comme tel canton, et que cette résolution a été approuvée par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le quinze d'octobre courant.

Donné sous mon seing, à Baie des Pères (maintenant Ville-Marie) ce trente octobre mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

J. MAILLARD,
 Secrétaire-trésorier.
 4555-2

Avis de Faillites

In re James Powell, marchand, Saint-Ferdinand d'Halifax, Insolvable.

Avis public est donné que le susdit insolvable a, ce jour, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district d'Arthabaska.

D. ARCAND,
 Gardien provisoire.

Québec, 8 novembre 1897. 4599

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Cusson & Leduc, marchands, Montréal, Faillis.

Avis est par le présent donné que le 8ième jour de novembre courant, nous avons été nommés curateurs-conjoints aux biens des dits faillis, par un jugement de la cour supérieure pour le district de Montréal.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous les trente jours.

AMEDEE LAMARCHE,
 M. BENOIT,

1709, Notre-Dame, Montréal.
 Montréal, 9 novembre 1897. 4609

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 U. Pauzé et al., Demandeurs ;

vs.

Joseph Beauchamp et Ferdinand Legault dit Deslauriers, tous deux de la cité de Saint-Henri, y faisant affaires en société comme manufacturiers sous les nom et raison de Beauchamp & Deslauriers, Défendeurs.

Avis est par le présent donné que les dits défendeurs ont fait ce jour un abandon judiciaire complet de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du Protonotaire de la dite Cour.

FRANK PAUZE,
 Gardien provisoire.

Montréal, 2 Novembre 1897. 4653.

Province of Québec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 Dame Suzannah McCalliam, of the city and district of Montreal, has this day, taken an action in séparation de biens, against her husband, John Mullin, provision merchant, of the same place.
 A. GAGNON,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 19th October, 1897. 4152

PUBLIC NOTICE.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF TEMISCAMINGUE.

To the inhabitants of the municipality of Temiscamingue.

Public notice is hereby given by me, Jules Maillard, secretary-treasurer, that the council of this municipality, at its session of the sixteenth of August last, has passed a resolution to detach the township Guigues from this municipality, and to erect it into a distinct rural municipality, under the name of municipality of the township Guigues, with his actual limits as such township, and that this resolution has been approved by the lieutenant-governor in council on the fifteenth of October instant.

Given under by hand at Baie des Pères (now Ville Marie) this thirtieth of October, one thousand eight hundred and ninety-seven.

J. MAILLARD,
 Secretary-treasurer.
 4556

Bankrupt Notices

In re James Powell, merchant, Saint Ferdinand d'Halifax, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has this day made an assignment of his assets for the benefit of his creditors at the prothonotary's office of the superior court of the district of Arthabaska.

D. ARCAND,
 Provisional guardian.

Quebec, 8th November, 1897. 4600

Province of Québec, }
 District of Montréal. } *Superior Court.*

In the matter of Cusson & Leduc, merchants, Montréal, Insolvents.

Notice is hereby given that, by judgement of the superior court for the district of Montréal, dated on the 8th day of November instant, we have been appointed joint curators to the above estate.

Claims must be filed at our office, within thirty days.

AMEDEE LAMARCHE,
 M. BENOIT,

1709, Notre Dame street, Montréal.
 Montréal, 9th November, 1897. 4610

Province of Québec, }
 District of Montréal. } *Superior Court.*
 U. Pauzé et al., Plaintiffs ;

vs.

Joseph Beauchamp and Ferdinand Legault dit Deslauriers, both of the City of Saint Henry, and there doing business in co-partnership as Manufacturers under the name and style of Beauchamp & Deslauriers, Defendants.

Notice is hereby given that the said defendants have this day made at the Prothonotary's office of said Court a judicial abandonment of all their property for the benefit of their Creditors.

FRANK PAUZE,
 Prov.-Guardian.

Montréal, 2nd November, 1897. 4654.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Thouret & Co, commerçants, de
 Montréal, Faillis ;

Avis est par le présent donné que, le huitième
 jour de novembre 1897, Thouret & Co, commerçants,
 de la cité de Montréal, ont fait un abandon judiciaire
 de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers
 au bureau du Prothonotaire de la Cour Supérieure
 du district de Montréal.

F. S. MACLENNAN,
 Gardien provisoire.

Bureau de Radford & Walford,
 37, Imperial Building.
 Montréal, 10 Novembre 1897. 4625.

Province de Québec, }
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
 In re C. E. McConville, Saint-Jean de Matha,
 Insolvable.

Avis vous est donné que le 5ème jour de novem-
 bre 1897, par un ordre de la cour, j'ai été nommé
 curateur à la succession du susnommé qui a fait une
 cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le
 bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être filées à mon bu-
 reau sous un mois de cette date.

E. G. PICHE,
 Curateur.

Joliette, 8 novembre 1897. 4651

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Kamouraska. }

Dans l'affaire de W. R. Crépault & Cie., Kamou-
 raska, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un
 ordre de la cour, en date du 3 novembre 1897, nous
 avons été nommés curateurs aux biens de cette
 succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
 cette succession, sont requises de les produire de-
 vant nous, dans les trente jours de cette date.

PARADIS & JOBIN,
 Curateurs-conjoints.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 11 novembre 1897. 4667

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Québec. }

Dans l'affaire de Ambroise Laroche, marchand de
 farines, Québec, Insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été pré-
 paré en cette affaire, et sera sujet à objection jus-
 qu'au 29 novembre 1897, après laquelle date ce
 dividende sera payable à notre bureau.

PARADIS & JOBIN,
 Curateurs.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 11 novembre 1897. 4663

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Nazaire La-
 chance, épicier, de Québec, a fait cession de ses
 biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 10 no-
 vembre 1897, au bureau du protonotaire de la cour
 supérieure pour le district de Québec, conformé-
 ment à la loi.

PARADIS & JOBIN,
 Comptables publics.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 11 novembre 1897. 4665

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Thouret & Co, Traders, Montreal,
 Insolvents.

Notice is hereby given that on the eighth day of
 November 1897, Thouret & Co, traders, of the city
 of Montreal, made a judicial abandonment of their
 property for the benefit of their creditors at the
 office of the Prothonotary of the Superior Court for
 the District of Montreal.

F. S. MACLENNAN,
 Provisional Guardian.

Office of Radford & Walford,
 37, Imperial Building.
 Montreal, 10th November, 1897. 4626.

Province of Quebec, }
 District of Joliette. } *Superior Court.*

In re C. E. McConville, Saint Jean de Matha,
 Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 5th day of
 November, 1897, by order of the court, I was
 appointed curator to the estate of the above named,
 who has made a judicial abandonment of all his
 assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within one
 month.

E. G. PICHE,
 Curator.

Joliette, 8th November, 1897. 4652

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Kamouraska. }

In the matter of W. R. Crépault & Cie, Kamouraska,
 Insolvents.

Notice is hereby given that in virtue of an order
 of the court, dated 3rd of November, 1897, we have
 been appointed curators to this estate.

All persons having claims against this estate are
 requested to file them with us within 30 days of this
 date.

PARADIS & JOBIN,
 Joint Curators.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.
 Québec, 11th November, 1897. 4668

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Québec. }

In the matter of Ambroise Laroche, flour merchant,
 Québec, Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this
 matter, and will be open to objection until the 29th
 of November, 1897, after which date dividend will
 be payable at our office.

PARADIS & JOBIN,
 Curators.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ontario Nav. Co., Building.
 Québec, 11th November, 1897. 4664

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Nazaire Lachance,
 grocer, of Québec, has, on the 10th of November,
 1897, made a judicial assignment of his property
 for the benefit of his creditors, at the prothonota-
 ry's office of the superior court for the district of
 Québec, according to law.

PARADIS & JOBIN,
 Public accountants.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.
 Québec, 11th November, 1897. 4666

ACTE DE FAILLITE DE 1875 ET SES
AMENDEMENTS.

Canada,
Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
District de Richelieu, }
In re Michel Joyal, commerçant, de Saint-Pie
Deguire, dit district, Failli.

Le premier jour de décembre prochain, le soussi-
gné fera application à la dite cour pour obtenir sa
décharge, conformément au dit acte.

MICHEL JOYAL,
Par A. GERMAIN,
Son procureur *ad litem*.

Sorel, 18 octobre 1897.

4237-3

Ratification

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé
au greffe du protonotaire de la cour supérieure du
district de Montréal, un acte passé devant François-
Xavier Napoléon Berthiaume, notaire, le vingt-
huitième jour de janvier, mil huit cent quatre-vingt
quinze, entre Louis Jodoin, cultivateur, de Saint-
Bruno, et Augustin Jodoin, huissier, de Saint-
Bruno, étant une vente à titre de dation en paie-
ment par le dit Louis Jodoin, au dit Augustin
Jodoin, de

“ Une terre située dans la concession ou rang
appelé “ Le Canal ”, dans la dite paroisse de Saint-
Bruno, de la contenance de deux arpents et un
quart de front sur vingt-quatre arpents de profon-
deur, plus ou moins, tenant pardevant au chemin
de front de la dite concession, par derrière au
trait-quarré des terres du chemin qui conduit de
Longueuil à Chambly, joignant d'un côté, au nord
à Joseph Jodoin, fils, et de l'autre côté, au sud à
Antoine Vincent, ou ses représentants,—avec une
grange dessus construite et connue sous le No 109
sur le plan et au livre de renvoi officiels de la pa-
roisse de Saint-Bruno, faits pour des fins d'enrégis-
trement ”, et en la possession de messieurs Louis
Jodoin et Augustin Jodoin, comme propriétaires,
pendant les trois dernières années.

Et toutes personnes qui réclament quelque privi-
lège et hypothèque sur le dit immeuble immédia-
tement avant l'enrégistrement du dit acte par lequel
le dit immeuble a été acquis par le dit Augustin
Jodoin, sont averties qu'il sera présenté à la dite
cour, le vingt-cinquième jour de novembre, 1897,
une demande en ratification de titre ; et qu'à moins
que leurs réclamations ne soient telles que le régis-
trateur est tenu, par les dispositions du Code de
Procédure Civile, de les mentionner dans son certi-
ficat à être produit dans ce cas, elles sont par le
présent requises de signifier leurs oppositions par
écrit, et de les produire au greffe du dit protono-
taire dans les six jours après le dit jour, à défaut de
quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de
le faire.

L. D. GAREAU,
D. P. C. S.
4043-2

Montréal, 13 octobre, 1897.

Ventes par le Sherif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HÉRITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } TASCHEAU REAU FORTIER,
No. 301. } de Saint-François de Beau-
ce, régistrateur, Demandeur ; contre THE AMERI-

INSOLVENT ACT OF 1875 AND ITS
AMENDMENTS.

Canada,
Province of Quebec, } In the Superior Court.
District of Richelieu, }
In re Michel Joyal, trader, of Saint Pie Deguire,
said district, Insolvent.

On the first day of December next, the under-
signed will apply to the said court to obtain his
discharge, pursuant to the said act.

MICHEL JOYAL,
By A. GERMAIN,
His attorney *ad litem*.

Sorel, 18th October, 1897.

4238

Ratification

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that there has been depo-
sited in the office of the prothonotary of the Super-
ior Court for the district of Montreal, a deed pas-
sed before François Xavier Napoléon Berthiaume,
notary, on the twenty-eighth day of January one
thousand eight hundred and ninety-five, between
Louis Jodoin, farmer, of Saint Bruno, and Augustin
Jodoin, bailiff, of Saint Bruno, being a sale by way
of giving in payment from the said Louis Jodoin
to the said Augustin Jodoin, of

“ A land situate in the concession or range called
“ Le Canal ”, in the said parish of Saint Bruno,
containing two arpents and a quarter in front by
twenty-four arpents in depth, more or less ; bound-
ed in front by the front road of the said concession,
in rear by the division line of the lands of the road
leading from Longueuil to Chambly ; bounded on
one side to the north by Joseph Jodoin, junior,
and on the other side to the south by Antoine Vin-
cent, or his representatives—with a barn thereon
erected, and known as No. 109 on the official plan
and book of reference of the parish of Saint Bruno,
made for registration purposes, and in the possession
of Messrs Louis Jodoin and Augustin Jodoin, for
the three years last passed as proprietors.

And all persons who have or claim to have any
privilege or hypothec upon the said lot of land,
immediately previous to the registration of the deed
by which the said lot was acquired by the said Au-
gustin Jodoin, are hereby notified that application
will be made to the said court on the twenty fifth
day of November 1897, for a judgment of confirma-
tion, and that unless their claims are such as the
registrar is bound by the provisions of the code of
civil procedure to include in his certificate to be
filed, they are hereby required to signify in writing
their oppositions and file the same in the office of
the said prothonotary six days at last after the said
day, in default whereof they shall be forever pre-
cluded of the right of so doing.

L. D. GAREAU,
D. P. S. C.
4044

Montreal, 13th October 1897.

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } TASCHEREAU FORTIER,
No 301. } of Saint-François de la
Beauce, registrar, Plaintiff ; against THE AME-

CAN GOLD MINING COMPANY. corporation incorporée dans l'état du Maine, ayant sa principale place d'affaires dans la province de Québec, en la dite paroisse de Saint-François, Défenderesse, savoir :

Le lot numéro six cent soixante-neuf (669), du cadastre de la paroisse de Saint-François—avec réserve des droits de mines et droits d'exploiter les dites mines en faveur des héritiers A. R. de Léry ou représentants suivant titres.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François de la Beauce, le DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 13 octobre 1897. 4021-2
[Première publication, 16 octobre 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **LEGER ROY**, fils, cultivateur, de la paroisse de Saint-Martin, district de Beauce, et **Rose Délima Bourque**, son épouse commune en biens, du même lieu, **Joseph Fortin**, cultivateur, de la paroisse de Saint-Martin, district de Beauce, et **Dame Philomène Bonrque**, son épouse commune en biens, du même lieu, **François Pepin**, journalier, du lieu appelé **Stratton**, en l'Etat du Maine, un des Etats-Unis d'Amérique, et **Dame Amanda Bourque**, son épouse commune en biens, du même lieu, **François Bourque** et **Charles Bourque**, tous deux cultivateurs de la dite paroisse de Saint-Martin, **Gédéon Bourque**, cultivateur, de la paroisse de Saint-Georges de la Beauce, **Bernard Bourque**, **Frère Viateur**, de la cité de **Montréal**, district de **Montréal**, et **Pierre Bourque**, journalier, du lieu appelé **Lambertown**, en l'Etat du Minnesota, un des Etats-Unis d'Amérique, Demandeurs ; contre **FORTUNAT CHAMPAGNE**, fils de **Fortunat**, cultivateur, de la paroisse de Saint-Martin, en le district de Beauce, Défendeur, savoir :

Une terre étant la moitié nord-ouest du lot numéro quarante-six, dans le rang A, du canton de Jersey, contenant la dite moitié cinquante-quatre acres de terre en superficie, plus ou moins ; borné au sud-est par **Ferdinand Roy**, et au nord-ouest par **Adjutor Grenier**—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, dans la paroisse de Saint-François de la Beauce, le DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à MIDI.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 13 octobre 1897. 4023-2
[Première publication, 16 octobre 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **SAMUEL BYRNE**, mineur No. 2503. } d'or, de la paroisse de Saint-François, dans le district de Beauce, Demandeur ; contre **THE AMERICAN GOLD MINING COMPANY**, corporation incorporée dans l'Etat du Maine, ayant sa principale place d'affaires dans la province de Québec, en la dite paroisse de Saint-François, dit district, Défenderesse, savoir :

1° Le lot numéro quatre cent seize (416), du cadastre de la paroisse de Saint-François de Beauce, avec en outre un lopin de terre de deux acres de front sur deux acres de profondeur, plus ou moins, faisant partie des lots numéros quatre cent dix-sept (417) et quatre cent dix-huit (418) ; borné en front au sud-est à la rivière **Gilbert**, en arrière au nord-est, au chemin public du rang de **Léry**, du côté nord-est aux terres de la **Greenville Gold Mining Company** of Ontario, au sud-est à **Georges Thérien** ou représentants—avec bâtisses, le tout pour être vendu en bloc, avec réserve des droits de mines et d'exploitation de mines en faveur des héritiers A. R. de Léry ou représentants et sujet aux droits de

RICAN GOLD MINING COMPANY, a body politic incorporated in the State of Maine, having its principal place of business in the province of Quebec, in the said parish of Saint-François, defendant, to wit :

Lot number six hundred and sixty-nine (669), of the cadastre of the parish of Saint-François—with reservation of the mining rights and right to work the said mines in favor of the heirs A. R. de Léry or representatives according to their title deeds.

To be sold at the church door of the parish of Saint-François de la Beauce, on the EIGHTEENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 13th October, 1897. 4022
[First published, 16th October, 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **LEGER ROY**, junior, farmer of No. 2656. } the parish of Saint-Martin, district of Beauce, and **Rose Delima Bourque**, his wife common as to property, of the same place, **Joseph Fortin**, farmer, of the parish of Saint-Martin, district of Beauce, and **Dame Philomène Bourque**, his wife common as to property, of the same place, **François Pepin**, laborer, of the place called **Stratton**, in the State of Maine, one of the United States of America, and **Dame Amanda Bourque**, his wife common as to property, of the same place, **François Bourque** and **Charles Bourque**, both farmers, of the said parish of Saint-Martin, **Gedeon Bourque**, farmer, of the parish of Saint-Georges de la Beauce, **Bernard Bourque**, **Brother Viateur**, of the city of **Montreal**, district of **Montreal**, and **Pierre Bourque**, laborer, of the place called **Lambertown**, in the State of Minnesota, one of the United States of America, Plaintiffs ; against **FORTUNAT CHAMPAGNE**, son of **Fortunat**, farmer, of the parish of Saint-Martin, in the district of Beauce, Defendant, to wit :

A land being the north west half of lot number forty-six ; in range A of the township of Jersey, said half containing fifty-four acres of land in area, more or less, bounded on the south east by **Ferdinand Roy** and on the north west by **Adjutor Grenier**,—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office for the county of Beauce, in the parish of Saint-François de la Beauce, on the EIGHTEENTH day of NOVEMBER next, at NOON.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Joseph Beauce, 13th October, 1897. 4024
[First published, 16th October, 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **SAMUEL BYRNE**, gold miner, No. 2503. } of the parish of Saint-François, in the district of Beauce, Plaintiff ; against **THE AMERICAN GOLD MINING COMPANY**, a body politic incorporated in the State of Maine, having its principal place of business in the province of Quebec, in the said parish of Saint-François, said district, Defendant, to wit :

1. Lot number four hundred and sixteen (416) of the cadastre of the parish of Saint-François de la Beauce, with, moreover, a piece of land of two acres in front by two acres in depth, more or less, forming part of lots numbers four hundred and seventeen (417), and four hundred and eighteen (418) ; bounded in front to the south east by the river **Gilbert**, in rear to the north east by the public road of the de Léry range, on the north east side by the lands of the **Greenville Gold Mining Company** of Ontario, on the south east by **George Thérien**, or his representatives—with buildings, the whole to be sold in block, reserving the mining rights and the working the mines in favor of the heirs A. R. de

William Potvin sur la partie du lot numéro quatre cent dix-sept (417), en vertu d'un bail à rente en date du neuf janvier mil huit cent quatre-vingt-neuf.

2° Le lot numéro neuf cent soixante-trois (963), du cadastre de la paroisse de Saint-François—avec réserve de tous droits de mines et d'exploitation de mines en faveur des héritiers A. R. de Léry ou représentants.

3° Le lot numéro neuf cent soixante-six (966), du cadastre de la paroisse de Saint-François—avec réserve de tous droits de mines et d'exploitation de mines en faveur des héritiers A. R. de Léry ou représentants.

4° Quatre bâtisses sises et situées sur le lot six cent soixante-neuf (669), du cadastre de Saint-François, côté sud-est de la rivière Gilbert et appartenant à la défenderesse—avec réserve de toutes les machineries placées dans les dites bâtisses et appartenant à P. McArthur & Bros. Le tout pour être vendu en quatre lots différents tel que numéroté.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François de la Beauce, le DIX-HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 13 octobre 1897. 4019-2
[Première publication, 16 octobre 1897.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Province de Québec, } DAME MATHILDA
District de Beauharnois, } DOUTRE, Deman-
No. 295. } deresse ; contre FRAN-
COIS DESLAGE, Défendeur ;

1° Une terre située dans le premier rang de Williamstown, dans la paroisse de Sainte-Clothilde, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, sous le numéro quatre (4),—avec bâtisses, superficie cinquante arpents (50). Sujette à la jouissance et usufruit en faveur de la demanderesse dame Mathilda Doutre, sa vie durant, de la moitié de la dite terre advenant le prédécès du dit François Deslège.

2° Une autre terre située dans le deuxième rang de Williamstown, dans la paroisse de Sainte-Clothilde, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, comme étant la juste moitié sud-est du numéro soixante et quatorze (74), superficie dix-sept arpents (17).

3° Un autre lot dans le deuxième rang de Williamstown, paroisse de Sainte-Clothilde, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme comme partie du numéro quatre-vingt-seize (96), superficie dix arpents (10) ; borné comme suit : au sud-est par George Colpron, au nord-ouest par Raphaël Caillé, au nord-est par François Deslège, au sud-ouest par un nommé Fyfe ou ses représentants.

4° Un autre lot de terre dans le deuxième rang de Williamstown, dans la dite paroisse de Sainte-Clothilde, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, sous le numéro quatre-vingt-dix (90), superficie quarante arpents (40).

5° Un autre lot de terre situé dans le deuxième rang de Williamstown, dans la paroisse de Sainte-Clothilde, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, sous le numéro quatre-vingt-sept (87), superficie quarante arpents (40).

Lery, or representatives and subject to the rights of William Potvin, on the part of lot number four hundred and seventeen (417), in virtue of a deed of lease on constituted rent dated the ninth of January, one thousand eight hundred and eighty-nine.

2. Lot number nine hundred and sixty-three (963), of the cadastre of the parish of Saint François, with reservation of the mining rights and the working the mines in favor of the heirs A. R. de Léry, or representatives.

3. Lot number nine hundred and sixty-six (966), of the cadastre of the parish of Saint François, reserving the mining rights and the working the mines in favor of the heirs A. R. de Léry, or representatives.

4. Four buildings situated on lot six hundred and sixty-nine (669), of the parish of Saint François, south east side of the river Gilbert, and belonging to the defendant, reserving all the machinery placed in the buildings and belonging to P. McArthur & Bros., The whole to be sold in four different lots such as numbered.

To be sold at the church door of the parish of Saint François de la Beauce, on the EIGHTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 13 octobre, 1897. 4020
[First published, 16th October, 1897.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Province of Québec, } DAME MATHILDA
District of Beauharnois, } DOUTRE, Plaintiff ;
to wit : No. 295. } against FRANÇOIS
DESLAGE, Defendant.

1. A land situate in the first range of Williamstown, in the parish of Sainte Clothilde, known and designated in the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostôme, as number four (4)—with buildings, area fifty (50) arpents, subject to the usufruct and enjoyment in favor of the Plaintiff, Dame Mathilda Doutre, during her lifetime, of the half of the said land, in the event of the said François Deslège dying first.

2. Another land situate in the second range of Williamstown, in the parish of Sainte Clothilde, known and designated in the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostôme, as the exact south east half of number seventy-four (74)—area seventeen (17) arpents.

3. Another land in the second range of Williamstown, in the parish of Sainte Clothilde, known and designated in the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostôme, as part of number ninety-six (96), area ten arpents ; bounded as follows : on the south east by Georges Colpron, on the north west by Raphaël Caillé, on the north east by François Deslège and on the south west by one Fyfe or his representatives.

4. Another lot of land in the second range of Williamstown, in the parish of Sainte Clothilde, known and designated in the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostôme, as number ninety (90), area forty (40) arpents.

5. Another lot of land in the second range of Williamstown, in the parish of Sainte Clothilde, known and designated in the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostôme, as number eighty-seven (87), area forty (40) arpents.

6° Un autre lot de terre, dans le premier rang de Williamstown, dans la paroisse de Sainte-Clothilde, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, sous le numéro onze (11), superficie quarante arpents (40), —avec bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Clothilde, JEUDI le DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 12 octobre 1797. 3997-2
[Première publication, 16 octobre 1897.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec, } **ALEXANDER SOLO-**
District de Bedford, } **MON WALBRIDGE,**
No. 6085. } Demandeur ; contre les meubles et immeubles de ISAIE BARSALOU, Défendeur ;

Un morceau de terre avec toutes les dépendances, connu comme la moitié est du lot numéro quarante-sept (47), dans le premier rang, arpentage primitif, du canton de Farnham, dans le district de Bedford, maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham, dans le dit district, comme la moitié est du lot numéro cinquante-six (56), contenant environ cent acres en superficie ; borné en front vers le sud par la ligne limitative de la dite paroisse de Saint-Romuald de Farnham, vers le nord par le lot numéro quatre-vingt-six (86), vers l'est par les numéros cinquante-et-un, cinquante-quatre et cinquante-cinq, vers l'ouest par le résidu du dit lot, —sauf et excepté quatre acres et demi vendus à Hubert Paradis, et aussi sauf et excepté la terre occupée par The Champlain and Saint-Lawrence Junction Railway.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement pour le comté de Missisquoi, dans les ville et district de Bedford, le VINGTIEME jour de NOVEMBRE prochain 1897, à NEUF heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 8 octobre 1897. 4011-2
[Première publication, 16 octobre 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Province de Québec, } **FRANCIS DALY,** gentil-
District de Bedford, } homme, ci-devant de la
No. 142. } ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, et maintenant de la ville de Saint-Jean, dans le dit district, Demandeur ; contre les terres et héritages de DANIEL McNEIL et WILLIAM McNEIL, tous deux cultivateurs, de la paroisse de Saint-George de Clarenceville, dans le district de Bedford, Défendeurs.

Comme appartenant à Daniel McNeil :

1° Une étendue de terre située dans la paroisse de Saint-George de Clarenceville, dans le district de Bedford, connue et désignée comme lot numéro quatre cent quatre vingt-douze (492), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, étant le bout est du lot numéro douze, dans la quatrième concession de Noyau, contenant trente-trois acres et cent quarante-trois perches en superficie.

2° Lot numéro trente (30), des dits plan et livre de renvoi officiels, étant partie du lot numéro treize dans la quatrième concession de Noyau, arpentage

6. Another lot of land in the first range of Williamstown, in the parish of Sainte Clothilde, known and designated in the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostôme, as number eleven (11), area forty (40) arpents—with buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Clothilde, on THURSDAY, the EIGHTEENTH day of NOVEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 12th October, 1897. 3998
[First published, 16th October, 1897.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.

Province of Québec, } **ALEXANDER SOLO-**
District of Bedford, } **MON WALBRIDGE,**
No. 6085. } Plaintiff ; against the goods and lands of ISAIE BARSALOU, Defendant.

A certain piece of land with all the appurtenances thereto belonging, known as the east half of lot number forty seven (47) in the first range, of the primitive survey, of the township of Farnham, in the district of Bedford, now known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint Romuald de Farnham, in said district, as the east half of lot number fifty-six (56), containing about one hundred acres in superficies ; bounded in front towards the south by the limit line of the said parish of Saint Romuald de Farnham, towards the north by number eighty-six (86), towards the east by numbers fifty-one, fifty-four and fifty-five, towards the west by the residue of said lot, —save and except four acres and a half deeded to Hubert Paradis, and also save and except the land occupied by The Champlain and Saint Lawrence Junction Railway.

To be sold at the registry office for the county of Missisquoi, in the town and district of Bedford, on the TWENTIETH day of NOVEMBER next, (1897), at the hour of NINE of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 8th October, 1897. 4012
[First published, 16th October, 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Province of Québec, } **FRANCIS DALY,** gentle-
District of Bedford, } man, formerly of the
No. 142. } town of Iberville, in the district of Iberville, and actually of the town of Saint Johns, in said district, Plaintiff ; against the lands and tenements of DANIEL McNEIL and WILLIAM McNEIL, both farmers, of the parish of Saint George de Clarenceville, in the district of Bedford, Defendants.

As belonging to Daniel McNeil :

1. A tract of land situate in the parish of Saint George de Clarenceville, in the district of Bedford, known and designated as lot number four hundred and ninety-two (492), of the official plan and book of reference of the said parish, being the east end of lot number twelve, in the fourth concession of Noyau, containing thirty three acres and one hundred and forty-three rods in superficies.

2. Lot number thirty (30), of the said official plan and book of reference, being part of lot number thirteen in fourth concession of Noyau, primi-

primitif, contenant soixante et huit arpents et un quart en superficies.

3° Lot numéro trente et un (31), des dits plan et livre de renvoi officiels, étant partie du lot numéro douze, dans la cinquième concession de Noyau, contenant quarante-quatre arpents et demi en superficie.

4° Comme appartenant à William McNeil :

Une étendue de terre située dans la paroisse de Saint-George de Clarenceville, dans le district de Bedford, connue et désignée comme lot numéro trente et un A (31 A), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, étant partie du lot numéro douze, dans la cinquième concession de Noyau, ayant deux arpents de front sur vingt arpents de profondeur, contenant quarante arpents en superficie.

5° Une étendue de terre située dans la quatrième concession de la seigneurie de Noyau, dans la paroisse de Saint George de Clarenceville, mesurant trois arpents de front du sud au nord sur deux arpents de profondeur de l'est à l'ouest, mesure française, à prendre et mesurer du bout est du lot numéro quatre cent quatre-vingt treize sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-George de Clarenceville, dans le comté de Missisquoi ; bornée à l'est par le chemin public de la cinquième concession, à l'ouest par les terres de Alonzo Derick, au sud par la succession John McNeil et au nord par James Stewart Settle.

Pour être vendus, les morceaux en premier, deuxième et troisième lieu décrits, comme appartenant à Daniel McNeil, et les morceaux en quatrième et cinquième lieu décrits, comme appartenant à William McNeil, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques de Clarenceville, dans la paroisse de Saint George de Clarenceville, dans le district de Bedford, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1897, à NEUF heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,

Sweetsburg, 11 octobre 1897.

[Première publication, 16 octobre 1897].

Shérif.

4013-2

five survey, containing sixty eight arpents and one quarter in superficies.

3. Lot number thirty-one (31), of said official plan and book of reference, being part of lot number twelve in the fifth concession of Noyau, containing forty four and one half arpents in superficies.

4. As belonging to William McNeil :

A tract of land situated in the parish of Saint George de Clarenceville, in the district of Bedford, known and designated as lot number thirty-oneA (31A), of the official plan and book of reference of the said parish, being part of lot number twelve in the fifth concession of Noyau, being two arpents in front by twenty arpents in depth, containing forty arpents in superficies.

5. A certain tract of land situated in the fourth concession of the Seigniorie of Noyau, in the parish of Saint George de Clarenceville, measuring three arpents in front from south to north by two arpents in depth from east to west—french measure—to be taken and measured off from the east and of lot number four hundred and ninety three upon the official plan and book of reference of the said parish of Saint George de Clarenceville, in the county of Missisquoi, bounded to the east by the public road of the fifth concession, to the west by the lands of Alonzo Derick, to the south by estate of John McNeil and to the north by James Stewart Settle.

To be sold the firstly, secondly and thirdly described pieces as belonging to Daniel McNeil, and the fourthly and fifthly described pieces as belonging to William McNeil, at the parish church door of Saint Jacques de Clarenceville, in the parish of Saint George de Clarenceville, in the district of Bedford, on the TWENTY-SEVENTH day of NOVEMBER next (1897), at the hour of NINE of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,

Sweetsburg, 11th October, 1897.

[First published, 16th October 1897.]

Sheriff.

4014

Sheriff's Sales—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Québec.

No. 2895. } THE CHINIC HARDWARE COMPANY (limitée), constituée en corporation et corps politique, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Québec, Demanderesse ; vs. WILFRID COTE, ci-devant de la place appelée Hébertville, dans le comté et district de Chicoutimi, mais maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

Dans le village de Notre-Dame d'Hébertville :
1° La demie indivise d'un emplacement comprenant la partie nord-ouest du lot de terre numéro cent soixante-et-sept (167), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le village d'Hébertville, mesurant environ cinquante pieds de front sur soixante pieds de profondeur ; borné en front à la rue Labarre, à l'est et au sud au terrain de Augustin Hudon, et à l'ouest à François Côté—avec bâtisses :

2° La demie indivise de la partie est du lot numéro cent soixante et neuf (169), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le village d'Hébertville ; borné vers le nord au terrain de François et Wilfrid Côté, au sud au numéro cent soixante et huit, à l'est au terrain de Augustin Hudon et à l'ouest à une rue actuellement ouverte entre la dite

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Québec.

No. 2895. } THE CHINIC HARDWARE COMPANY, limited, a body politic and incorporated, having its head office and principal place of business in the city of Québec, Plaintiff ; against WILFRID COTE, formerly of the place called Hébertville, in the county and district of Chicoutimi, but now of parts unknown, Defendant.

In the village of Notre Dame d'Hébertville :
1. The undivided half of a lot comprising the north west part of lot of land number one hundred and sixty-seven (167), of the official plan and book of reference of the cadastre for the village of Hébertville, measuring about fifty feet in front by sixty feet in depth ; bounded in front by Labarre street, and on the east and south by the land of Augustin Hudon, and on the west by François Côté—with buildings.

2. The undivided half of the east part of the lot number one hundred and sixty-nine (169), of the official plan and book of reference of the cadastre for the village of Hébertville ; bounded on the north by the land of François and Wilfrid Côté, on the south by number one hundred and sixty-eight, on the east by the land of Augustin Hudon, and on

propriété et celle de M. Théophile Bolduc—sans bâtisses.

Dans la paroisse d'Hébertville :

1° Le lot numéro sept, du troisième rang est du canton Labarre, maintenant connu et désigné sous le numéro sept, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le troisième rang est du canton de Labarre, superficie (105) cent cinq acres.

2° Le lot numéro huit, du troisième rang du canton de Labarre, maintenant connu et désigné sous le numéro huit, du plan et du livre de renvoi officiels du cadastre pour le troisième rang est du canton de Labarre, ayant une superficie de 105 acres (cent cinq).

Pour être vendus à la porte de l'église de la dite paroisse d'Hébertville, le PREMIER jour de DÉCEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,
Shérif.

Bureau du Shérif, Chicoutimi, 26 octobre 1897. 4355-2
[Première publication, 30 octobre 1897.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU MAIRE.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, Province de Québec, District d'Iberville, No. 84. } LA VILLE DE SAINT-JEAN, corps politique et incorporé, ayant son siège d'affaires, dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demanderesse ; contre ARCADE DECELLES, bourgeois, dans la dite ville de Saint-Jean, saisie, savoir :

Un lot de terre situé au côté est de la rue Grant, dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville ; de la contenance de soixante-et-douze pieds de front par cent cinquante-quarante pieds de profondeur, plus ou moins, étant le numéro trois cent vingt-cinq, (No 325), des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le QUINZIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS ARPIN,
Shérif.

Bureau du Shérif, Saint-Jean, 11 novembre 1897. 4629
[Première publication, 13 novembre 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } DAME ALPHONSINE No. 183. } D PERRIER, de la paroisse de Saint-Michel-Archange, dans le district d'Iberville, veuve de Zacharie Bourdeau, en son vivant cultivateur, du même lieu, agissant aux fins des présentes en sa qualité de tutrice à Joseph Henri Bourdeau, enfant mineur issu du mariage de la dite Dame Perrier avec Zacharie Bourdeau et al., Demandeurs ; vs. ALEXIS CHERI BOURDEAU, de la dite paroisse de Saint-Michel-Archange, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé au côté est du Grand Rang, en la paroisse de Saint-Michel-Archange, dans le district d'Iberville ; connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Michel-Archange, sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix (No 290)—avec les bâtisses y érigées.

2° Un lot de terre sis et situé au même lieu, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels

the west by a street now open between the said property and that of Mr. Théophile Bolduc—without buildings.

In the parish of Hébertville :

1. Lot number seven, of the third range east of the township of Labarre, now known and designated as number seven of the official plan and book of reference of the cadastre for the third range east of the township of Labarre, area one hundred and five (105) acres.

2. Lot number eight of the third range of the township of Labarre, now known and designated as number eight, of the official plan and book of reference of the cadastre for the third range east of the township of Labarre, having an area of one hundred and five (105) acres.

To be sold at the church door of the said parish of Hébertville, on the FIRST day of the month of DECEMBER next, at the hour of ELEVEN in the forenoon.

O. BOSSE,
Sheriff.

Sheriff's Office, Chicoutimi, 26th October, 1897. 4356
(First published, 30th October, 1897.)

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

MAYOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, Province of Québec, District of Iberville, No. 84. } THE TOWN OF SAINT-JOHN'S, body politic and corporate, having its seat of business in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, Plaintiff ; against ARCADE DECELLES, gentleman, of the said town of Saint Johns, seized, to wit :

A lot of land situated on the east side of Grant street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, containing seventy-two feet in width by one hundred and forty-four feet in depth, more or less, being the number three hundred and twenty-five (No. 325), on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns—with the buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the town of Saint Johns aforesaid, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS ARPIN,
Sheriff.

Sheriff's Office, Saint Johns, 11th November, 1897. 4630
[First published, 13th November, 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } DAME ALPHONSINE No. 183. } D PERRIER, of the parish of Saint Michel Archange, in the district of Iberville, widow of Zacharie Bourdeau, in his lifetime, farmer, of the same place, acting to the effects of these presents in her capacity of tutrix to Joseph Henri Bourdeau, minor child issued of the marriage of the said Dame Perrier with Zacharie Bourdeau et al., Plaintiffs ; vs. ALEXIS CHERI BOURDEAU, of the said parish of Saint Michel Archange, Defendant.

1. A lot of land lying and situated on the east side of the Grand Rang, in the parish of Saint-Michel-Archange, in the district of Iberville ; known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Michel-Archange, under the number two hundred and ninety (No. 290)—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land lying and situated at the same place ; known and designated on the said parish of

de la dite paroisse de Saint-Michel-Archange, sous le numéro deux cent quatre-vingt-onze (No 291)—avec les bâtisses y érigées.

3° Un lot de terre sis et situé au même lieu ; connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Michel-Archange, sous le numéro deux cent quatre-vingt-douze (No 292)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Michel-Archange, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 10 novembre 1897. 4627
[Première publication, 13 novembre 1897.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés on été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit pour le comté de Berthier.

Joliette, à savoir : } DAME ANGELE DENIS,
No. 1431. } Demanderesse ; contre
JEAN-BAPTISTE BRISARD ALIAS JOHN ST. GERMAIN, Défendeur, et Freddy Tanguay, curateur au délaisement.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Cuthbert, de la contenance d'environ cent quatre-vingt-dix pieds de front sur cent pieds de profondeur, plus ou moins, de forme irrégulière, et tel que renfermé dans les bornes suivantes : tenant par un bout à une route publique, en profondeur et d'un côté à Prosper Allard—et de l'autre côté à Joseph Brisard—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels, pour la dite paroisse de Saint-Cuthbert, sous le numéro neuf cent (900).

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cuthbert, le NEUF de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 2 novembre 1897. 4513
[Première publication, 6 novembre 1897.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

Kamouraska, à savoir : } SAMUEL CHARLES
No 696. } RIOU, écuier, avocat,
de la ville de Fraserville, Demandeur ; contre
HERMIAS LAPOINTE, de la paroisse de Sainte-Rose du Dégélé, Défendeur, c'est à savoir :

Une terre sise et située en le premier rang de la seigneurie de Madawaska, en la paroisse de Sainte-Rose du Dégélé, dans le comté de Témiscouata, étant le lot de terre numéros quarante-neuf et cinquante (Nos 49 et 50), sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Rose du Dégélé, contenant quatre arpents de front sur trente arpents de profondeur—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; à charge par l'acquéreur de payer la rente constituée seigneuriale dont la dite terre peut être tenue.

Saint-Michel Archange, under the number two hundred and ninety-one (No. 291)—with the buildings thereon erected.

3. A lot of land lying and situated at the same place ; known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Michel Archange, under the number two hundred and ninety-two (No. 292)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Michel Archange aforesaid, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Johns, 10th November, 1897. 4628
[First published, 13th November, 1897.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court for the county of Berthier.

Joliette, to wit : } DAME ANGELE DENIS,
No. 1431. } Plaintiff ; against JEAN
BAPTISTE BRISARD ALIAS JOHN ST. GERMAIN, Defendant, and Freddy Tanguay, curator to the surrender.

1. A lot situate in the parish of Saint Cuthbert, containing about one hundred and ninety feet in front, by one hundred feet in depth, more or less, of irregular outline, and such as comprised within the following limits : bounded at one end by the public by-road, in rear and on one side by Prosper Allard, and on the other side by Joseph Brisard—with a house and outbuildings thereon erected, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Cuthbert, as number nine hundred (900).

To be sold at the church door of the parish of Saint Cuthbert, on the NINTH day of DECEMBER next, at the hour of TEN in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Shérif.
Joliette, 2nd November, 1897. 4514
[First published, 6th November, 1897.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

Kamouraska, to wit : } SAMUEL CHARLES
No. 696. } RIOU, esquire, advocate,
of the town of Fraserville, Plaintiff ; against HERMIAS LAPOINTE, of the parish of Sainte Rose du Dégélé, Defendant, to wit :

A land situate and being in the first range of the seigniorie of Madawaska, in the parish of Sainte Rose du Dégélé, in the county of Témiscouata, being lots numbers forty-nine and fifty (Nos. 49 and 50), on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Sainte Rose du Dégélé, containing four arpents in front by thirty arpents in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to the charge of paying the constituted seigniorial rent to which the said land may be liable.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Rose du Dégélé, JEUDI, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à NEUF heures de l'avant-midi. Bref rapportable six jours après la vente.

F. A. SIROIS, Shérif.
Bureau du Shérif, 4645
Fraserville, 10 novembre 1897.
[Première publication, 13 novembre 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir : } SAMUEL CHARLES
No 2255. } RIOU, avocat, de la
ville de Fraserville, Demandeur ; contre MAZANOD
PELLETIER, du même lieu, Défendeur, c'est à
savoir :

Les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Témiscouata, pour la ville de Fraserville, sous les numéros quarante-sept-37, quarante-sept-38, quarante-sept-39, quarante-sept-40, quarante-sept-41 et quarante-sept-48, (Nos 47-37, 47-38, 47-39, 47-40, 47-41 et 47-48)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en mon bureau, en la ville de Fraserville, MARDI, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures avant midi. Bref rapportable six jours après la vente.

F. A. SIROIS, Shérif.
Bureau du Shérif, 4643
Fraserville, 10 novembre 1897.
[Première publication, 13 novembre 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir : } LOUIS NAPOLEON
No. 2207. } BÉRUBÉ, rentier,
de la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière, Demandeur ; contre DAME ALEXINA ANCTIL, veuve de feu Joseph Gagnon, du dit lieu, Défenderesse, c'est à savoir :

Une maison en bois à un étage, mesurant vingt-cinq pieds de largeur sur trente-cinq pieds de longueur, actuellement située sur un terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska pour la dite paroisse de Sainte-Anne, sous le numéro cent soixante et dix-huit (No 178)—avec une cuisine de 18 pieds sur 16 pieds, attenant à la dite maison, et les bâtiments construits sur le dit terrain, circonstances et dépendances.

À charge par l'acquéreur de payer à George Anctil, cultivateur de la dite paroisse de Sainte-Anne, la rente annuelle constituée de huit piastres, payable le premier de mai de chaque année.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière, JEUDI le DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures avant-midi. Bref rapportable six jours après la vente.

F. A. SIROIS, Shérif.
Bureau du Shérif, 4029-2
Fraserville, 12 octobre 1897.
[Première publication, 16 octobre 1897.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } UDGER LALI-
District de Montmagny. } BERTE, de la pa-
No 162. } roisse de Saint-Fran-
çois, Rivière du Sud, cultivateur, contre ANSELME

To be sold at the church door of the parish of Sainte Rose du Dégélé, on THURSDAY, the SIXTEENTH day of DECEMBER next, at NINE o'clock in the forenoon. Writ returnable six days after the sale.

F. A. SIROIS, Shérif.
Sheriff's Office, 4646
Fraserville, 10th November, 1897.
[First published, 13th November, 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Kamouraska, to wit : } SAMUEL RIOU, advocate,
No. 2255. } of the town of Fraser-
ville, Plaintiff ; against MAZANOD PELLETIER,
of the same place, Defendant, to wit :

The lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Temiscouata, for the town of Fraserville, as numbers forty-seven-37, forty seven-38, forty-seven-39, forty-seven-40, forty-seven-41 and forty-seven-48, (Nos. 47-37, 47-38, 47-39, 47-40, 47-41 and 47-48) — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the town of Fraserville, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable six days after the sale.

F. A. SIROIS, Shérif.
Sheriff's Office, 4644
Fraserville, 10th November, 1897.
[First published, 13th November, 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Kamouraska, to wit : } LOUIS NAPOLEON
No. 2207. } BÉRUBÉ, rentier, of
the parish of Sainte Anne de la Pocatière, Plaintiff ; against DAME ALEXINA ANCTIL, widow of the late Joseph Gagnon, of the same place, Defendant, to wit :

A one story wooden house measuring twenty-five feet in width by thirty-five feet in depth, now situated on a lot known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the county of Kamouraska, for the said parish of Sainte Anne, as number one hundred and seventy-eight (No. 178)—with a kitchen 18 feet by 16 feet, adjoining the said house, and the buildings erected on the said lot, circumstances and dependencies.

Subject to the charge upon the purchaser of paying to George Anctil, farmer, of the said parish of Sainte Anne, the yearly constituted rent of eight dollars, payable on the first of May of every year.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne de la Pocatière, on THURSDAY, the EIGHTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable six days after the sale.

F. A. SIROIS, Shérif.
Sheriff's Office, 4030
Fraserville, 12th October, 1897.
[First published, 16th October, 1897.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } UDGER LALIBER-
District of Montmagny, } TE, of the parish of
No. 162. } Saint François, Rivière du
Sud, farmer, against ANSELME TALBOT, of the

TALBOT, de la paroisse de Saint-Thomas, commerçant et cultivateur, savoir :

1° Une terre connue sous le numéro deux cent cinquante-trois (253) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas, — avec bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une terre connue sous le numéro neuf cent cinquante-trois (953) du cadastre officiel de la paroisse de St-Thomas, troisième concession du sud de la Rivière du Sud — circonstances et dépendances.

3° Une autre terre connue sous le numéro onze cent soixante (1160) du cadastre officiel de la paroisse de Saint Thomas, quatrième concession du sud de la Rivière du Sud. — circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas, JEUDI, le DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-neuvième jour de novembre aussi prochain.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 8 octobre 1897. 4006-2
[Première publication, 16 octobre 1897.]

parish of Saint Thomas, trader and farmer, to wit :

1. A land known as number two hundred and fifty-three (253), of the official cadastre of the parish of Saint Thomas, — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A land known as number nine hundred and fifty-three (953), of the official cadastre of the parish of Saint Thomas, third concession south of the Rivière du Sud, — circumstances and dependencies.

3. Another land known as number eleven hundred and sixty (1160), of the official cadastre of the parish of Saint Thomas, fourth concession south of Rivière du Sud, — circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Thomas, on THURSDAY, the EIGHTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-ninth day of November also next.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 8th October, 1897. 4006
[First published, 16th October, 1897.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } THOMAS CHARETTE, de
No 1841. } la cité et du district de
Montréal, plombier et ferblantier, Demandeur ;
contre les terres et tenements de DAME ED-
WIDGE LANGLOIS, de la cité et du district de
Montréal, épouse séparée de biens de Joseph Hi-
laire Leroux, du même lieu, et ce dernier partie
aux présentes pour autoriser sa dite épouse, laquelle
il autorise, Défendeur.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse
l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-
Louis, en la cité de Montréal, connu et désigné sur
le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier
Saint-Louis, sous le numéro quatre cent quatre-
vingt ; borné en front par la rue Sainte-Elizabeth—
avec les bâties y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Montréal, le SEIZIEME jour de DECEMBRE
prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 9 novembre 1897. 4613
[Première publication, 13 novembre 1897.]

MANDAT DE CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ARTHUR GAGNON ET
No 155. } A LOUIS ALEXANDRE
CARON, curateurs conjoints, dûment autorisés en
vertu de l'article 879 du code de procédure civile,
comme curateurs aux biens de JOSEPH A. DU-
PRAS, failli ; et THE BIRKBECK INVEST-
MENT SECURITY & SAVINGS COMPANY,
compagnie constituée en corporation et corps poli-
tique, ayant son principal bureau et sa principale
place d'affaires dans la cité de Toronto, dans la pro-
vince d'Ontario, et aussi un principal bureau pour
la province de Québec, dans la cité de Montréal,
Requérante.

Saisie comme appartenant au dit failli, l'immeuble
suivant, savoir :

Un lot de terre sis et situé en la ville de Saint-
Louis ; borné en front par la rue Clarke, connu et
désigné comme subdivision onze (11), du lot nu-

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the ur-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective times
and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, to wit : } THOMAS CHARETTE, of
No. 1841. } the city and district of
Montréal, plumber and tinsmith, Plaintiff ; against the
lands and tenements of DAME EDWIDGE LAN-
GLOIS, of the city and district of Montréal, wife
separated as to property of Joseph Hilaire Leroux,
of the same place, and the latter a party hereto to
authorize his said wife whom he authorizes, Defend-
ant.

Seized as belonging to the said defendant, the
following lot, to wit :

A lot of land situate in Saint Louis ward, in the
city of Montréal, known and designated on the offi-
cial plan and book of reference of the said Saint
Louis ward as number four hundred and eighty ;
bounded in front by Saint Elizabeth street—with
the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montréal,
on the SIXTEENTH day of DECEMBER next,
at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montréal, 9th November, 1897. 4614
[First published, 13th November, 1897.]

CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal

Montréal, to wit : } ARTHUR GAGNON AND
No 155. } A LOUIS ALEXANDRE
CARON, joint curators, duly authorized under article
879 of the Code of Civil Procedure, as curators to
the property of JOSEPH A. DUPRAS, insolvent ;
and THE BIRKBECK INVESTMENT SEC-
URITY AND SAVINGS COMPANY, a body politic
and corporate, duly incorporated and having their
head office and principal place of business in the
city of Toronto, in the province of Ontario, and
also a head office for the province of Quebec, in the
city of Montréal, Petitioners.

Sized as belonging to the said insolvent, the
following immoveable, to wit :

A lot of land situate and being in the town of
Saint Louis ; bounded in front by Clarke street,
known and designated as subdivision eleven (11), of

méro quatre cent cinquante-trois (453), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 9 novembre 1897. 4615
[Première publication, 13 novembre 1897.]

**MANDAT DU CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } MBROISE L. KENT
No 139. } ET ALPHONSE TUR-
COTTE, curateurs conjoints, de la cité de Montréal, dûment autorisés sous l'article 879 du code de procédure civile, comme curateurs aux biens de CONRAD VALLEE, de la paroisse de Sainte-Anne du Bout de l'île, et GILBERT VALLEE, de la cité de Montréal, tous deux marchands, Faillia.

Saisi comme appartenant à Conrad Vallée, l'un des dits faillia, les immeubles suivants, savoir :

1° Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal; borné en front par la rue Ontario, connu et désigné comme lot numéro onze cent deux (1102) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie.

2° Un autre lot de terre contigu, sis et situé au même; lieu borné en front par la rue Panet, connu et désigné comme lot onze cent treize, (1113) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie. Les susdits deux lots ne formant qu'une seule et même exploitation et avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 9 novembre 1897. 4617
[Première publication, 13 novembre 1897.]

VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME MARGARET
No. 1945. } BRENNAN, des cité et district de Montréal, veuve de feu Michael Patrick Ryan, en son vivant du même lieu, écuyer, percepteur de douane, en sa qualité d'exécutrice testamentaire de la succession du dit feu Michael Patrick Ryan, Demanderesse; contre les terres et tenements de JOHN F. CAMPBELL, des cité et district de Montréal, commis, Dame Catherine alias Kate Kelly, épouse commune en biens du dit John F. Campbell, par son dit mari dûment autorisée à l'effet de ces présentes et le dit John F. Campbell aussi mis en cause aux fins d'autoriser sa dite épouse, Thomas Kelly, conducteur et John Kelly, facteur, tous deux de la dite cité de Montréal, Elizabeth Kelly, épouse de Edouard Bisson, de la cité de Burlington, dans l'état du Vermont, un des Etats-Unis de l'Amérique, par son mari dûment autorisée à l'effet de ces présentes, et le dit Edouard Bisson, mis en cause aux fins d'autoriser sa dite épouse, Mary Kate Norris, épouse de Charles Boyles, de la cité de Boston, dans l'état de Massachusetts, un des Etats-Unis de l'Amérique, par son mari dûment autorisée à l'effet de ces présentes et le dit Charles Boyles, mis en cause aux fins d'autoriser sa dite épouse; Elizabeth Norris, de West Bay City, dans l'Etat du Michigan, un des Etats-Unis d'Amérique, veuve de feu William Massey, en son vivant du même lieu, Annie Norris, de West Bay City, susdit, veuve de feu Thomas Hannifin, en son vivant du même lieu, et le dit John F. Campbell en sa qualité de tuteur aux biens de Leo Stanislas Norris, de West Bay City, susdit, enfant mineur issu du mariage du feu Dame Mary Ann Kelly, en son vivant de West Bay City susdit, et Patrick Norris du même lieu, commis, Défendeurs. Saisis comme

lot number four hundred and fifty-three (453), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 9th November, 1897. 4616
[First published, 13th November, 1897]

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District of Montreal.

Montreal, to wit : } MBROISE L. KENT AND
No. 139. } ALPHONSE TURCOTTE,
joint curators, of the city of Montreal, hereunto duly authorized under article 879 of the Code of civil procedure, as curators to the estate of CONRAD VALLEE, of the parish of Sainte Anne du Bout de l'île, and GILBERT VALLEE, of the city of Montreal, both Merchants, insolvents.

Seized as belonging to Conrad Vallée, one of the said insolvents, the following immovables to wit :

1° A lot of land situate and being in the city of Montreal; bounded in front by Ontario street, known and designated as lot number eleven hundred and two (1102), of the official plan and book of reference of Sainte Mary's ward.

2. Another lot of land adjoining, situate and being at the same place; bounded in front by Panet street, known and designated as lot number eleven hundred and thirteen (1113), of the official plan and book of reference of St. Mary's ward. The said two lots forming only one and the same flat and with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, at TWO of the clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 9th November, 1897. 4618
[First published, 13th November, 1897.]

VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME MARGARET
No. 1945. } BRENNAN, of the city and district of Montreal, widow of the late Michael Patrick Ryan, in his lifetime of the same place, esquire, collector of custom, in her quality of testamentary executrix to the estate of the said late Michael Patrick Ryan, Plaintiff; against the lands and tenements of JOHN F. CAMPBELL, of the city and district of Montreal, clerk, Dame Catherine alias Kate Kelly, wife common as to property (commune en biens) of the said John F. Campbell, by her said husband duly authorized to the effect of these presents and the said John F. Campbell, also hereto present for the purpose of authorizing his said wife as aforesaid, Thomas Kelly, conductor, and John Kelly, letter carrier, both of the said city of Montreal, Elizabeth Kelly, wife of Edouard Bisson, of the city of Burlington, in the State of Vermont, one of the United States of America, by her said husband duly authorized to the effect of these presents, and the said Edouard Bisson for the purpose of authorizing his said wife aforesaid, Mary Kate Norris, wife of Charles Boyles, of the city of Boston, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, by her said husband duly authorized to the effects of these presents and the said Charles Boyles for the purpose of authorizing his said wife aforesaid, Elizabeth Norris, of West Bay City, in the State of Michigan, one of the United States of America, widow of the late William Massey, in his lifetime of the same place, Annie Norris, of West Bay City aforesaid, widow of the late Thomas Hannifin, in his lifetime of the same place, and the said John F. Campbell, in his quality of tutor to the property of Leo Stanislas Norris, of West Bay City aforesaid, minor child.

appartenant aux dits défendeurs excepté à John F. Campbell personnellement.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi en cette cause, à savoir : Les terres et tenements mentionnés dans la cédule marquée A annexée au bref.

Ces deux lots de terre, sis et situés dans le quartier Sainte-Anne de la cité de Montréal, connus et désignés comme les lots numéros dix-sept cent quatre-vingt-trois (1783), et dix-sept cent quatre-vingt-dix-neuf (1799), des plan et livre de renvoi officiels pour le dit quartier de Sainte-Anne, de la dite cité de Montréal—avec les bâtisses dessus construites, les dits lots faisant front aux rues Notre-Dame et Saint-Maurice, de la dite cité de Montréal. Les dits deux lots ne formant qu'une seule exploitation, qui a eu lieu en mon bureau, en la cité de Montréal, le vingt-deuxième jour d'octobre dernier, 1897, à dix heures de l'avant-midi, aura lieu de nouveau en mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A la folle enchère, frais et charges contre John F. Campbell, ci-devant adjudicataire, sous toutes peines que de droit et même par contrainte par corps.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 10 novembre 1897. Shérif, 4637
[Première publication, 13 novembre 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JOSEPH ULRIC EMARD, No 852. } avocat, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de T. ETHIER, de la cité de Sainte Cunégonde, dans le district de Montréal, Défendeur.

1° Dix-neuf lots de terre situés en la ville Saint-Laurent, comté Jacques-Cartier, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, sous les numéros de subdivision cent quatre-vingt-quatre, cent quatre-vingt-six, cent quatre-vingt-huit, cent quatre-vingt-dix, cent quatre-vingt-douze, cent quatre-vingt-quatorze, cent quatre-vingt-seize, cent quatre-vingt-dix-huit, deux cent, deux cent sept, deux cent huit, deux cent neuf, deux cent dix, deux cent onze, deux cent douze, deux cent treize, deux cent quatorze, deux cent quinze et deux cent seize, du lot originaire numéro quatre cent neuf ; tous les dits lots bornés en front par la rue Napoléon.

2° Un lot de terre situé en la ville Saint-Laurent, comté Jacques-Cartier, district de Montréal, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro de subdivision deux cent trois du lot originaire numéro quatre cent neuf ; borné en front par l'avenue Ouimet.

Pour être vendu, lot par lot, en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 10 novembre 1897. Shérif, 4641
[Première publication, 13 novembre 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LE CREDIT-FONCIER No. 463. } FRANCO-CANADIEN, corps politique et incorporé ayant son principal bu-

issue of the marriage of the late Dame Mary Ann Kelly, in her lifetime of West Bay City aforesaid, and Patrick Norris, of the same place, clerk, Defendants. Seized as belonging to the said Defendants except John F. Campbell personally.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in this cause, to wit : The lands and tenements mentioned in the schedule marked A to writ annexed.

Those two certain lots of lands situated, lying and being in the Saint Ann's ward, in the city of Montreal, known and designated as lots numbers seventeen hundred and eighty-three (1783) and seventeen hundred and ninety-nine (1799) on the official plan and book of reference for the said Saint Ann's ward of the said city of Montreal,—with buildings thereon erected, fronting said lots on Notre Dame and Saint Maurice streets of the said city of Montreal. The said two lots forming but one exploitation, which took place in my office, in the city of Montreal, on the twenty second day of October last (1897) at ten of the clock in the forenoon, will take place again in my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

At the resale costs and charges of John F. Campbell, the former purchaser, under all legal penalties and even coercive imprisonment.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 10th November, 1897. Sheriff, 4638
[First published, 13th November 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } JOSEPH ULRIC EMARD, No. 852. } advocate, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of T. ETHIER, of the city of Sainte Cunegonde, in the district of Montreal, Defendant.

1. Nineteen lots of lands situate in the town of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, as subdivision numbers one hundred and eighty-four, one hundred and eighty-six, one hundred and eighty-eight, one hundred and ninety, one hundred and ninety-two, one hundred and ninety-four, one hundred and ninety-six, one hundred and ninety-eight, two hundred, two hundred and seven, two hundred and eight, two hundred and nine, two hundred and ten, two hundred and eleven, two hundred and twelve, two hundred and thirteen, two hundred and fourteen, two hundred and fifteen and two hundred and sixteen, of the original lot number four hundred and nine ; all the said lots being bounded in front by Napoleon street.

2. Another lot of land situate in the town of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, as subdivision number two hundred and three of the original lot number four hundred and nine ; bounded in front by Ouimet avenue.

To be sold, lot by lot, in my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 10th November, 1897. Sheriff, 4642
[First published, 13th November, 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } LE CREDIT FONCIER No. 463. } FRANCO-CANADIEN a body politic and corporate having its principal

reau d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans le cédula "A." annexée au bref de MEDERIC MARTIN, des cité et district de Montréal, Défendeur, maintenant entre les mains de Joseph Emilien Perras, de la cité de Saint-Henri, dans le district de Montréal, dûment nommé curateur au délaissement fait par le dit défendeur.

Montréal, à savoir : } **LE CREDIT - FONCIER**
No. 2002. } **FRANCO-CANADIEN,**
corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires en la cité et le district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de SOLOMON MARTIN, bourgeois, ci-devant de la cité et du district de Montréal, et actuellement résidant en la province d'Ontario, Défendeur ; dans laquelle cause Barthélémi Larochelle, de la dite cité de Montréal, es-qualité de curateur à la substitution créée par le testament de feue Dame Olive Dandurand, en son vivant de Montréal, mis en cause.

Saisi comme appartenant au dit défendeur Médéric Martin, et actuellement en possession du dit Joseph Emilien Perras, curateur dûment nommé au délaissement fait par le dit défendeur, savoir :

Un emplacement situé sur la rue Champlain, en la cité de Montréal, mesurant soixante pieds de front sur la dite rue, par cent trois pieds de profondeur, étant et comprenant le lot officiel du numéro six cent quarante-six et la juste moitié sud-est du lot numéro six cent quarante-cinq du cadastre hypothécaire du quartier Sainte-Marie—avec les bâtisses au-érigées.

Saisi comme appartenant à et étant en la possession du dit défendeur Solomon Martin, en sa qualité de seul grevé de la substitution créée par le testament de feue Olive Dandurand dit Marcheterre, sa mère, reçu devant M^{re} E. Messier, notaire, le sept mars mil huit cent quatre-vingt-deux (7 mars 1882), enregistré avec avis le trente-unième jour de mars mil huit cent quatre-vingt-cinq (31 mars 1885) sous le numéro quatorze mille quinze (14015), et ce pour les dettes de la dite substitution, savoir :

1° Un emplacement sis et situé dans le quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal, dit district ; borné en front par la rue Champlain, mesurant soixante (60) pieds de front, par cent trois (103) pieds de profondeur, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie, sous le numéro six cent quarante-quatre (644) et la juste moitié nord-ouest du lot six cent quarante-cinq (645), la susdite moitié mesurant vingt (20) pieds de front par cent trois (103) pieds de profondeur—avec les bâtisses dessus construites.

2° Saisi comme appartenant au dit défendeur personnellement :

Un autre emplacement sis et situé dans le quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal, dit district, en arrière de l'emplacement ci-dessus décrit et touchant à la rue Josephat, mesurant vingt-deux (22) pieds et cinq (5) pouces de front, par soixante et dix (70) pieds de profondeur, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie, sous le numéro neuf (9) de la subdivision du lot officiel six cent trente-huit (638)—avec les bâtisses dessus construites ; les susdits paragraphes un et deux ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus comme une seule et même exploitation, en vertu d'un jugement rendu en ces causes par l'honorable juge Ouimet, en date du vingt-sept octobre mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 10 novembre 1897. 4639
[Première publication, 13 novembre 1897.]

office of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements mentioned in the schedule "A." annexed to the writ of MEDERIC MARTIN, of the city and district of Montreal, Defendant, now in the hands of Joseph Emilien Perras, of the city of Saint Henri, in the district of Montreal, duly named to the surrender made by the said defendant.

Montréal, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
No. 2002. } **FRANCO - CANADIEN**
a body politic and corporate, having its principal business office in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of SOLOMON MARTIN, gentleman, formerly of the city and district of Montreal, and now residing in the province of Ontario, Defendant ; in which suit Barthelme Larochelle, of the said city of Montreal, es-qualité of curator to the substitution created by the will and testament of the late Dame Olive Dandurand, in his lifetime of Montreal, *mis en cause*

Seized as belonging to the said defendant Mederic Martin, and actually in the possession of the said Joseph Emilien Perras, curator duly named to the surrender made by the said defendant, to wit :

A lot situate on Champlain street, in the city of Montreal, measuring sixty feet in front on the said street, by one hundred and three feet in depth, being and comprising the official lot number six hundred and forty-six, and the exact south east half of lot number six hundred and forty-five of the registration cadastre of Saint Mary's ward—with the buildings thereon erected.

Seized as belonging to, and being on the possession of the said defendant Solomon Martin, in his quality of sole institute to the substitution created by the will and testament of the late Olive Dandurand dit Marcheterre, his mother, passed before M^{re} E. Messier, notary, on the seventh of March, one thousand eight hundred and eighty two (7th March 1882), registered with notice on the thirty first day of March one thousand eight hundred and eighty-five (31st March 1875) under number fourteen thousand and fifteen (14015), and this for the debts of the said substitution, to wit :

1. A lot situate and being in Saint Mary's ward, in the city of Montreal, said district ; bounded in front by Champlain street, measuring sixty (60) feet in front, by one hundred and three (103) feet in dept ; known and designated on the official plan and book of reference of the said Sainte Mary's ward as number six hundred and forty-four (644) and the exact north west half of lot six hundred and forty-five (645), said half measuring twenty (20) feet in front by one hundred and three (103) feet in depth—with the buildings thereon erected.

2. Seized as belonging to the said defendant personally.

Another lot situate and being in Sainte Mary's ward, in the city of Montreal, said district, in rear of the lot hereinabove described and adjoining to the Josephat street, measuring twenty-two (22) feet and five (5) inches in front, by seventy (70) feet in depth, known and designated on the official plan and book of reference of the said Sainte Mary's ward, as number nine (9) of the subdivision of official lot number six hundred and thirty-eight (638)—with the buildings thereon erected ; said paragraphs one and two forming one and the same plot.

To be sold as one and the same plot, in virtue of a judgment rendered in these causes by the honorable judge Ouimet, dated the twenty-seven of October, one thousand eight hundred and ninety-seven, at my office in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 10th November, 1897. 4640
[First published, 14th November, 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District of Montreal.

Montréal, à savoir : } **EMILIE MAYER**, mar-
No. 10114. } chand, du village de Saint-
Joachim de la Pointe Claire, district de Montréal,
Demandeur ; contre les terres et tenements de
ALPHONSE LALONDE, de Cascade Point, dans
la paroisse des Cèdres, district de Montréal, Défendeur.

1° Un emplacement situé à la Pointe des Cascades, dans la paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, distrait du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre cent quarante-six (No 446), du plan et du livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, de la contenance, le dit emplacement de cinquante pieds de largeur sur cent pieds de longueur, le tout mesure française ; borné en front par un chemin de descente conduisant de Vaudreuil à Soulanges, en profondeur et de chaque côté par le terrain de Pierre C. Demontigny ou représentants—avec bâtisses dessus construites.

2° Une terre sise et située du côté nord-est de la concession de Saint-Dominique, dans la paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, sous le numéro quatre-vingt-quinze (No 95) ; bornée en front par le chemin de la concession de Saint-Dominique—avec bâtisses dessus construites.

3° Une autre terre sise et située au même lieu, connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, sous le numéro quatre-vingt-douze ; bornée en front par le chemin de la concession de Saint-Dominique.

4° Un lot de terre sis et situé au même lieu, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, sous le numéro quatre-vingt-treize (No 93) ; borné en front par le chemin de la concession de Saint-Dominique ; le dit lot de terre mesurant en front cinq perches sur cinq perches de profondeur, contenant en superficie vingt-cinq perches.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 12 octobre 1897. 3995-2
[Première publication, 16 octobre 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir : } **ARTHUR DAIGNAULT**,
No. 2404. } A commerçant, de la cité
et du district de Montréal, Demandeur ; contre les
terres et tenements de **DAVID H. HENDERSON**,
de la ville de Westmount, district de Montréal ;
Nestor Henri Thibault et Isidore Depatie, de la
cité et du district de Montréal, et Dosithée Gareau,
employé civil, de la ville de Longueuil, ce dernier
en sa qualité de curateur au délaissement fait par
Timothy Christy, de la dite cité et district de
Montréal, l'un des défendeurs.

Saisis sur le dit Dosithée Gareau, es-qualité, les
immeubles suivants, savoir :

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs es-
noms et qualités, et en la possession des Défendeurs,
David H. Henderson, Nestor Henri Thibault,
Isidore Depatie ainsi que de Dosithée Gareau,
curateur au délaissement fait par Timothy Christy,
l'un des dits défendeurs, les immeubles ci-après
décrits, savoir :

1° Quatre lots de terre situés en la paroisse de
Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly,
district de Montréal, connus et désignés sur le plan
et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de
Saint-Antoine de Longueuil, sous les numéros de
suscdivision un, soixante-cinq, soixante-six et deux
cent quarante (Nos 1, 65, 66 et 240) du lot origi-
naire numéro cent quarante-deux (142), tous les
dits lots bornés en front par le chemin du Côteau
Rouge.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **EMILIE MAYER**, merchant,
No. 10114. } of the village of Saint Joa-
chim de la Pointe Claire, district of Montreal,
Plaintiff ; against the lands and tenements of
ALPHONSE LALONDE, of Cascade Point, in the
parish of Les Cèdres, district of Montreal, Defen-
dant.

1. A lot situate at Cascade Point, in the parish of
Saint Joseph de Soulanges, taken off lot number
four hundred and forty-six (No. 446) of the official
plan and book of reference of the said parish of
Saint Joseph de Soulanges, said lot containing fifty-
feet in width by one hundred feet in length, the
whole french measure ; bounded in front by a road
leading down from Vaudreuil to Soulanges, in rear
and on each side by the land of Pierre C. Demontig-
ny or representatives—with buildings thereon
erected.

2. A land situate and being on the north east
side of the Saint Dominique concession, in the
parish of Saint Joseph de Soulanges, known and
designated on the official plan and book of refer-
ence for the said parish of Saint Joseph de Sou-
langes as number ninety-five (95) ; bounded in
front by the road of Saint Dominique concession—
with buildings thereon erected.

3. Another land situate and being at the same
place, known and designated on the official plan
and book of reference for the said parish of Saint
Joseph de Soulanges as number ninety-two (92) ;
bounded in front by the road of Saint Dominique
concession.

4. A lot of land situate and being at the same
place, known and designated on the official plan
and book of reference for the said parish of Saint
Joseph de Soulanges as number ninety-three (No.
93) ; bounded in front by the road of the Saint
Dominique concession ; said lot of land measuring
in front five perches by five perches in depth,
containing in area twenty five perches.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Saint-Joseph de Soulanges, on the SEVEN-
TEENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN
o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Montreal, 12th October, 1897. 3996
[First published, 16th October, 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **ARTHUR DAIGNAULT**,
No. 2404. } A trader, of the city and district
of Montreal, Plaintiff ; against the lands and
tenements of **DAVID H. HENDERSON**, of the
town of Westmount, district of Montreal ; Nestor
Henri Thibault and Isidore Depatie, of the city and
district of Montreal, and Dosithée Gareau, civil ser-
vice employee, of the town of Longueuil, the latter
in his quality of curator to the surrender made by
Timothy Christy, of the said city and district of
Montreal, one of the defendants.

Seized upon the said Dosithée Gareau, es-qualité,
the following immovable property, to wit :

Seized as belonging to the said defendants es-
noms et qualités and in the possession of the defendants,
David H. Henderson, Nestor Henri Thibault, Isi-
dore Depatie, as also of Dosithée Gareau, curator
to the surrender made by Timothy Christy, one of
the said defendants. The immoveables hereinafter
described, to wit :

1. Four lots of land situated in the parish of Saint
Antoine de Longueuil, county of Chambly, district
of Montreal, known and designated on the official
plan and book of reference of the said parish of
Saint Antoine de Longueuil, as subdivision numbers
one, sixty-five, sixty-six and two hundred and forty
(Nos. 1, 65, 66 and 240), of the original lot number
one hundred and forty-two (No. 142), all the said
lots being bounded in front by the road of the
Coteau Rouge.

2° Deux autres lots de terre situés en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil sous les numéros de subdivision deux et soixante-quatre (Nos 2 et 64) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142), bornés en front par le chemin du Côteau Rouge et d'un côté par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi sous le numéro de subdivision soixante-trois (63) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142).

3° Soixante-cinq lots de terre situés en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil sous les numéros de subdivision trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt-un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf, trente, trente-un, trente-deux, trente-trois, trente quatre, trente-cinq, trente-six, trente-sept, trente-huit, trente-neuf, quarante, quarante-un, quarante-deux, soixante-huit, soixante-neuf, soixante-douze, soixante-treize, soixante-seize, soixante-dix-sept, quatre-vingt, quatre-vingt-un, quatre-vingt-quatre, quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-huit, quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-douze, quatre-vingt-treize, quatre-vingt-seize, quatre-vingt-dix-sept, cent neuf, cent dix, cent treize, cent quatorze, cent trente-trois, cent trente-quatre, cent trente-sept, cent trente-huit, et cent cinquante (Nos 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 68, 69, 72, 73, 76, 77, 80, 81, 84, 85, 88, 89, 92, 93, 96, 97, 109, 110, 113, 114, 133, 134, 137, 138 et 150), du lot originaire numéro cent quarante-deux (142), tous les dits lots bornés en front par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision soixante trois, (No. 63), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No. 142).

4° Un autre lot de terre situé en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil sous le numéro de subdivision soixante-sept (No 67) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No. 142), borné en front par le chemin du Côteau Rouge et d'un côté par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision cent quatre-vingt-six (No 186) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142).

5° Quarante-neuf autres lots de terre situés en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil sous les numéros de subdivision soixante-dix, soixante-onze, soixante-quatorze, soixante-quinze, soixante-dix-huit, soixante-dix-neuf, quatre-vingt-deux, quatre-vingt-trois, quatre-vingt-six, quatre-vingt-sept, quatre-vingt-dix, quatre-vingt-onze, quatre-vingt-quatorze, quatre-vingt-quinze, quatre-vingt-dix-huit, cent huit, cent onze, cent douze, cent quinze, cent seize, cent dix-neuf, cent vingt, cent vingt-trois, cent vingt quatre, cent vingt-sept, cent vingt-huit, cent trente-un, cent trente-deux, cent trente-cinq, cent trente-six, cent trente-neuf, cent quarante-neuf, cent cinquante-deux, cent cinquante-trois, cent cinquante-six, cent cinquante-sept, cent soixante, cent soixante-un, cent soixante-quatre, cent soixante-cinq, cent soixante-huit, cent soixante-neuf, cent soixante-douze, cent soixante-treize, cent soixante-seize, cent soixante-dix-sept, cent quatre-vingts, cent quatre-vingt-sept et cent quatre-vingt-sept A (Nos 70, 71, 74, 75, 78, 79, 82, 83, 86, 87, 90, 91, 94, 95, 98, 108, 111, 112, 115, 116, 119, 120,

2. Two other lots of land situated in the parish of Saint Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil, as subdivision numbers, two and sixty-four (Nos. 2 and 64), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), bounded in front by the road of the Côteau Rouge, and on the other side by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number sixty-three (No. 63), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142).

3. Sixty-five lots of land situated in the parish of Saint Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil, as subdivision numbers three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four, twenty-five, twenty-six, twenty-seven, twenty-eight, twenty-nine, thirty, thirty-one, thirty-two, thirty-three, thirty-four, thirty-five, thirty-six, thirty-seven, thirty-eight, thirty-nine, forty, forty-one, forty-two, sixty-eight, sixty-nine, seventy-two, seventy-three, seventy-six, seventy-seven, eighty, eighty-one, eighty-four, eighty-five, eighty-eight, eighty-nine, ninety-two, ninety-three, ninety-six, ninety-seven, one hundred and nine, one hundred and ten, one hundred and thirteen, one hundred and fourteen, one hundred and thirty-three, one hundred and thirty-four, one hundred and thirty-seven, one hundred and thirty-eight and one hundred and fifty (Nos. 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 68, 69, 72, 73, 76, 77, 80, 81, 84, 85, 88, 89, 92, 93, 96, 97, 109, 110, 113, 114, 133, 134, 137, 138 and 150), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), all the said lots being bounded in front by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number six-three (No. 63), the original lot number one hundred and forty-two (No. 142).

4. Another lot of land situated in the parish of Saint Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil, as subdivision number sixty-seven (No. 67), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), bounded in front by the road of Côteau Rouge, and on one side by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number one hundred and eighty-six (No. 186), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142).

5. Forty-nine other lots of land situated in the parish of Saint Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil, as subdivision numbers seventy, seventy-one, seventy-four, seventy-five, seventy-eight, seventy-nine, eighty-two, eighty-three, eighty-six, eighty-seven, ninety, ninety-one, ninety-four, ninety-five, ninety-eight, one hundred and eight, one hundred and eleven, one hundred and twelve, one hundred and fifteen, one hundred and sixteen, one hundred and nineteen, one hundred and twenty, one hundred and twenty-three, one hundred and twenty-four, one hundred and twenty-seven, one hundred and twenty-eight, one hundred and thirty-one, one hundred and thirty-two, one hundred and thirty-five, one hundred and thirty-six, one hundred and thirty-nine, one hundred and forty-one, one hundred and fifty-two, one hundred and fifty-three, one hundred and fifty-six, one hundred and fifty-seven, one hundred and sixty, one hundred and sixty-one, one hundred and sixty-four, one hundred and sixty-five, one hundred and sixty-eight, one hundred and sixty-nine, one hundred and seventy-two, one hun-

123, 124, 127, 128, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 152, 153, 156, 157, 160, 161, 164, 165, 168, 169, 172, 173, 176, 177, 180, 187 et 187A) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142); tous les dits lots bornés en front par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision cent quatre-vingt-six (No 186) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142).

6° Deux autres lots de terre situés en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, sous les numéros de subdivision quatre-vingt-dix-neuf et cent quatre (Nos. 99 et 104), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No. 142), les dits deux lots; bornés en front par la rue Albani et d'un côté par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision soixante-trois du lot originaire numéro cent quarante-deux (No. 142).

7° Quatre autres lots de terre situés en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, sous les numéros de subdivision cent, cent un, cent cinq et cent six (Nos. 100, 101, 105 et 106), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No. 142), tous les dits lots; bornés en front par la rue Albani.

8° Deux autres lots de terre situés en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, sous les numéros de subdivision cent deux et cent sept (Nos. 102 et 107), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No. 142); les dits deux lots bornés en front par la rue Albani et d'un côté par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision cent quatre-vingt-six (No 186) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142).

9° Deux autres lots de terre situés en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, sous les numéros de subdivision cent quarante et cent quarante-cinq (Nos 140 et 145), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142), les dits deux lots bornés en front par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision cent quarante quatre (No 144) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142), et d'un côté par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision soixante-trois (No 63) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142).

10° Quatre autres lots de terre situés en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, sous les numéros de subdivision cent quarante-un, cent quarante-deux, cent quarante-six et cent quarante-sept (Nos 141, 142, 146 et 147), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142), tous les dits lots bornés en front par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision cent quarante-quatre

dred and seventy-three, one hundred and seventy-six, one hundred and seventy-seven, one hundred and eighty, one hundred and eighty-seven and one hundred and eighty-seven A (Nos 70, 71, 74, 75, 78, 79, 82, 83, 86, 87, 90, 91, 94, 95, 98, 108, 111, 112, 115, 116, 119, 120, 123, 124, 127, 128, 131, 132, 135, 136, 139, 149, 152, 153, 156, 157, 160, 161, 164, 165, 168, 169, 172, 173, 176, 177, 180, 187 and 187A) of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142) all the said lots being bounded in front by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number one hundred and eighty-six (No. 186) of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142).

6. Two other lots of land situated in the parish of Saint Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil, as subdivision numbers ninety-nine and one hundred and four (Nos. 99 and 104), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), the said two lots being bounded in front by Albani street and on one side by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number sixty-three of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142).

7. Four other lots of land situated in the parish of Saint Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil, as subdivision numbers one hundred, one hundred and one, one hundred and five and one hundred and six (Nos. 100, 101, 105 and 106), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), all the said lots being bounded in front by Albani street.

8. Two other lots of land situated in the parish of Saint Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil, as subdivision numbers one hundred and two and one hundred and seven (Nos. 102 and 107), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), the said two lots being bounded in front by Albani street, and on one side by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number one hundred and eighty-six (No. 186), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142).

9. Two other lots of land situated in the parish of Saint Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Antoine de Longueuil, as subdivision numbers one hundred and forty and one hundred and forty-five (Nos 140) and 145), of the original lot number one hundred and forty-two (No 142) the said two lots being bounded in front by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number one hundred and forty-four (144) of the original lot number one hundred and forty-two (No 142), and on one side by projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number sixty-three (No 63) of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142).

10. Four other lots of land situated in the parish of Saint Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil, as subdivision numbers one hundred and forty-one, one hundred and forty-two, one hundred and forty six and one hundred and forty-seven (Nos 141, 142, 146 and 147) of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142) all the said lots being bounded in front by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivi-

(No 144), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142).

11° Deux autres lots de terre situés en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, sous les numéros de subdivision cent quarante-trois et cent quarante-huit (Nos 143 et 148), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142), les dits deux lots bornés en front par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous les numéros de subdivision cent quarante-quatre (No 144), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142), et d'un côté par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision cent quatre-vingt-six (No 186), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142).

12° Cinq autres lots de terre situés en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, sous les numéros de subdivision cent quatre-vingt-quatre, deux cent dix-sept, deux cent vingt, deux cent vingt-un et deux cent vingt-sept (Nos 184, 217, 220, 221 et 227), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142), tous les dits lots bornés en front par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision deux cent dix-neuf (No 219), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142).

13° Deux autres lots de terre situés en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, sous les numéros de subdivision cent quatre-vingt-dix et cent quatre-vingt-quatorze (Nos 190 et 194), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142), les dits deux lots bornés en front par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision cent quatre-vingt-treize (No 193), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142), et d'un côté par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision cent quatre-vingt-six (No 186), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142).

14° Deux autres lots de terre situés en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, sous les numéros de subdivision cent quatre-vingt-onze et cent quatre-vingt-quinze (Nos 191 et 195), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142), les dits deux lots bornés en front par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision cent quatre-vingt-treize (No 193), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142).

15° Vingt-un autres lots de terre situés en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, sous les numéros de subdivision cent quatre-vingt-huit, cent quatre-vingt-neuf, cent quatre-vingt-dix-sept, cent quatre-vingt-dix-huit, cent quatre-vingt-dix-neuf, deux cent, deux cent un, deux cent deux, deux cent trois, deux cent quatre, deux cent cinq, deux cent six, deux cent sept, deux cent huit, deux cent neuf, deux cent dix, deux cent onze, deux cent douze, deux cent treize, deux cent quatorze, et deux cent quinze (Nos 188, 189, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214 et 215), du lot originaire numéro

subdivision number one hundred and forty-four (144) of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142).

11. Two other lots of land situated in the parish of Saint-Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Antoine de Longueuil, as subdivision numbers one hundred and forty-three and one hundred and forty-eight (Nos. 143 and 148), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), the said two lots being bounded in front by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number one hundred and forty-four (No. 144), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), and on one side by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number one hundred and eighty-six (No. 186), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142).

12. Five other lots of land situated in the parish of Saint-Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Antoine de Longueuil, as subdivision numbers one hundred and eight-four, two hundred and seventeen, two hundred and twenty, two hundred and twenty-one and two hundred and twenty-seven (Nos. 184, 217, 220, 221 and 227), of the original number one hundred and forty-two (No. 142) all the said lots being bounded in front by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number two hundred and nineteen (No. 219), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142).

13. Two other lots of land situated in the parish of Saint-Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Antoine de Longueuil, as subdivision numbers one hundred and ninety and one hundred and ninety-four, (190 and 194) of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), the said two lots being bounded in front by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number one hundred and ninety-three (No. 193), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), and on one side by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number one hundred and eighty-six (No. 186), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142).

14. Two other lots of land situated in the parish of Saint-Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Antoine de Longueuil, as subdivision numbers one hundred and ninety-one, and one hundred and ninety-five (Nos. 191 and 195), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), the said two lots being bounded in front by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number one hundred and ninety-three (No. 193), of the original lot number one hundred and forty-two (142).

15. Twenty-one other lots and land situated in the parish of Saint-Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Antoine de Longueuil, as subdivision numbers one hundred and eighty-eight, one hundred and eighty-nine, one hundred and ninety-seven, one hundred and ninety-eight, one hundred and ninety-nine, two hundred, two hundred and one, two hundred and two, two hundred and three, two hundred and four, two hundred and five, two hundred and six, two hundred and seven, two hundred and eight, two hundred and nine, two hundred and ten, two hundred and eleven, two hundred and twelve, two hundred and thirteen, two hundred and fourteen and two

cent quarante-deux (No 142), tous les dits lots bornés à un bout par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision cent quatre-vingt-six (No 186) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142), et à l'autre bout par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision deux cent trente-un (No 231), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142).

16° Deux autres lots de terre situés en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, sous les numéros de subdivision cent quatre-vingt-douze et cent quatre-vingt-seize (Nos 192 et 196) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142), les dits deux lots bornés en front par une rue projetée connue et désignée sur les dits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision cent quatre-vingt-treize (No 193) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142) et à un bout par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision deux cent trente-un (No 231) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142).

17° Deux autres lots de terre situés en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil sous les numéros de subdivision deux cent seize et deux cent vingt-huit (Nos 216 et 228) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142), les dits deux lots bornés en front par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision deux cent dix-neuf (No 219) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142) et d'un côté par une autre rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision deux cent trente-un (No 231) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142).

18° Deux autres lots de terre situés en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil sous les numéros de subdivision cent quatre-vingt-cinq et deux cent dix-huit (Nos 185 et 213) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142), les dits deux lots bornés en front par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision deux cent dix-neuf (No 219) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142) et d'un côté par une autre rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision cent quatre-vingt-six (No. 186) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142).

19° Deux autres lots de terre situés en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, sous les numéros de subdivision deux cent vingt-deux et deux cent vingt-six (Nos 222 et 226) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142), les dits deux lots bornés en front par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision deux cent dix-neuf (No 219) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142) et d'un côté par une autre rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision deux

hundred and fifteen (Nos. 188, 189, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214 and 215), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), all the said lots being bounded at one end by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number one hundred and eighty-six (No. 186), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), and at the other end by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number two hundred and thirty-one (No. 231) of the original lot number one hundred and forty-two (142).

16. Two other lots of land situated in the parish of Saint Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil, as subdivision numbers one hundred and ninety-two, and one hundred and ninety-six (Nos. 192 and 196) of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), the said two lots being bounded in front by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number one hundred and ninety-three (No 193) of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), and at one end by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number two hundred and thirty-one (No 231) of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142).

17. Two lots of land situated in the parish of Saint Antoine de Longueuil, county of Chambly, district and Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil, as subdivision numbers two hundred and sixteen and two hundred and twenty-eight (Nos. 216 and 218) of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), the said two lots being bounded in front by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number two hundred and nineteen (No. 219), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), and on one side by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number two hundred and thirty-one (No. 231) of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142).

18. Two other lots of land situated in the parish of Saint Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil, as subdivision numbers one hundred and eighty-five and two hundred and eighteen (Nos. 185 and 218), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142) the said two lots being bounded in front by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number two hundred and nineteen (No. 219), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), and on one side by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number one hundred and eighty-six (No. 186) of the original lot number forty-two (No. 142).

19. Two other lots of land situated in the parish of Saint Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil, as subdivision numbers two hundred and twenty-two and two hundred and twenty-six (Nos 222 and 226), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), the said two lots being bounded in front by a projected street known and designated on the said plan and book of reference as subdivision number two hundred and nineteen (No. 219) of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), and on one side by a projected street, known and designated on the said official plan and book of

cent vingt-trois (No 223) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142).

20° Deux autres lots de terre situés en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil sous les numéros de subdivision deux cent vingt-quatre et deux cent vingt-cinq (Nos. 224 et 225), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No. 142), les dits deux lots bornés en front par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision deux cent vingt-trois (No. 223), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No. 142).

21° Trente-cinq autres lots de terre situés en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil sous les numéros de subdivision deux cent trente-deux, deux cent trente-trois, deux cent trente-cinq, deux cent trente-six, deux cent quarante-un, deux cent quarante-deux, deux cent quarante-trois, deux cent quarante-quatre, deux cent quarante-cinq, deux cent quarante-six, deux cent quarante-sept, deux cent quarante-huit, deux cent quarante-neuf, deux cent cinquante, deux cent cinquante-un, deux cent cinquante-deux, deux cent cinquante-trois, deux cent cinquante-quatre, deux cent cinquante-cinq, deux cent cinquante-six, deux cent cinquante-sept, deux cent cinquante-huit, deux cent cinquante-neuf, deux cent soixante, deux cent soixante-un, deux cent soixante-deux, deux cent soixante-trois, deux cent soixante-quatre, deux cent soixante-cinq, deux cent soixante-six, deux cent soixante-sept, deux cent soixante-huit, deux cent soixante-neuf, deux cent soixante-dix et deux cent soixante-onze (Nos 232, 233, 235, 236, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270 et 271), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No. 142), tous les dits lots bornés en front par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision deux cent trente-huit (No. 238), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No. 142).

22° Deux autres lots de terre situés en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, sous les numéros de subdivision deux cent trente-sept et deux cent trente-neuf (Nos 237 et 239) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142), les dits deux lots bornés en front par le chemin du Côteau Rouge et d'un côté par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision deux cent trente-huit (No 238) du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142).

23° Vingt-cinq autres lots de terre situés en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, sous les numéros de subdivision deux cent vingt-neuf, deux cent trente, deux cent soixante-douze, deux cent soixante-treize, deux cent soixante-quatorze, deux cent soixante-quinze, deux cent soixante-seize, deux cent soixante-dix-sept, deux cent soixante-dix-huit, deux cent soixante-dix-neuf, deux cent quatre-vingt, deux cent quatre-vingt-un, deux cent quatre-vingt-deux, deux cent quatre-vingt-trois, deux cent quatre-vingt-quatre, deux cent quatre-vingt-cinq, deux cent quatre-vingt-six,

reference as subdivision number two hundred and twenty-three (No. 223) of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142).

20. Two other lots of land situated in the parish of Saint Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil, as subdivision numbers two hundred and twenty-four and two hundred and twenty-five (No. 224 and 225), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), said two lots being bounded in front by a projected street known and designated on the said official plan and book of reference as subdivision number two hundred and twenty three (No. 223), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142).

21. Thirty-five other lots of land situated in the parish of Saint Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil, as subdivision numbers two hundred and thirty-two, two hundred and thirty-three, two hundred and thirty-five, two hundred and thirty-six, two hundred and forty-one, two hundred and forty-two, two hundred and forty-three, two hundred and forty-four, two hundred and forty-five, two hundred and forty-six, two hundred and forty-seven, two hundred and forty-eight, two hundred and forty-nine, two hundred and fifty, two hundred and fifty-one, two hundred and fifty-two, two hundred and fifty-three, two hundred and fifty-four, two hundred and fifty-five, two hundred and fifty-six, two hundred and fifty-seven, two hundred and fifty-eight, two hundred and fifty-nine, two hundred and sixty, two hundred and sixty-one, two hundred and sixty-two, two hundred and sixty-three, two hundred and sixty-four, two hundred and sixty-five, two hundred and sixty-six, two hundred and sixty-seven, two hundred and sixty-eight, two hundred and sixty-nine, two hundred and seventy, two hundred and seventy-one (Nos. 232, 233, 235, 236, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270 and 271), of the original lot number one hundred and forty-two (142); all the said lots being bounded in front by a projected street known and designated on the said official plan and book of reference as subdivision number two hundred and thirty-eight (No. 238), of the original lot one hundred and forty-two (No. 142).

22. Two other lots of land situated in the parish of Saint Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil, as subdivision numbers two hundred and thirty-seven and two hundred and thirty-nine (Nos. 237 and 239), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), the said two lots being bounded in front by the road of the Côteau Rouge and on one side by a projected street known and designated on the said official plan and book of reference as subdivision number two hundred and thirty-eight (No. 238), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142).

23. Twenty-five other lots of land situated in the parish of Saint Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil, as subdivision numbers two hundred and twenty-nine, two hundred and thirty, two hundred and seventy-two, two hundred and seventy-three, two hundred and seventy-four, two hundred and seventy-five, two hundred and seventy-six, two hundred and seventy-seven, two hundred and seventy-eight, two hundred and seventy-nine, two hundred and eighty, two hundred and eighty-one, two hundred and eighty-two, two hundred and eighty-three, two hundred and eighty-four, two hundred and

deux cent quatre-vingt-sept, deux cent quatre-vingt-huit, deux cent quatre-vingt-neuf, deux cent quatre-vingt-dix, deux cent quatre-vingt-onze, deux cent quatre-vingt-douze, deux cent quatre-vingt-treize, deux cent quatre-vingt-quatorze (Nos. 229, 230, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293 et 294), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142), tous les dits lots bornés en front par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro de subdivision deux cent trente-un (No 231), du lot originaire numéro cent quarante-deux (No 142).

Pour être vendus, lot par lot, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil le DIX-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-neuvième jour de novembre prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 15 septembre 1897. 3619-3
[Première publication, 18 septembre 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **G** ERVAIS COUSINEAU, No. 278. } **G** cultivateur, de la paroisse de Saint-Laurent, district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de DAME ELMINA LESPERANCE, épouse séparée de biens de Pierre Israël Crevier, des cité et district de Montréal, et le dit PIERRE ISRAEL CREVIER, tant personnellement que pour autoriser son épouse aux présentes, Défendeurs.

Un lopin de terre sis et situé en la ville de Saint-Laurent, dans le district de Montréal, composé des lots de subdivisions numéros cinquante-trois, cinquante quatre, cinquante-cinq et cinquante-six du lot officiel numéro quatre cent cinquante-quatre (454-53, 454-54, 454-55 et 454-56), au plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, maintenant faisant partie de la ville Saint-Laurent, — avec une maison en bois lambrissée en brique et autres bâtisses dessus construites, les dits quatre lots de subdivisions ne formant qu'une seule et même exploitation ; bornés en front par l'avenue Decelles, étant le numéro de subdivision cinquante-sept du dit numéro officiel quatre cent cinquante-quatre (454-57) de la paroisse de Saint-Laurent susdite.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 13 octobre 1897. 4031-2
[Première publication, 16 octobre 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **R** EVEREND JAMES No. 2519. } **R** GREEN, des cité et district de Montréal, ministre, Demandeur ; contre les terres et tenements de WILLIAM HALL, cidevant de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Lachine, district de Montréal, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite ville de Lachine sous le numéro cinq de la subdivision du lot originaire numéro cinquante-cinq (5 de 55) ; borné en front par l'avenue Brewster.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 12 octobre 1897. 3993-2
[Première publication, 16 octobre 1897.]

eighty-five, two hundred and eighty-six, two hundred and eighty-seven, two hundred and eighty-eight, two hundred and eighty-nine, two hundred and ninety, two hundred and ninety-one, two hundred and ninety-two, two hundred and ninety-three, two hundred and ninety-four (Nos. 229, 230, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293 and 294), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142), all the said lots being bounded in front by a projected street, known and designated on the said official plan and book of reference as subdivision number two hundred and thirty-one (No. 231), of the original lot number one hundred and forty-two (No. 142).

To be sold lot by lot, at the parochial church door of the parish of Saint Antoine de Longueuil, on the NINETEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-ninth day of November next.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 15th September, 1897. 3620
[First published, 18th September, 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **G** ERVAIS COUSINEAU, No. 278. } **G** farmer, of the parish of Saint Laurent, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME ELMINA LESPERANCE, wife separated as to property of Pierre Israël Crevier, of the city and district of Montreal, and the said PIERRE ISRAEL CREVIER, as well personally as to authorize his wife hereunto, Defendants.

A lot of land situate and being in the town of Saint Laurent, in the district of Montreal, made up of subdivision lots numbers fifty three, fifty four, fifty five and fifty six of official lot number four hundred and fifty four (454-53, 454-54, 454-55 and 454-56), on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint Lawrence, now forming part of the town of Saint Lawrence, — with a wooden house cased with brick and other buildings thereon erected, said four subdivision lots forming only one and the same plot ; bounded in front by Decelles avenue, being subdivision number fifty seven of the said official number four hundred and fifty four (454-57) of the parish of Saint Laurent aforesaid.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 13th October, 1897. 4032
[First published, 16 October, 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **T** HE REVEREND JAMES No. 2519. } **T** GREEN, of the city and district of Montreal, clergyman, Plaintiff ; against the lands and tenements of WILLIAM HALL, heretofore of the town of Westmount, in the district of Montreal, now of parts unknown, Defendant.

A lot of land situate and being in the town of Lachine, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Lachine, as number five of the subdivision of the original lot number fifty-five (5 of 55) ; bounded in front by Brewster avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEETH day of NOVEMBER next, at the hour of TEN in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 12th October, 1897. 3994
[First published, 16th October, 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **LA COMPAGNIE DE JESUS**, corps incorporé, ayant un bureau d'affaires en la cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tènements de DIDACE TERRIAULT, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement situé dans le quartier Sainte-Marie, de la dite cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro huit cent soixante et dix (870), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie ; borné en front par la rue Champlain—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de novembre prochain.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Bureau du Shérif, Député Shérif,
Montréal, 15 septembre 1897. 3617-3
[Première publication, 18 septembre 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **L'HONORABLE JOSEPH N° 1624. L'EMERY ROBIDOUX** et **JOSEPH AMEDEVÉ GEOFFRION**, avocats, de Montréal, et y pratiquant en société, sous le nom de "Robidoux & Geoffrion", avocats, sur distraction de frais, dans une certaine cause où **LOUIS BRUNELLE**, de la paroisse de Boucherville, dit district, cultivateur, était Demandeur, et **NARCISSE LACOSTE** était défendeur ; contre les terres et tènements du dit **NARCISSE LACOSTE**, de la paroisse de Sainte-Julie, dans le district de Montréal, Défendeur.

1° Une terre à bois située dans la cinquième concession de la paroisse de Sainte-Julie, connue et désignée sous le numéro un (1), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Julie ; bornée d'un côté par la ligne limitative de la paroisse de Saint-Bruno, d'un bout par la ligne de la sixième concession, de l'autre bout par le numéro deux (2), et d'autre côté par les lots numéros quatre, cinq et six (Nos 4, 5 et 6) des susdits plan et livre de renvoi officiels,—sans bâtisses.

2° Un morceau de terre situé dans la sixième concession de la paroisse de Sainte-Julie, connu et désigné sous le numéro cent trente et un (No 131), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Julie, borné d'un bout par le chemin entre la cinquième et la sixième concessions, de l'autre bout par le chemin entre la sixième et la septième concessions, d'un côté par le numéro cent trente (No 130), et de l'autre côté par le lot numéro cent trente-deux (No 132), des susdits plan et livre de renvoi officiels,—sans bâtisses.

3° Une terre située dans la sixième concession de la paroisse de Sainte-Julie, connue et désignée sous le numéro cent trente-trois (No 133), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Julie ; bornée d'un bout par le chemin entre la cinquième et la sixième concessions, de l'autre bout par le chemin entre la sixième et la septième concessions, d'un côté par le lot numéro cent trente-deux (No. 132), et d'autre côté par le lot numéro cent trente-quatre (No 134), des susdits plan et livre de renvoi officiels—sans bâtisses.

4°. Une autre terre située dans la sixième concession de la paroisse de Sainte-Julie, connue et désignée sous le numéro cent trente-quatre (No. 134), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Julie ; bornée d'un bout par le chemin entre la cinquième et la sixième concessions, de l'autre bout par le chemin entre la sixième et la septième concessions, d'un côté par le lot numéro cent trente-trois (No 133), et d'autre côté par le lot numéro

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **THE SOCIETY OF JESUS**, No. 6381. } a body corporate and politic having its place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of DIDACE TERRIAULT, of the city and district of Montreal, Defendant :

A lot of land or emplacement situated and being in Saint Mary's ward of the said city of Montreal, known and designated as number eight hundred and seventy (870), on the official plan and book of reference of the said Saint Mary's ward ; bounded in front by Champlain street,—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of NOVEMBER next, at the hour of TEN in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of November next.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff,
Montreal, 15th September, 1897. 3618
[First published, 18th September, 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **L'HONORABLE JOSEPH N° 1624. L'EMERY ROBIDOUX** and **JOSEPH AMEDEVÉ GEOFFRION**, advocates, of Montreal, and there practising in co-partnership under the name of "Robidoux & Geoffrion," advocates, sur distraction de frais, in a certain case wherein **LOUIS BRUNELLE**, of the parish of Boucherville, said district, farmer, was plaintiff, and **NARCISSE LACOSTE**, was defendant ; against the lands and tenements of the said **NARCISSE LACOSTE**, of the parish of Sainte-Julie, in the district of Montreal, Defendant.

1. A wood land situated in the fifth concession of the parish of Sainte Julie, known and designated as number one (1), of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Julie ; bounded on one side by the boundary line of the parish of Saint Bruno, at one end by the line of the sixth concession, at the other end by lot number two (No. 2), and on the other side by lots numbers four, five and six (4, 5 and 6), of the aforesaid official plan and book of reference—without any buildings.

2. A lot of land situate in the sixth concession of the parish of Sainte Julie, known and designated as number one hundred and thirty-one (131), of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Julie ; bounded at one end by the road between the fifth and sixth concessions, at the other end by the road between the sixth and seventh concessions, on one side by lot number one hundred and thirty (No. 130), and on the other side by the lot number one hundred and thirty-two (No. 132), of the aforesaid official plan and book of reference—without any buildings.

3. A lot of land situated in the sixth concession of Sainte Julie, known and designated as number one hundred and thirty-three (No. 133) of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Julie, bounded at one end by the road between the fifth and sixth concessions, at the other end by the road between the sixth and seventh concessions, on one side by lot number one hundred and thirty-two (No. 132) and on the other side by lot number one hundred and thirty-four (No. 134) of the aforesaid official plan and book of reference, without any buildings.

4. Another lot of land situated in the sixth concession of the parish of Sainte Julie, known and designated as number one hundred and thirty-four (No. 134) of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Julie, bounded at one end by the road between the fifth and sixth concessions, at the other end by the road between the sixth and seventh concessions, on one side by lot number one hundred and thirty-three (No. 133) and on the

cent trente-cinq (No 135), des susdits plan et livre de renvoi officiels—sans bâtisses.

5° Une autre terre située dans la huitième concession de la paroisse de Sainte-Julie, connue et désignée sous le numéro trois cent dix-neuf (No. 319), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Julie; bornée d'un bout par le lot numéro trois cent dix-huit (No 318), d'autre bout, partie par les lots numéros deux cent quatre-vingt-dix (No 290), deux cent quatre-vingt-neuf (289), deux cent quatre-vingt-huit (No. 288), et deux cent quatre-vingt-sept (No 287), et partie par le chemin public de l'église, d'un côté par la montée conduisant à Varennes, et d'autre côté par le lot numéro trois cent dix-sept, des plan et livre de renvoi officiels susdits—avec les bâtisses sus-érigées.

6° Une autre terre située dans la septième concession de la paroisse de Sainte-Julie, connue et désignée sous le numéro deux cent quatre-vingt-douze (No 292), des plan et livre de renvoi officiels, de la paroisse de Sainte-Julie; bornée d'un bout par le chemin entre la sixième et la septième concessions, de l'autre bout par le chemin entre la septième et la huitième concessions, d'un côté par le lot numéro deux cent quatre-vingt-treize (No 293), et d'autre côté par le lot numéro deux cent quatre-vingt-onze (No 291), des plan et livre de renvoi officiels susdits—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Julie, le DIX-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de novembre prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 15 septembre 1897. 3621-3
[Première publication, 18 septembre 1897.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montreal.

Montréal, à savoir: } DAME LOUISE BÉ-
No. 2046. } RIAULT, des cité et
district de Montréal, fille majeure et usant de ses
droits, servante, Demanderesse; contre les terres
et tenements de STANISLAS LEFEBVRE, de
Coteau Station, dans le comté de Soulanges, district
de Montréal, Défendeur.

1° Les neuf douzième (9/12) indivis dans un emplacement sis et situé dans le village de la station du Coteau, dans le district de Montréal, ainsi que dans les bâtisses dessus construites; borné en front par la rue Daoust; connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Polycarpe, dans le comté de Soulanges, district de Montréal, sous le numéro cent trente et un (131).

2° Les neuf douzième (9/12) indivis dans une terre sise et située dans la paroisse de Saint-Polycarpe, dans le district de Montréal, ainsi que dans les bâtisses dessus construites; bornée en front par la rivière à Delisle; connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Polycarpe dans le comté de Soulanges, district de Montréal, sous le numéro quatre cent soixante et dix (470).

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Polycarpe, le DIX-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-deuxième jour de novembre prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 15 septembre 1897. 3545-3
[Première publication, 18 septembre 1897.]

La publication du 11 septembre 1897 est nulle.

other side by lot number one hundred and thirty-five (No. 135) of the aforesaid official plan and book of reference, without any buildings.

5. Another lot of land situated in the eighth concession of the parish of Sainte Julie, known and designated as number three hundred and nineteen (No. 319) of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Julie, bounded at one end by lot number three hundred and eighteen (No. 318), at the other end, partly by lots numbers two hundred and ninety (No. 290) two hundred and eighty-nine (289), two hundred and eighty-eight (No. 288) and two hundred and eighty-seven (No. 287) and partly by the public road to the church, on one side by the road leading to Varennes and on the other side by lot number three hundred and seventeen of the aforesaid official plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

6. Another lot of land situated in the seventh concession of the parish of Sainte Julie, known and designated as number two hundred and ninety-two (No. 292) of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Julie; bounded at one end by the road between the sixth and seventh concessions, at the other end by the road between the seventh and eighth concessions, on one side by lot number two hundred and ninety-three (No. 293) and on the other side by lot number two hundred and ninety-one (No. 291) of the official plan and book of reference aforesaid—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Julie, on the NINETEENTH day of NOVEMBER next, at the hour of ELEVEN in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of November next.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 15th September, 1897. 3622
[First published, 18th September, 1897.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, to wit: } DAME LOUISE BÉ-
No. 2046. } RIAULT, of the city and
district of Montreal, spinster, *fille majeure et usant de ses droits*, domestic servant, Plaintiff; against
the lands and tenements of STANISLAS LEFEB-
VRE, of Coteau Station, in the county of Soulanges,
district of Montreal, Defendant.

1. The nine undivided twelfths (9/12) in a lot of land situate and being in the village of the station of Coteau, in the district of Montreal, as also the buildings thereon erected; bounded in front by Daoust street, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Polycarpe, in the county of Soulanges, district of Montreal, as number one hundred and thirty-one (131).

2. The nine undivided twelfths (9/12) in a land situate and being in the parish of Saint-Polycarpe, in the district of Montreal, as also in the buildings thereon erected; bounded in front by the river à Delisle; known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Polycarpe, in the county of Soulanges, district of Montreal, as number four hundred and seventy (470).

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Polycarpe, on the NINETEENTH day of NOVEMBER next, at the hour of ELEVEN in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-second day of November next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 15th September, 1897. 3546
[First published, 18th September, 1897.]

The publication of 11th September, 1897, is null.

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **D**ANS l'affaire de IRÈNÉE
District de Québec. } **M**ARCOTTE, Insolva-
No. 2070. } ble, et **J**EAN-BAPTISTE

BOUTIN, Requérent-cession, et **D**OCITHÉ **A**R-
CAND, curateur, à savoir :

Saisis comme appartenant au dit failli :

1° Le lot No. 1 (un), de la subdivision du lot No. 431 (quatre cent trente et un), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch-Nord, banlieue, étant un lot de terre situé à l'endroit appelé Gros-Pin, sur le chemin macadamisé conduisant à Charlesbourg.

2° Le lot No. 2 (deux), de la subdivision du lot No. 431 (quatre cent trente et un), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch-Nord, banlieue, étant une avenue située à l'endroit appelé Gros-Pin, sur le chemin macadamisé conduisant à Charlesbourg.

3° Le lot No. 3 (trois), de la subdivision du lot No. 431 (quatre cent trente et un), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch-Nord, banlieue, étant un lot de terre situé à l'endroit appelé Gros-Pin, sur le chemin macadamisé conduisant à Charlesbourg.

4° Le lot No. 4 (quatre), de la subdivision du lot No. 431 (quatre cent trente et un), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch-Nord, banlieue, étant un lot de terre situé à l'endroit appelé Gros-Pin, sur le chemin macadamisé conduisant à Charlesbourg.

5° Le lot No. 5 (cinq), de la subdivision du lot No. 431 (quatre cent trente et un), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch-Nord, banlieue, étant un lot de terre situé à l'endroit appelé Gros-Pin, sur le chemin macadamisé conduisant à Charlesbourg.

6° Le lot No. 6 (six), de la subdivision du lot No. 431 (quatre cent trente et un), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch-Nord, banlieue, étant un lot de terre situé au lieu appelé le Gros-Pin, sur le chemin public ou de la Savanne et touchant au nord-est, à l'avenue qui conduit au chemin macadamisé conduisant à Charlesbourg.

7° Le lot No. 7 (sept), de la subdivision du lot No. 431 (quatre cent trente et un), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch-Nord, banlieue, étant une route projetée située au lieu appelé Gros-Pin, sur un chemin public appelé chemin de la Savanne.

8° Le lot No. 8 (huit), de la subdivision du lot No. 431 (quatre cent trente et un), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch-Nord, banlieue, étant un lot de terre situé au lieu appelé Gros-Pin, sur un chemin public appelé chemin de la Savanne.

9° Le lot No. 9 (neuf), de la subdivision du lot No. 431 (quatre cent trente et un), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch-Nord, banlieue, étant un lot de terre situé au lieu appelé Gros-Pin, sur un chemin public appelé le chemin de la Savanne.

Les susdits neuf lots—avec toutes les bâties, pour être vendues en un seul et même lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-SEPTIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CH. S. **A.** **E**RN. **G**AGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 12 novembre 1897.) 4689
[Première publication, 13 novembre 1897.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.

Province of Quebec, } **I**N the matter of IRÈNÉE
District of Québec. } **M**ARCOTTE, Insolvent ;
No. 2070. } **J**EAN-BAPTISTE **B**OUTIN,

Petitioner for assignment, and **D**OSITHÉ **A**R-
CAND, curator, to wit :

Seized as belonging to the said insolvent :

1. Lot No 1 (one) of the subdivision of No. 431 (four hundred and thirty one) of the official cadastre of the parish of Saint Roch Nord, banlieue, being a lot of land situate at the place called Gros Pin, on the macadamized road leading to Charlesbourg.

2. Lot No. 2, (two), of the subdivision of No 431 (four hundred and thirty one), of the official cadastre of the parish of Saint Roch Nord, banlieue, being an avenue situate at the place called Gros Pin, on the macadamized road leading to Charlesbourg.

3. Lot No 3 (three), of the subdivision of lot No. 431 (four hundred and thirty one), of the official cadastre of the parish of Saint Roch Nord, banlieue, being a lot of land situate at the place called Gros Pin, on the macadamized road leading to Charlesbourg.

4. Lot No. 4 (four), of the subdivision of lot No. 431 (four hundred and thirty-one), of the official cadastre of the parish of Saint Roch Nord, banlieue, being a lot of land situate at the place called Gros Pin, on the macadamized road leading to Charlesbourg.

5. Lot No 5 (five), of the subdivision of lot No 431 (four hundred and thirty-one), of the official cadastre of the parish of Saint Roch Nord, banlieue, being a lot of land situate at the place called Gros Pin, on the macadamized road leading to Charlesbourg.

6. Lot No 6 (six), of the subdivision of lot No. 431 (four hundred and thirty-one), on the official cadastre of the parish of Saint Roch Nord, banlieue, being a lot of land situate at the place called Gros Pin, on the public or Savanne road, and adjoining on the north east the avenue which leads to the macadamized road leading to Charlesbourg.

7. Lot No. 7 (seven), of the subdivision of lot No. 431 (four hundred and thirty-one), of the official cadastre of the parish of Saint Roch Nord, banlieue, being a projected by-road situate at the place called Gros Pin, on a public road called *Chemin de la Savanne*.

8. Lot No. 8 (eight), of the subdivision of lot No. 431 (four hundred and thirty-one), of the official cadastre of the parish of Saint Roch Nord, banlieue, being a lot of land situate at the place called Gros Pin, on a public road called *Chemin de la Savanne*.

9. Lot No. 9 (nine), of the subdivision of lot No. 431 (four hundred and thirty-one), of the official cadastre of the parish of Saint Roch Nord, banlieue, being a lot of land situate at the place called Gros Pin, on a public road called *Chemin de la Savanne*.

The aforesaid nine lots—with all the buildings, to be sold in one and the same lot.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CH. S. **A.** **E**RN. **G**AGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 12th November, 1897. 4690
First published, 13th November, 1897.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **JOSEPH ALPHONSE LE-
No. 2564. } TELLIER, de Québec,**
marchand-épiciier, faisant affaires comme tel, à Qué-
bec, sous le nom de Leclerc & Letellier ; contre
DAME VIRGINIE LAVERGNE dit RENEAU
de Québec, veuve de feu Louis Trudel ; à savoir :

1° Le lot No. 1976, (dix-neuf-cent-soixante-et-
seize), du cadastre officiel du quartier Saint-Pierre, de
la cité de Québec, étant un terrain situé rue Ancien
Chantier—avec bâtisses.

2° Partie du lot No. 1980 (dix-neuf-cent-quatre-
vingt), du cadastre officiel du quartier Saint-Pierre
de la cité de Québec, étant un terrain situé rue
Lacroix borné en front à la dite rue Lacroix, ayant
soixante pieds et six pouces, en arrière à Octave
Fortin, mesurant quarante pieds, au sud à un pas-
sage commun mesurant soixante-et-cinq pieds envi-
ron, et au nord à Emile Bergevin, mesurant cin-
quante pieds environ, superficie deux mille huit
cent quatre-vingt pieds anglais—avec bâtisses.

3° Le lot No. 220 (deux cent vingt), du cadastre
officiel de la paroisse de Saint-Raymond Nonnat,
comté de Portneuf, étant une terre située quatrième
concession sud-ouest.

4° Le lot No. 221 (deux cent vingt-et-un), du
cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond
Nonnat, comté de Portneuf, étant une terre située
en la quatrième concession sud-ouest.

5° Le lot No. 222 (deux cent vingt-deux), du ca-
dastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond
Nonnat, comté de Portneuf, étant une terre située
quatrième concession sud-ouest.

Pour être vendus comme suit, savoir : les lots pre-
mièrement et deuxièmement décrits, à mon bureau,
en la cité de Québec, le DIX-SEPTIEME jour de
DECEMBRE prochain à DIX heures du matin ; et
les lots troisièmement, quatrièmement et cinquièmement
décrits à la porte de l'église paroissiale de
Saint-Raymond Nonnat, le VINGTIEME jour de
DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.
Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif,	Shérif.
Québec, 12 novembre 1897.	4683
[Première publication, 13 novembre 1897.]	

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **CAROLINE TRANQUILLE,
No. 1756. } de la cité de Québec, veuve
de Lazare Germain, contre ALVINE COUTURE,
de la cité de Québec, veuve d'Alexis Letellier, tant
personnellement comme commune en biens avec le
dit Alexis Letellier, qu'en sa qualité de tutrice à
ses six enfants mineurs issus de son mariage avec le
dit Alexis Letellier, à savoir :**

Le lot No. 2018 (deux mille dix-huit), du cadas-
tre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur en la
cité de Québec, étant un terrain situé rue Sainte-
Thérèse,—avec bâtisses.

Sujet à une rente foncière et constituée de six
piastres payable à la communauté des religieuses de
l'Hôtel-Dieu de Québec, le vingt-neuf juin de chaque
année.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Qué-
bec, le VINGT-DEUXIEME jour de NOVEMBRE
prochain, à DIX heures du matin.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif,	Shérif.
Québec, 14 octobre 1897.	4049-2
[Première publication, 16 octobre 1897.]	

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HÉRITAGES sous mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **JOSEPH ALPHONSE LE-
No. 2564. } TELLIER, of Québec, gro-
cer, carrying on business as such at Québec, under
the style add firm of Leclerc & Letellier ; against
DAME VIRGINIE LAVERGNE dit RENEAU,
of Québec, widow of the late Louis Trudel, to wit :**

1. Lot No. 1976 (nineteen hundred and seventy-
six), of the official cadastre for Saint Peter's ward,
of the city of Québec, being a lot situate on Ancien
Chantier street—with buildings.

2. Part of lot No. 1980 (nineteen hundred and
eighty), of the official cadastre for Saint Peter's
ward, of the city of Québec, being a lot situate on
Lacroix street ; bounded in front by Lacroix street
aforesaid, measuring sixty feet six inches, in rear
by Octave Fortin, measuring forty feet, on the
south by a common passage measuring about sixty-
five feet, and on the north by Emile Bergevin,
measuring about fifty feet, area two thousand eight
hundred and eighty feet english—with buildings.

3. Lot No. 220 (two hundred and twenty), of the
official cadastre of the parish of Saint Raymond
Nonnat, county of Portneuf, being a land situate
in the fourth concession south west.

4. Lot No. 221 (two hundred and twenty one),
of the official cadastre of the parish of Saint Ray-
mond Nonnat, county of Portneuf, being a lot
situate in the fourth concession south west.

5. Lot No. 222 (two hundred and twenty two),
of the official cadastre of the parish of Saint Ray-
mond Nonnat, county of Portneuf, being a lot
situate in the fourth concession south west.

To be sold as follows, to wit : the lots firstly and
secondly described, at my office, in the city of
Québec, on the SEVENTEENTH day of DECEM-
BER next, at TEN o'clock in the forenoon, and the
lots thirdly, fourthly and fifthly described, at the
parochial church book of Saint Raymond Nonnat,
on the TWENTIETH day of DECEMBER next,
at TEN o'clock in the forenoon. The said writ
returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office,	Sheriff.
Québec, 12th November, 1897.	4684
[First published, 13th November, 1897.]	

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, to wit : } **CAROLINE TRANQUILLE,
No. 1756. } of the city of Québec, widow
of Lazare Germain ; against ALVINE COUTURE,
of the city of Québec, widow of Alexis Letellier,
personally as common to property with the said
Alexis Letellier, as in her quality of tutrix to her
six minor children issue of her marriage with the
said Alexis Letellier, to wit :**

The lot No. 2018 (two thousand and eighteen), of
the official cadastre of the parish of Saint-Sauveur,
in the city of Québec, being a lot situate on Sainte-
Thérèse street—with buildings.

Subject to a yearly ground and constituted rent
of six dollars, payable on the twenty-ninth of June,
every year to the Community of the Religious
Ladies of the Hotel Dieu of Québec.

To be sold at my office, in the city of Québec,
on the TWENTY-SECOND day of NOVEMBER next,
at ten of the clock in the forenoon.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office,	Sheriff.
Québec, 14th October, 1897.	4050
[First published, 16th October, 1897.]	

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective times
and places mentioned below.

VENDITIONI EXPONAS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Sorel, à savoir: } **RAYMOND PREFONTAINE,**
No. 1861. } Demandeur; contre **THE**
GREAT EASTERN RAILWAY COMPANY ET
AL., Défendeurs, et Charles Newhouse Armstrong,
adjudicataire, et William B. Lambe, ès-qualité,
opposant.

Comme appartenant à la dite défenderesse The Great Eastern Railway Company :

Cette ligne de chemin de fer connue comme The Great Eastern Railway, commençant à un point sur le chemin de fer du Pacifique Canadien (autrefois The South Eastern Railway) sur le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, dans le comté de Yamaska, comme lot No. 245, et passant à travers la dite paroisse de Saint-Michel d'Yamaska et la paroisse de Saint-François du Lac; de là traversant la rivière Saint-François; de là à travers la paroisse Saint-Thomas de Pierreville et la paroisse de La Baie du Febvre, tous dans le comté d'Yamaska et district de Richelieu; de là passant à travers la paroisse de Nicolet jusqu'à la rivière Nicolet; de là traversant la rivière Nicolet jusqu'à la ville de Nicolet; de là à travers la ville de Nicolet; de là à travers la paroisse de Nicolet; de là à travers la paroisse de Saint-Grégoire jusqu'à un point de jonction avec le chemin de fer du Grand Tronc près de la station Saint-Grégoire, sur le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Grégoire, sous le No. 305, tous dans le comté de Nicolet et district des Trois-Rivières; la dite ligne de chemin de fer ayant environ vingt-huit milles de longueur, plus ou moins, et le dit chemin de fer étant plus connu et désigné dans les dites municipalités à travers lesquelles il passe, comme suit :

1° Dans la dite paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, comme partie des lots Nos 245, 246, 247, 154, 153, 152, 127, 129, 130, 131 et 132, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Michel d'Yamaska.

2° Dans la dite paroisse de Saint-François du Lac, comme partie des lots Nos 608, 609, 615, 616, 617, 618, 626, 621, 622, 623, 624, 625, 540, 539, 538, 537, 536, 535, 534, 533, 532, 531, 530, 529, 528, 337, 338, 345, 349, 366 et 370, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-François du Lac.

3° Dans la dite paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, comme partie des lots Nos 437, 438, 440, 535, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 454, 223, 222, 219, 216, 215, 214, 213, 212, 211, 210, 209, 208, 207, 206, 205, 204, 203, 202, 201, 200, 197, 196, 194, 193, 192, 191, 183, 184 et 185, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Thomas de Pierreville.

4° Dans la dite paroisse de La Baie du Febvre, comme partie des lots Nos 669, 668, 667, 666, 665, 664, 662, 661, 660, 656, 655, 653, 651, 650, 645, 642, 641, 640, 639, 638, 637, 636, 631, 628, 627, 626, 625, 624, 623, 622, 614, 613, 609, 608, 607, 605, 604, 603, 602, 601, 598, 597, 594, 593, 583, 582, 579, 574, 569, 566, 563, 555, 533, 524 et 512, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de La Baie du Febvre.

5° Dans la dite paroisse de Nicolet, comme partie des lots Nos 493, 177, 178, 179, 176, 175, 174, 173, 172, 171, 51, 52, 108, 109, 107, 106, 105, 68 et 67, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Nicolet.

6° Dans la dite ville de Nicolet, comme partie d'une subdivision du lot No 179, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Nicolet.

7° Dans la dite paroisse de Saint-Grégoire, comme partie des lots Nos 247, 246, 245, 244, 243, 242, 241, 240, 239, 238, 237, 236, 235, 234, 233, 232, 231, 230, 229, 228, 226, 225, 224, 223, 222, 221, 220, 219, 218, 217, 216, 215, 214, 213, 212, 211, 210, 209, 208, 207, 285, 287, 288, 289, 291, 293, 294, 296, 297, 298, 300, 301, 302, 304 et 305, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Grégoire.

VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court—District of Montréal.

Sorel, to wit: } **RAYMOND PREFONTAINE,**
No. 1861. } Plaintiff; against **THE GREAT**
EASTERN RAILWAY COMPANY ET AL., Defendants,
and Charles Newhouse Armstrong, *adjudi-*
cataire, and William B. Lambe, *ès qualité,* *opposant.*

As belonging to the defendant The Great Eastern Railway Company :

That certain line of railway known as the Great Eastern Railway, commencing at a point on the Canadian Pacific Railway (formerly the South Eastern Railway) on the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Michel d'Yamaska, in the county of Yamaska, as lot No. 245, and extending through said parish of Saint Michel d'Yamaska and the parish of Saint François du Lac; thence crossing the river Saint Francis; thence through the parish of Saint Thomas de Pierreville and the parish of La Baie du Febvre, all in the county of Yamaska and district of Richelieu; thence extending through the parish of Nicolet to the river Nicolet; thence across the river Nicolet to the town of Nicolet; thence through the town of Nicolet; thence through the parish of Nicolet; thence through the parish of Saint Grégoire to a point of junction with the Grand Trunk Railway near Saint Grégoire station, on the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Grégoire, as No. 305, all in the county of Nicolet and district of Three Rivers; said line of railway being about twenty-eight miles in length, more or less, and said railway property being further known and designated in the said municipalities through which it passes, as follows :

1. In the said parish of Saint Michel d'Yamaska, as part of lots Nos. 245, 246, 247, 154, 153, 152, 127, 129, 130, 131 and 132, on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Michel d'Yamaska.

2. In the said parish of Saint François du Lac, as part of lots Nos. 608, 609, 615, 616, 617, 618, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 540, 539, 538, 537, 536, 535, 534, 533, 532, 531, 530, 529, 528, 337, 338, 345, 349, 366 and 370, on the official plan and book of reference of said parish of Saint François du Lac.

3. In the said parish of Saint Thomas de Pierreville, as part of the lots Nos. 437, 438, 440, 535, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 454, 223, 222, 219, 216, 215, 214, 213, 212, 211, 210, 209, 208, 207, 206, 205, 204, 203, 202, 201, 200, 197, 196, 194, 193, 192, 191, 183, 184 and 185, on the official plan and book of reference of said parish of Saint Thomas de Pierreville.

4. In the said parish of La Baie du Febvre, as part of lots Nos. 669, 668, 667, 666, 665, 664, 662, 661, 660, 656, 655, 653, 651, 650, 645, 642, 641, 640, 639, 638, 637, 636, 631, 628, 627, 626, 625, 624, 623, 622, 614, 613, 609, 608, 607, 605, 604, 603, 602, 601, 598, 597, 594, 593, 583, 582, 579, 574, 569, 566, 563, 555, 533, 524 and 512, on the official plan and book of reference of said parish of La Baie du Febvre.

5. In the said parish of Nicolet, as part of lots Nos. 493, 177, 178, 179, 176, 175, 174, 173, 172, 171, 51, 52, 108, 109, 107, 106, 105, 68 and 67, on the official plan and book of reference of said parish of Nicolet.

6. In the said town of Nicolet, as part of a subdivision of lot No. 179, on the official plan and book of reference of the said parish of Nicolet.

7. In the said parish of Saint Grégoire, as part of lots Nos. 247, 246, 245, 244, 243, 242, 241, 240, 239, 238, 237, 236, 235, 234, 233, 232, 231, 230, 229, 228, 226, 225, 224, 223, 222, 221, 220, 219, 218, 217, 216, 215, 214, 213, 212, 211, 210, 209, 208, 207, 285, 287, 288, 289, 291, 293, 294, 296, 297, 298, 300, 301, 302, 304 and 305, on the official plan and book of reference of said parish of Saint Grégoire.

Ensemble avec toutes les clôtures et les barrières, ponts en fer, en bois et en pierre, piliers et culées, tréteaux et ponceaux, tuyaux de drainage, lisses en acier et en fer, et attaches, travers et aiguilles et terrassement formant le remblai du dit chemin de fer et toutes voies d'évitement, tables tournantes, stations, dépôts, hangars pour fret et remises, bâtisses pour outillage et réservoirs construits sur la ligne du dit Great Eastern Railway, et toutes les dépendances et appartenances du Great Eastern Railway de toute nature et description quelconque.

Cette vente sera faite à la folle enchère, frais, risques et charges du dit adjudicataire Charles Newhouse Armstrong.

Pour être vendus au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le PREMIER jour du mois de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 10 novembre 1897. 4675
[Première publication, 13 novembre 1897.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } EANDRE THERIOUX, bourgeois, de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, dans le district de Richelieu, Demandeur ; contre ZOTIQUE PROULX, ci-devant de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, dans le district de Richelieu, et actuellement absent de cette province aux Etats-Unis d'Amérique, Défendeur ;

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, sur le rang Saint-Michel, étant le lot numéro quarante-quatre (No. 44), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, de soixante-et-dix-sept acres en superficie, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, le DIX-HUITIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 12 octobre 1897. 3963-2
[Première publication, 16 octobre 1897.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Sorel, à savoir : } ROCH DANSEREAU, cultivateur, de la paroisse de Saint-Antoine, district de Richelieu, Demandeur ; contre CHARLES PETIT, de la paroisse de Saint-Marc, district de Richelieu, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Marc, dans la deuxième concession, étant le lot numéro cent vingt-huit (No 128), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Marc, de trois arpents de front sur vingt-six arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Marc, le DIX-SÉPTIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 12 octobre 1897. 4009-2
[Première publication, 16 octobre 1897.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } LOUIS ALEXANDRE FORTIER, écuyer, médecin, de la paroisse de Saint-David, dans le district de Richelieu, Demandeur ; contre LOUIS LANDRY, de la paroisse de Saint-David, dans le district de Richelieu, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Gavid, dans le village, sur le rang "Vue du Manoir," étant partie du lot numéro cinq cent vingt-sept (pt No 527), du cadastre officiel de la dite pa-

Together with all fences and gates, iron, wooden and stone bridges, piers and abutments, trestles and culverts, pipe drains, steel and iron rails and fastening, ties, switches and earthwork forming the embankment of said railway and all side tracks, turntables, stations, depots, freight houses and sheds, tool houses and watertanks constructed on the line of the said Great Eastern Railway, and all dependencies and appurtenances of the said Great Eastern Railway of every nature and description whatever.

This sale will be made at the folle enchère, costs, risks and charges of the said adjudicataire Charles Newhouse Armstrong.

To be sold at the sheriff's office for the district of Richelieu, at the court house, in the city of Sorel, on the FIRST day on the month of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 10th November, 1897. 4676
[First published, 13th November, 1897.]

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } EANDRE THERIOUX, gentleman, of the parish of Saint-Thomas de Pierreville, in the district of Richelieu, Plaintiff, against ZOTIQUE PROULX, formerly of the parish of Saint Bonaventure d'Upton, in the district of Richelieu, and now absent from this province in the United States, of America, Defendant ;

A piece of land situate in the parish of Saint Bonaventure d'Upton, on the Saint Michel range, being lot number forty-four (No. 44), of the official cadastre of the said parish of Saint Bonaventure d'Upton, of seventy-seven acres in area, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Bonaventure d'Upton, on the EIGHTEENTH day of the month of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 12th October, 1897. 3964
[First published, 16th October, 1897.]

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Montreal.

Sorel, to wit : } ROCH DANSEREAU, farmer, of No. 2666. } the parish of Saint Antoine, district of Richelieu, Plaintiff ; against CHARLES PETIT, of the parish of Saint Marc, district of Richelieu, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Marc, in the second concession, being lot number one hundred and twenty-eight (No. 128), of the official cadastre of the said parish of Saint Marc, of three arpents in front by twenty-six arpents in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Marc, on the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 12th October, 1897. 4010
[First published, 16th October, 1897.]

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } LOUIS ALEXANDRE FORTIER, esquire, physician, of the parish of Saint David, in the district of Richelieu, Plaintiff ; against LOUIS LANDRY, of the parish of Saint David, in the district of Richelieu, Defendant.

A piece of land situate in the parish of Saint Gavid, in the village, on the Vue du Manoir range, being part of lot number five hundred and twenty-seven (pt No. 527), of the official cadastre of the said

roisse de Saint-David, de cinquante-deux pieds de front sur cent huit pieds de profondeur, le tout plus ou moins; tenant devant à une rue, derrière à Joseph Martin, d'un côté à Joseph Chamberland, et de l'autre côté à Louis Joyal et autres et à veuve Octave Chamberland—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-David, le NEUVIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable dans les délais que la loi fixe.

P. GUEVREMONT, Shérif.
Bureau du Shérif, Sorel, 3 novembre 1897. 4559-2
[Première publication, 6 novembre 1897.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } DAME EDOUARDINA CRE-
No. 20436. } D PEAU, de la cité de Sorel,
dans le district de Richelieu, veuve de feu Elie
Sénécal, en son vivant bourgeois et cultivateur, du
même lieu, Demanderesse; contre CATHERINE
RAJOTTE, fille majeure et usant de ses droits, de
la cité de Sorel, district de Richelieu, Défende-
resse.

Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue George, étant le lot numéro six cent quarante-trois (643), du cadastre officiel de la ville de Sorel, de soixante et six pieds de front sur cent trente-deux pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le ONZIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable dans les délais que la loi prescrit.

P. GUEVREMONT, Shérif.
Bureau du Shérif, Sorel, 3 novembre 1897. 4563-2
[Première publication, 6 novembre 1897.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } JOSEPH FORCIER, ancien
No 2578B. } J cultivateur, de la paroisse de
Saint-Aimé, dans le district de Richelieu, Deman-
deur; contre AIMÉ LAFLEUR, de la paroisse de
Saint-Aimé, dans le district de Richelieu, Défend-
deur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Aimé, dans le village, sur la rue Durocher, étant le lot numéro quatre cent vingt et un (No 421), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Aimé, de cinquante pieds de front sur cent cinquante pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Aimé, le DIXIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable dans le délai fixé par la loi.

P. GUEVREMONT, Shérif.
Bureau du Shérif, Sorel, 3 novembre 1897. 4561-2
[Première publication, 6 novembre 1897.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } ISRAEL PELTIER, ouvrier
No 2572B. } I de manufacture, ci-devant ré-
sident au village de Ware, dans le Massachusetts,
un des États-Unis d'Amérique, et actuellement ré-
sident dans la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton,
dans le district de Richelieu, Demandeur; contre
LOUIS GONZAGUE JOLY, cultivateur, de la pa-
roisse de Saint-Guillaume d'Upton, dans le district
de Richelieu, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Guil-
laume d'Upton, dans le troisième rang, étant le lot

parish of Saint David, of fifty-two feet in front by one hundred and eight feet in depth, the whole more or less; bounded in front by a street, in rear by Joseph Martin, on one side by Joseph Chamberland, and on the other side by Louis Joyal and others and by widow Octave Chamberland—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint David, on the NINTH day of the month of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon. Said writ returnable within the delay fixed by law.

P. GUEVREMONT, Shérif.
Sheriff's Office, Sorel, 3rd November, 1897. 4560
[First published, 6 November, 1897.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } DAME EDOUARDINA CRE-
No 20436. } D PEAU, of the city of Sorel,
in the district of Richelieu, widow of the late Elie
Senecal, in his lifetime gentleman and farmer, of
the same place, Plaintiff; against CATHERINE
RAJOTTE, spinster *usant de ses droits*, of the city
of Sorel, in the district of Richelieu, Defendant.

A piece of land situated and being in the city of Sorel, on George street, being lot number six hundred and forty-three (No. 643), of the official cadastre of the town of Sorel, containing sixty-six feet in front by one hundred and thirty-two feet in depth, the whole more or less—with buildings thereon erected.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Richelieu, at the court house, in the city of Sorel, on the ELEVENTH day of the month of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable within the delays fixed by law.

P. GUEVREMONT, Shérif.
Sheriff's Office, Sorel, 3rd November, 1897. 4564
[First published, 6th November, 1897.]

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } JOSEPH FORCIER, heretofore
No. 2578B. } J farmer, of the parish of Saint
Aimé, in the district of Richelieu, Plaintiff; against
AIMÉ LAFLEUR, of the parish of Saint Aimé, in
the district of Richelieu, Defendant.

A piece of land situate in the parish of Saint Aimé, in the village, on Durocher street, being number four hundred and twenty-one (No. 421), of the official cadastre of the said parish of Saint Aimé, of fifty feet in front by one hundred and fifty feet in depth, the whole more or less—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Aimé, on the TENTH day of the month of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable within the delay fixed by law.

P. GUEVREMONT, Shérif.
Sheriff's Office, Sorel, 3rd November, 1897. 4562
[First published, 6th November, 1897.]

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } ISRAEL PELTIER, factory
No. 2572B. } I workman, formerly residing in
the village of Ware, in Massachusetts, one of the
United States of America, and actually residing in
the parish of Saint Guillaume d'Upton, in the dis-
trict of Richelieu, Plaintiff; against LOUIS GON-
ZAGUE JOLY, farmer, of the parish of Saint Guil-
laume d'Upton, in the district of Richelieu,
Defendant.

A land situate in the parish of Saint Guillaume
d'Upton, in the third range, being lot number four

numéro quatre cent quarante-six (No 446), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, de deux arpents de front sur vingt-cinq arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtimens dessus érigés.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Guillaume d'Upton, le NEUVIÈME jour du mois de DECEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable dans le délai fixé par la loi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 3 novembre 1897. 4557-2
[Première publication, 6 novembre 1897.]

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } ALPHONSE RACINE ET AL.,
No. 3018. } Demandeurs; contre JE-
ROME DANGEVILLE TELLIER, Défendeur,
et Ambrose Leonard Kent et al., curateurs, et
Dame Marie Julie Clara Charland, adjudicataire, et
Ambrose Leonard Kent et al., requérant folle en-
chère, et la dite Dame Marie Julie Clara Charland
et vir, contestante.

Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, autrefois ville de Sorel, sur la rue George, connu sous le numéro quatre, de la subdivision du numéro officiel deux cent quatre-vingts du cadastre de la dite ville de Sorel (No. 280-4), de la contenance de trente-trois pieds de front sur quatre-vingt-six pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtimens dessus érigés.

Pour être vendu à la folle enchère de la dite Dame Marie Julie Clara Charland, l'adjudicataire en défaut, sans préjudice à tous recours résultant de la loi contre la dite adjudicataire, soit pour le paiement de dommages, d'intérêts et de différence de prix entre son enchère et celui de la vente effective ou autres recours que de droit.

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de NOVEMBRE courant, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 3 novembre, 1897. 4459-2
[Première publication, 6 novembre 1897.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } ZEPHIRIN RAY-
Sainte Scholastique, savoir : } MOND, Deman-
No 31. } deur; contre ADOL-
PHE LAMANQUE, Défendeur, savoir :

Un lot de terre faisant partie du lot désigné sous le numéro cent quatre-vingt-quinze (195), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de L'Annonciation, district de Terrebonne, contenant quarante-huit pieds de largeur, en front, dix-neuf pieds de largeur au trait carré, la ligne est ayant un arpent de longueur, formant une superficie de seize perches et trente-six pieds, plus ou moins; borné en front par la rue Notre-Dame, en profondeur par le dit lot No 195, à l'est par F. X. Laurin, et à l'ouest par le terrain occupé par le Canard Blanc—avec maison, écurie et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de L'Annonciation, savoir, Oka, dit district, le QUINZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit

hundred and forty-six (No. 446), of the official cadastre of the said parish of Saint Guillaume d'Upton, of two arpents in front by twenty-five arpents in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Guillaume d'Upton, on the NINTH day of the month of DECEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 3rd November, 1897. 4558
[First published, 6th November, 1897.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } ALPHONSE RACINE ET AL.,
No. 3018. } Plaintiffs; against JEROME
DANGEVILLE TELLIER, Defendant, and Am-
brose Leonard Kent et al., curators, and Dame
Marie Julie Clara Charland, purchaser, and Am-
brose Leonard Kent et al., petitioner for resale,
and the said Dame Marie Julie Clara Charland
et vir, contesting.

A piece of land situate in the city of Sorel, formerly town of Sorel, on George street, known as number four, of the subdivision of official number two hundred and eighty of the cadastre of the said town of Sorel (No. 280-4), containing thirty-three feet in front by eighty-six feet in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the folle enchère of the said Dame Marie Julie Clara Charland, the purchaser in default, without prejudice to any recourse resulting from the law against the said purchaser whether for the payment of damages or of the difference of amount between her bid and that of the effective sale or of any other legal recourse.

To be sold in the office of the sheriff of the district of Richelieu, in the court house, in the city of Sorel, on the TWENTY-SIXTH day of the month of NOVEMBER instant, at TEN of the clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel 3rd November, 1897. 4460
[First published, 6th November, 1897.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } ZEPHERIN RAY-
Sainte Scholastique, to wit : } MOND, Plaintiff;
No. 31. } against ADOLPHE
LAMANQUE, Defendant, to wit :

A lot of land forming part of the lot designated as number one hundred and ninety-five (195), on the official plan and book of reference of the parish of L'Annonciation, district of Terrebonne, containing forty-eight feet in width, in front, and nineteen feet in width, at the division line, the eastern alignment having one arpent in length, forming an area of sixteen perches and thirty-six feet, more or less; bounded in front by Notre Dame street, in rear by the said lot No 195, on the by east F. X. Laurin and on the west by the lot occupied by Canard Blanc—with a house, stable and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of L'Annonciation, to wit, Oka, said district, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ

bref rapportable le vingt-deuxième jour de décembre prochain (1897.)

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 9 novembre 1897. 4635
[Première publication, 13 novembre 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le comté de Terrebonne.

District de Terrebonne, } J. B. B. PRE-
Sainte-Scholastique, à savoir : } VOST, Deman-
No 250. } deur ; contre FER-

DINAND CADIEUX, Défendeur, et Joseph Boisseau, curateur au délaissement, savoir :

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Janvier, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels faits par la dite paroisse de Saint-Janvier, sous le numéro soixante-neuf (69), contenant environ quatre-vingt-dix-neuf arpents en superficie—avec les bâtisses y érigées.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro soixante-dix (70), contenant vingt-un arpents, plus ou moins.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Janvier, dit district, le SEIZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-troisième jour de décembre prochain (1887).

LAPOINTE & PRÉVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 9 novembre, 1897. 4631
[Première publication, 13 novembre 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } OLIVIER BRIÈRE,
Sainte-Scholastique, à savoir : No. 12. } Demandeur, contre
ANTOINE BRIÈRE, Dé-
fendeur, savoir :

La propriété appartenant au Demandeur, Olivier Brière.

Un emplacement situé en la ville de Saint-Jérôme, sur la rue Labelle, district de Terrebonne, formant partie du numéro douze (12), aux plan et livre de renvoi officiels, faits pour la ville de Saint-Jérôme, et décrit comme suit, savoir : à partir d'un point sur la ligne ouest de cette partie de lot, ou sur la rue Labelle, d'une distance de dix pieds du coin de la maison du vendeur sur la dite partie de lot ; de là vers le sud jusqu'à l'emplacement d'un nommé Pilon ou représentants, de là en suivant la ligne de division entre le terrain vendu et celui de Pilon, une distance de cent vingt pieds ; de là à angle droit vers le nord, une distance de quarante pieds, en suivant la ligne est du terrain du vendeur ou terrain présentement vendu, et de ce dernier endroit vers l'ouest jusqu'au point de départ—avec une maison en voie de construction et matériaux transportés sur les lieux pour cette construction et accessoires.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jérôme, dit district, le QUATORZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-unième jour de décembre prochain (1897).

LAPOINTE & PRÉVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 9 novembre 1897. 4633
[Première publication, 13 novembre 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

District de Terrebonne, } ALEXANDRE
Sainte-Scholastique, à savoir : } CHATELAIN,
No 504. } Demandeur ; contre
WILLIE ALIAS WILLIAM CADIEUX, Défendeur,
savoir :

Deux emplacements situés au village de Sainte-Thérèse de Blainville, district de Terrebonne, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels faits

returnable the twenty-second day of December next (1897).

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 9th November, 1897. 4636
[First published, 13th November, 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the county of Terrebonne.

District of Terrebonne, } J. B. B. PREVOST,
Sainte Scholastique, } Plaintiff, against
to wit : No 250. } FERDINAND CA-
DIEUX, Defendant, and Joseph Boisseau, curator to the surrender, to wit :

1. A land situate in the parish of Saint Janvier, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference made for the said parish of Saint Janvier as number sixty-nine (69) containing about ninety-nine arpents in area—with the buildings thereon erected.

2. Another land situate at the same place, known and designated on the same official plan and book of reference, as number seventy (70) containing twenty-one arpents, more or less.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Janvier, said district, on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-third day of December next, (1897).

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 9th November, 1897.
[First published, 13 November, 1897.] 4632

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } OLIVIER BRIÈRE,
Sainte Scholastique, to wit : } RE, Plaintiff ;
No. 12. } against ANTOINE
BRIÈRE, Defendant, to wit :

The property belonging to the Plaintiff, Olivier Brière.

A lot situate in the town of Saint Jérôme, on Labelle street, district of Terrebonne, forming part of number twelve (12), on the official plan and book of reference, made for the town of Saint Jérôme, and described as follows : starting from a point on the west line of that part of lot, or on Labelle street, at a distance of ten feet from the corner of the vendor's house on the said part of lot ; from thence towards the south of the lot of one Pilon, or representatives ; from thence following the dividing line between the land sold and that of Pilon, a distance of one hundred and twenty feet ; from thence at right angle towards the north, a distance of forty feet, following the east line of the vendor's lot or the one now sold, and from this last place towards the west to the starting point—with a house in course of erection and the materials conveyed to the spot for such erection and accessories.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Jérôme, said district, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-first day of December next, (1897).

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 9th November, 1897. 4634
[First published, 13th November, 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Terrebonne, } ALEXANDRE
Sainte Scholastique, to wit : } CHATELAIN,
No. 504. } Plaintiff ; against
WILLIE ALIAS WILLIAM CADIEUX, Defendant,
to wit :

Two lands situate in the village of Sainte Thérèse de Blainville, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference

pour le dit village, sous les numéros cent neuf et cent dix-neuf (109 et 119)—avec les bâties dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, dit district, le DIX-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à MIDI. Le dit bref rapportable le vingt-sixième jour de novembre prochain (1897).

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Sainte-Scholastique, 13 octobre 1897. 4033-2
[Première publication, 16 octobre 1897.]

of the said village as numbers one hundred and nine and one hundred and nineteen (109 et 119)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Thérèse de Blainville, said district, on the NINETEENTH day of NONEMBER next, at NOON. The said writ returnable on the twenty sixth day of November next, (1897).

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sainte Scholastique, 13th October. 4034
[First published, 16th October, 1897.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **FERDINAND PER-**
No. 557. } **RON, Demandeur ;**
contre **ROGER TRUDEL, Défendeur.**

Une terre située en la paroisse de Saint-Stanislas, rang de la côte Saint-Louis, contenant cinq arpents de front sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins, étant le numéro cent quatre-vingt-neuf (189), du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Saint-Stanislas, —avec maison et autres bâties y érigées ; sujet en faveur de Dame Marie Reine Trépanier, veuve de feu Joseph Thiffeault, aux charges mentionnées en un acte de donation, en date du 24 octobre 1892, consenti par la dite Dame Trépanier et son époux, en faveur de Joseph et William Thiffeault, passé devant D. T. Trudel, N. P.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Stanislas, le DIX-SEPTIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Trois-Rivières, 10 novembre 1897. 4647
[Première publication, 13 novembre 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **FRANÇOIS HYACIN-**
No. 592. } **THE ST. GER-**
MAIN, Demandeur ; contre **ARSENE LAMBERT,**
Défendeur.

Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Léonard, dans la concession du nord-est ; bornée par devant à la branche nord-est de la rivière Nicolet, par derrière au nord-est au chemin de la concession du Grand Saint Esprit, joignant d'un côté au sud à Adolphe Duguay, et de l'autre côté au nord à Joseph Leblanc—avec une maison et autres bâties y érigées ; icelle étant le lot de terre numéro trois cent douze (312), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Monique.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Léonard, le QUINZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Trois-Rivières, 10 novembre 1897. 4649
[Première publication, 13 novembre 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **DAME MARIETRE-**
No. 561. } **PANIER, Deman-**
dereesse, vs TELESOPHORE MARCHAND, Dé-
fendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-

Sheriff's Sales—Three Rivers

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three-Rivers.

Three-Rivers, to wit : } **FERDINAND PER-**
No. 557. } **RON, Plaintiff ;**
against **ROGER TRUDEL, Defendant.**

A land situate in the parish of St Stanislas, cote Saint Louis range, containing five arpents in front by twenty arpents in depth, more or less, being lot number one hundred and eighty-nine (189) of the registration cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Saint Stanislas, with house and outbuildings thereon erected ; subject in favor of Dame Marie Reine Trépanier, widow of the late Joseph Thiffeault, to the charges mentioned in a deed of gift, dated the 24th of October, 1892, made by the said Dame Trépanier and her husband, in favor of Joseph and William Thiffeault, passed before D. T. Trudel, N. P.

To be sold at the church door of the parish of Saint Stanislas, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Three Rivers, 10th November, 1897. 4648
[First published, 13th November, 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **FRANÇOIS HYACIN-**
No. 592. } **THE ST. GERMAIN-**
Plaintiff ; against **ARSENE LAMBERT, Defend-**
ant.

A piece of land situate in the parish of Saint Leonard, in the north east concession ; bounded in front by the north east branch, of the river Nicolet, in rear to the north east by the road of the concession of Grand Saint Esprit, on one side to the south by Adolphe Duguay, and on the other side to the north by Joseph Leblanc—with a house and outbuildings thereon erected ; th same being lot of land number three hundred and twelve (312) on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Monique.

To be sold at the church door of the parish of Saint Leonard, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Three Rivers, 10th November, 1897. 4650
[First published, 13th November, 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **DAME MARIE TRE-**
No. 561. } **PANIER, Plaintiff ;**
vs. TELESOPHORE MARCHAND, Defendant.

A lot situate in the parish of Saint-Stanislas, on

Stanislas, sur le côté ouest de la rivière Batiscan, à l'est du chemin public, de trente-cinq pieds de front sur cent pieds de profondeur, prenant son front au dit chemin public, se terminant en profondeur, et joignant du côté nord à Achille Trudel, ou ses représentants, et du côté sud à Joseph Lafontaine, lequel emplacement est connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Saint-Stanislas, comme étant une partie du lot numéro quatre cent soixante et dix-neuf (479),—avec une maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Stanislas, le DIX-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 13 octobre 1897. 4039-2
[Première publication, 16 octobre 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } GEORGE McCULL-
No. 580. } LOCH ET AL.,
Demandeurs ; contre JOSEPH BOURGEOIS, Dé-
fendeur ;

Un emplacement d'un demi arpent sur un arpent, le tout plus ou moins, situé dans le village de la paroisse de Sainte-Angèle de Laval, tenant en front au chemin public, en arrière et du côté nord-est à Charles Bourgeois et Louis Roberge, faisant partie du lot de terre connu et désigné par le numéro quatre-vingt-six (86), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de Sainte-Angèle de Laval,—avec maison, magasin, hangar et autres bâties sus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angèle de Laval, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 13 octobre 1897. 4037-2
[Première publication, 16 octobre 1897.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } PIERRE LUCIEN
No. 597. } CARIGNAN, ET
AL., Demandeurs ; vs. F. X. SAUVAGEAU, FILS,
Défendeur ;

Un certain terrain à détacher de plus grande étendue de terre sis et situé en la paroisse Notre-de la Visitation de Champlain, dans la seconde concession, de onze perches, plus ou moins, de front sur quarante arpents de profondeur, prenant son front à la première concession, se terminant en profondeur au rebours du troisième rang ; joignant au nord-est à Dame veuve Joseph Lacroix, au sud-ouest à Louis Carignan ; le dit terrain faisant partie du numéro trois cent quarante-neuf (349), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse—avec une grange dessus construite.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Visitation de Champlain, le TRENTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 26 octobre 1897. 4357-2
[Première publication, 30 octobre 1897.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } PIERRE LUCIEN
No. 556. } CARIGNAN ET
AL., Demandeurs ; contre JEAN GAUTHIER, Dé-
fendeur ;

1° Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Maurice, dans le rang Sainte-Marguerite, de

the west side of the river Batiscan, east of the public road, of thirty-five feet in front by one hundred feet in depth ; bounded in front by the said public road, in rear and on the north side by Achille Trudel, or his representatives, and on the south side by Joseph Lafontaine, which lot is known and designated on the official plan and in the book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Saint-Stanislas, as being a part of the lot number four hundred and seventy-nine (479)—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Stanislas, on the NINETEENTH day of NOVEMBER next, at the hour of TEN in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 13th October, 1897, 4040
[First published, 16th October, 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } GEORGE McCULLOCH
No. 580. } ET AL., Plaintiffs ;
against JOSEPH BOURGEOIS, Defendant,

A lot of one half arpent by one arpent, the whole more or less, situate in the village of the parish of Sainte-Angèle de Laval ; bounded in front by the public road, in rear and on the north east side by Charles Bourgeois and Louis Roberge, forming part of the lot of land known and designated as number eighty-six (86), of the official plan and book of reference of the registration cadastre for the said parish of Sainte-Angèle de Laval—with a house, store, hangar and outbuildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Angèle de Laval, on the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 13th October, 1897. 4038
[First published, 16th October, 1897.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } PIERRE LUCIEN
No. 597. } CARIGNAN, ET AL.,
Plaintiffs ; against F. X. SAUVAGEAU, JUNIOR,
Defendant ;

A certain piece of land to be taken off a layer tract of land situate and being in the parish of Notre-Dame de la Visitation de Champlain, in the second concession, of eleven perches, more or less, in front by forty arpents in depth, taking its frontage at the first concession, ending in rear at the rebours of the third range ; bounded on the north east by Miss Widow Joseph Lacroix, on the south west by Louis Carignan ; said land forming part of lot number three hundred and forty-nine (349), on the official plan and book of reference of the registration cadastre for the said parish—with barn thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame de la Visitation de Champlain, on the THIRTIETH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 26th October, 1897. 4358
[First published, 30th October, 1897.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } PIERRE LUCIEN
No. 556. } CARIGNAN ET AL.,
Plaintiffs ; against JEAN GAUTHIER, Defendant.

1. A piece of land situate in the parish of Saint Maurice, in the Sainte Marguerite range, of trian-

forme triangulaire, contenant environ dix à onze arpents de terre en superficie, plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Champlain, pour la paroisse de Saint-Maurice, comme faisant partie du lot numéro six cent soixante et huit 668, renfermé dans les bornes suivantes ; au sud-est par le numéro 667, occupé par Agénor Rheault, au nord-est par le numéro (669), occupé par Aimé Baril, et par la rivière au Lard, courant à cet endroit à peu près sud et nord.

2° Une terre située en la paroisse de Saint-Maurice, dans le rang Saint-Jean, connue et désignée sous le numéro trois cent soixante-et-cinq (365), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Champlain, pour la dite paroisse Saint-Maurice,—avec maison, granges, dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Maurice, le SEIZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 13 octobre 1897. 4041-2
[Première publication, 16 octobre 1897.]

gular shape, containing about ten to eleven arpents of land in area, more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Champlain for the parish of Saint Maurice as forming part of lot number six hundred and sixty-eight (668), enclosed within the following bounds : on the south east by number 667 occupied by Agénor Rhéault, on the north east by number 669 occupied by Aimé Baril, and by the river au Lard, running at that point nearly south and north.

2. A land situate in the parish of Saint Maurice, in the Saint Jean range, known and designated as number three hundred and sixty-five (365), on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Champlain for the said parish of Saint Maurice—with house, barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Maurice, on the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 23th October, 1897. 4042
[First published, 16th October, 1897.]

Nomination

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un syndic d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 6 novembre courant 1897, de nommer M. Henry Harris, syndic d'écoles pour "Sellarville," comté de Bonaventure, en remplacement de Alexander Harris, dont le terme d'office est expiré. 4621

Avis du Gouvernement

No 831-97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 29 octobre dernier (1897), de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Vincent-d'Adamsville, comté de Brome, les lots No 1 à No 8 inclusivement, du premier rang du canton de Farnham-Est, et les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Rose-de-Lima-de-Sweetsburg, comté de Missisquoi.

Cette annexion devant s'appliquer aux catholiques seulement. 4623

No 2560-97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande d'annexion de municipalité scolaire.

Annexer à la "Cité de Montréal," pour les fins scolaires, le "quartier Saint-Denis," de la dite cité de Montréal, avec les limites qui lui sont assignées comme tel quartier. Cette annexion ne devant prendre effet que le premier de juillet prochain et ne s'appliquera qu'aux catholiques seulement. 4695

Appointment

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school trustee.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 6th November instant (1897), to appoint Mr. Henry Harris, school trustee for "Sellarville," county of Bonaventure, to replace Alexander Harris, whose term of office has expired. 4622

Government Notices

No. 831-97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Bounding of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 29th of October last, (1897), to detach from the school municipality of Saint Vincent d'Adamsville, county of Brome, lots No. 1 to No. 8 included, of the first range of the township of Farnham East, and annex them to the school municipality of Sainte Rose de Lima de Sweetsburg, county of Missisquoi.

This annexation to apply to catholics only. 4624

No. 2560-97

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Application to annex school municipality

To annex to the "city of Montreal," for school purposes "Saint Denis ward," of the said city of Montreal with the limits assigned to it as such ward. This annexation to take effect only on the first of July next, and to apply only to catholics. 4696

Demandes à la Législature

AVIS

Une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un bill pour transporter le chef-lieu du comté de Champlain, de Sainte-Geneviève à Saint-Narcisse.

J. A. LANE,

Procureur des promoteurs.

Québec, 12 novembre 1897. 4691

Avis est présent donné que Louis Onésime Gauthier, de la cité de Québec, docteur en médecine, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill privé, l'autorisant à subir devant le collège des médecins et chirurgiens, de la province de Québec, l'examen requis pour la pratique, et à recevoir la licence requise pour l'exercice de la médecine, de la chirurgie et de l'art obstétrique, dans cette province, après avoir subi cet examen.

PH. V. CHALOULT,

Procureur du requérant.

Québec, 11 novembre 1897. 4669

Avis est par le présent donné que Jean Baptiste Meilleur Barthe, étudiant en droit, de la cité et du district des Trois Rivières, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi le déclarant dûment admis à l'étude de la profession d'avocat, dans la province de Québec, à toutes fins que de droit, sans qu'il soit tenu de subir aucun examen au préalable sur les sciences, les lettres, etc.

DESAULNIERS & COMEAU,

Procureurs du requérant.

Trois Rivières, 10 novembre 1897. 4679

Avis de Faillites

Dans l'affaire de C. Fecteau & Cie, Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 29 novembre 1897.

Ce dividende sera payable à mon bureau le ou après le 30 novembre 1897.

GEORGE DARVEAU,

Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 13 novembre 1897. 4661.

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

L. P. Berard et Donat Brodeur, tous deux avocats de la cité de Montréal, et y pratiquant ensemble comme tels sous la raison sociale de Berard & Brodeur, Demandeurs ;

et

Edmond François George Daniel, pharmacien, du même lieu, Défendeur.

Avis est par les présentes donné que le dit défendeur a, ce jour, fait au bureau du protonotaire de cette cour, un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

L. P. BERARD,

Gardien provisoire.

Montréal, 4 novembre 1897. 4655

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } Cour Supérieure.

No. 382.

J. A. Seybold, Créancier-demandeur ;

vs.

A. L. Stackhouse, Failli.

Avis est par le présent donné que le failli, rési-

Applications to the Legislature

NOTICE

Application will be made to the legislature of Québec, at its next session, for the passing of an act to transfer the *chef-lieu* of the county of Champlain, from Sainte Geneviève to Saint Narcisse.

J. A. LANE,

Attorney for promoters.

Quebec, 12th November, 1897. 4692

Notice is hereby given that Louis Onesime Gauthier, of the city of Québec, doctor of medicine, will apply to the legislature, at its next session, to obtain a private bill authorising him to undergo before the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, the required examination for practice and to receive the licence for the practice of medicine, surgery and midwifery in this province, after undergoing this examination.

PH. V. CHALOULT,

Attorney for applicant.

Quebec, 11th November, 1897. 4670

Notice is hereby given that Jean Baptiste Meilleur Barthe, student at law, of the city and district of Three Rivers, will apply to the Quebec legislature, at its next session, for the passing of an act declaring him duly admitted to the study of the profession of advocate, in the province of Quebec, for all legal purposes, without is being bound to undergo any preliminary examination on the sciences, letters, &c.

DESAULNIERS & COMEAU,

Attorneys for petitioner.

Three Rivers, 10th November, 1897. 4680

Bankrupt Notices

In the matter of C. Fecteau & Co, Québec, Insolvents.

Notice is hereby hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 29th of November, 1897.

This dividend will be payable at my office, on or after the 30th of November, 1897.

GEORGE DARVEAU,

Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.
Québec, 13th November, 1897. 4662

Province of Québec, }
District of Montréal. } Superior Court

L. P. Berard and Donat Brodeur, both advocates, of the city of Montréal, practising together under the name, style and firm of Berard & Brodeur, Plaintiffs ;

and

Edmond François George Daniel, druggist, of the same place, Defendant.

Notice is hereby given that, on this day, the said defendant has made a judicial abandonment of all his property, for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of this court

L. P. BERARD,

Provisional guardian.

Montreal, 4th November, 1897. 4656

Province of Québec, }
District of Ottawa. } Superior Court.

No. 382.

J. A. Seybold, Creditor-plaintiff ;

vs.

A. L. Stackhouse, Insolvent.

Notice is hereby given that on the ninth of

dant à Masson, dit district, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le neuf novembre courant, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district d'Ottawa.

GEO. E. BERTHIAUME,
Député protonotaire.
Hull, 10 novembre 1897. 4677

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }

Dans l'affaire de F. Malouin, Québec, Insolvable.
Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour en date du 12 novembre 1897, nous avons été nommés curateurs aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

PARADIS & JOBIN,
Curateurs-conjoints.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 12 novembre 1897. 4687

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Rimouski. }

Avis est par le présent donné que Epiphane McGee, de Rimouski, marchand, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le neuvième jour de novembre 1897, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Rimouski, conformément à la loi.

PARADIS & JOBIN,
Comptables publics.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu,
Québec, 12 novembre 1897. 4685

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Godefroid Caron, du Cap Saint-Ignace, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 6e jour de novembre 1897, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, pour le district de Montmagny.

GEO. LEFAIVRE,
Gardien provisoire.

Bureau de Lefavre & Taschereau,
48, rue Saint-Pierre, Québec. 4671
Québec, 11 novembre 1897.

Vente sous l'Acte des Liquidations

Avis public est par le présent donné qu'un acte de vente a été déposé entre les mains des liquidateurs nommés en vertu de l'acte des liquidations du Canada, aux biens de The American Asbestos Company, en commandite, de la cité de Sherbrooke, dans le district de St François, fait et passé devant E. B. Worthington, notaire public, le vingtième jour d'octobre 1897, entre John J. Penhale et Robert R. Burrage, tous deux de la dite cité de Sherbrooke, en leur qualité de liquidateurs conjoints, dûment nommés en vertu de l'acte des liquidations du Canada, à The American Asbestos Company, en commandite, compagnie constituée en corporation, ayant son principal bureau et sa place d'affaires à Liverpool, dans cette partie de la Grande Bretagne et d'Irlande appelée Angleterre, d'une part, et The Frankfurter Asbest Werke, Louis Wertheim & Co., m. b. h., compagnie constituée en corporation suivant les lois de l'Empire Allemand, et ayant sa principale place d'affaires à Frankfort, sur Main, en Allemagne susdite, de l'autre part, étant une vente par les dits liquidateurs à la dite Frankfurter Asbest Werke, de ces mor-

November instant, the insolvent, residing at Masson, said district, has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors of the office of the prothonotary of the superior court for the district of Ottawa.

GEO. E. BERTHIAUME,
Deputy prothonotary.
Hull, 10th November, 1897. 4678

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Québec. }

In the matter of F. Malouin, Québec, Insolvent.
Notice is hereby given that in virtue of an order of the court dated November 12th, 1897, we have been appointed curators to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with us within 30 days of this date.

PARADIS & JOBIN,
Joint curators.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, November 12th, 1897. 4688

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Rimouski. }

Notice is hereby given that Epiphane McGee, of Rimouski, merchant, has, on the 9th of November, 1897, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

PARADIS & JOBIN,
Public Accountants.

Office : 44 Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building
Quebec, 12th November 1897. 4686

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Godefroy Caron, of Cap Saint Ignace, has on the 6th day of November, 1897, made an assignment of his assets for the benefit of his creditors at the prothonotary's office of the superior court of the district of Montmagny.

GEO. LEFAIVRE,
Provisional guardian.

Office of Lefavre & Taschereau,
48, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 11th November, 1897. 4672

Sale in virtue of the Winding up Act.

Public notice is hereby given that there has been deposited with the liquidators appointed under the Winding Up Act of Canada, to the insolvent estate of the American Asbestos Company Limited, at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, a deed of sale, made and executed before E. B. Worthington, notary public, on the twentieth day of October, 1897, between John J. Penhale and Robert R. Burrage, both of the said city of Sherbrooke, in their quality of joint liquidators, duly appointed under the Winding Up Act of Canada, to the American Asbestos Company Limited, a body corporate, having its principal office and place of business at Liverpool, in the part of Great Britain and Ireland called England, of the one part, and the Frankfurter Asbest Werke, Louis Wertheim & Co., m. b. h., a body corporate, duly incorporated under the laws of the Empire of Germany, and having its principal place of business at Frankfort, on the Main, in Germany aforesaid, of the other part, being a sale by the said liquidators to the said Frankfurter Asbest Werke, of those pieces or parcels of land, known and described

ceaux de terre connus et décrits comme les bouts ou moitiés sud des lots vingt-sept et vingt-huit dans le rang B, du canton de Coleraine, dans le comté de Mégantic, dans le district d'Arthabaska, ensemble avec tous les asbestes et minéraux sur et dans la dite propriété, et toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations et tout le matériel et machines, et appartenant à la dite American Asbestos Company (en commandite), comme propriétaire pour les trois dernières années.

Cet avis est donné en vertu des dispositions de l'article 5727c, des Statuts Révisés de Québec.

BROWN & MACDONALD,

Procureurs de la dite Frankfurter Asbest Werke.
Daté, Sherbrooke, 11 novembre 1897. 4673

as the southerly ends or halves of lots twenty seven and twenty eight in Range B, of the township of Coleraine, in the county of Mégantic, in the District of Arthabaska, together with all the asbestos and minerals in, upon and under the said property, and all the buildings and improvements thereon and all the plant and machinery therein, and possessed by the said American Asbestos Company (Limited), as proprietor for the three years last past.

This notice is given under the provisions of article 5727c, of the Revised Statutes of Québec.

BROWN & MACDONALD,

Attorneys for said Frankfurter Asbest Werke.
Dated, Sherbrooke, 11th November, 1897. 4674

ERRATUM.—Page 2461, de la *Gazette Officielle de Québec*, du 30 octobre 1897, nomination de coroner du comté de Gaspé, au lieu de tous deux médecins, lisez : A. Pidgeon, médecin. 4681

ERRATUM.—Page 2461, of the *Quebec Official Gazette*, of the 30th of October, 1897, appointment of coroner for the county of Gaspé, instead of both physicians, read : A. Pidgeon, physician. 4682

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 48

	Pages
ANNEXION DE MUNICIPALITÉS :	
Annexer à l'Annonciation divers lots de Macaza	2596
Annexer Sainte-Rose de Lima de Sweetburg à Saint-Vincent d'Adamsville..	2653
ANNONCEURS :	
<i>Avis aux :</i>	
Concernant avis, etc	2587
BILLS PRIVÉS, P. F. :	
<i>Avis au sujet des :</i>	
Chambre des Communes	2594
Chambre des Communes et Sénat	2593
Sénat	2593
BILLS PRIVÉS, P. Q. :	
<i>Avis au sujet des :</i>	
Assemblée législative	2598
Conseil législatif	2596
Pétition pour bills privés, etc	2596
DEMANDES A LA LÉGISLATURE :	
Abroger 27 Vict., chap. 33	2617
Accorder pouvoir à la Cie de chemin de péage de Dorval	2608
Admettre avocat, P. Bouffard	2609
Admettre avocat, D. H. Dubé	2605
Admettre avocat, Ernest Lapointe	2602
Admettre à l'étude du droit J. B. M. Barthe	2654
Admettre médecin, J. A. N. Chabot	2605
do Jos. Desgagné	2604
do J. D. Dupuis	2607
do F. X. Demers	2602
do L. O. Gauthier	2653
do H. A. Hamel	2610
do H. O. Joyal	2606
do Urgèle Labelle	2606
do G. A. Lacombe	2616
do J. H. Lemoine	2613
do J. A. Roy	2610
do J. N. Roy	2613
do J. F. E. Roy	2610
do E. Thibaudeau	2600
Admettre notaire, J. B. T. Richard	2613

Index of the Quebec Official Gazette, No. 48

	Pages
MUNICIPALITY ANNEXED :	
To annex to l'Annonciation several lots of Macaza	2596
To annex Ste Rose de Lima de Sweetburg to Saint Vincent d'Adamsville.	2653
ADVERTISERS :	
<i>Notice to :</i>	
Respecting notices, &c	2587
PRIVATE BILLS, F. P. :	
<i>Notice respecting the :</i>	
House of Commons	2594
House of Commons and Senate	2593
Senate	2593
PRIVATE BILLS, P. Q. :	
<i>Notice Respecting the :</i>	
Legislative Assembly	2598
Legislative Council	2596
Petition for private bills, &c	2596
APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :	
To repeal 27 Vict., chap. 33	2617
To give power of the Cie de chemin de péage de Dorval	2608
To admit advocate, P. Bouffard	2609
To admit advocate, D. H. Dubé	2605
To admit advocate, Ernest Lapointe	2602
To admit to study at law J. B. M. Barthe	2654
To admit physician, J. A. N. Chabot	2605
do Jos. Desgagné	2604
do J. D. Dupuis	2607
do F. X. Demers	2602
do L. O. Gauthier	2653
do H. A. Hamel	2610
do H. O. Joyal	2606
do Urgèle Labelle	2606
do G. A. Lacombe	2616
do J. H. Lemoine	2613
do J. A. Roy	2610
do J. N. Roy	2613
do J. F. E. Roy	2610
do E. Thibaudeau	2600
To admit notary, J. B. T. Richard	2613

Amender charte de la cité de Québec....	2605	To amend charter of the city of Québec..	2605
Amender charte de la ville de Saint-Louis	2608	To amend charter of the town of St. Louis	2607
Amender charte de la Fraternité du Tiers Ordre de Saint-François d'Assises....	2615	To amend charter of the Fraternity of Third Order of St. François d'Assises	2616
Amender charte de la cité de Hull.....	2612	To amend charter of the city of Hull.....	2612
Amender charte de l'Association bien- veillante des pompiers de Montréal..	2613	To amend charter of Montreal Firemen's Benevolent Association.....	2613
Amender charte de la cité de Saint- Henri.....	2611	To amend charter of the city of Saint Henri.....	2611
Amender charte de German & Polish Jews de Montréal.....	2611	To amend charter of German & Polish Jews of Montreal.....	2611
Amender charte de la cité de Montréal..	2608	To amend charter of the city of Montreal.	2608
Amender charte, Royal Paper Mills Co..	2613	To amend charter, Royal Paper Mills Co.	2613
Amender charte de la ville de Chicou- timi.....	2603	To amend charter of the town of Chi- coutimi.....	2603
Amender charte de la ville de Victo- riaville.....	2603	To amend charter of the town of Victo- riaville.....	2603
Amender constitution de l'Association des Architectes.....	2602	To amend the constitution of the Assoc- iation of Architects.....	2602
Amender 59 Vict. chap. 49, sec. 14.....	2615	To amend 59 Vict. chap. 49, sec. 14.....	2615
Amender l'acte 52 Victoria, chap. 94....	2607	To amend the act 52 Victoria, chap. 94..	2607
Amender l'acte 60 Victoria, chap. 71....	2605	To amend the act 60 Victoria, chap. 71..	2605
Amender l'acte d'incorporation des clercs paroissiaux, Saint-Viateur.....	2609	To amend the act of incorporation of the clercs paroissiaux, Saint Viateur....	2609
Amender Montreal Union Abattoir Co..	2614	To amend Montreal Union Abattoir Co..	2614
Amender testament de McCready.....	2606	To amend test. of McCready, last will of.	2606
Amender sec. 8, chap. 80, 56 Vict., com- missaires d'écoles de la ville de West- mount.....	2611	To amend sec. 8, chap. 80, 56 Vict., school commissioners of the town of Westmount.....	2611
Amender lois de taxes, cité de Montréal.	2600	To amend taxes laws, city of Montreal..	2600
Autoriser commissaires d'écoles Saint- Henri, à taxer tuyaux, etc.....	2600	To authorise school commissionners Saint Henri, to tax water-pipes, &c.....	2600
Autoriser vente des biens de Cadorette..	2603	To authorize sale of properties of Cadorette	2603
Autoriser vente des biens de C. Desmar- teau.....	2603	To authorize sale of properties of the late C. Desmarteau.....	2603
Autoriser à vendre les biens substitués de F. A. N. Hénault.....	2611	To authorize the sale of substituted prop- erties of F. A. N. Hénault.....	2611
Autoriser Massue Drolet à changer de nom.....	2606	To authorize Massue Drolet to change his name.....	2606
Changer le nom de Sherbrooke Protes- tant Hospital.....	2601	To change the name of Sherbrooke Protes- tant Hospital.....	2601
Confirmer lettres-patentes de The Lau- rentides Pulp Co.....	2602	To confirm patent letters of The Lauren- tides Pulp Co.....	2602
Constituer en personne civile "Le curé de Saint-Roch de Québec.....	2609	To incorporate "Le curé de Saint Roch de Québec.....	2609
Incorporer "Boas Manufacturing Co."..	2600	To incorporate "Boas Manufacturing Co."..	2600
Incorporer Cie chemin de fer de la Vallée de la Chaudière.....	2601	To incorporate the Valley de la Chau- dière Railway Co.....	2601
Incorporer la Cie de pouvoir électrique de Montréal.....	2600	To incorporate the Electrique Power Co. of Montréal.....	2600
Incorporer La Cie d'Aqueduc et de Pou- voirs du Nord.....	2614	To incorporate La Cie d'Aqueduc et de Pouvoirs du Nord.....	2614
Incorporer The Lawyers Title Insurance Company.....	2608	To incorporate The Lawyers Title Insur- ance Co.....	2608
Incorporer The Levis Electric Co.....	2615	To incorporate The Levis Electric Co....	2615
Incorporer The First Church of Christ, Scientist at Montreal.....	2614	To incorporate The First Church of Christ Scientist at Montreal.....	2614
Incorporer "The Executors Trust Co"....	2615	To incorporate "The Executors Trust Co.	2615
Incorporer la Compagnie de Téléphone des Marchands.....	2604	To incorporate La Compagnie de Télé- phone des Marchands.....	2604
Incorporer Rivet <i>et al</i> , pour fins de bien- faisance.....	2612	To incorporate Rivet <i>et al</i> , for benevolent purposes.....	2612
Incorporer The Saint Lawrence Power Company.....	2616	To incorporate The Saint Lawrence Power Company.....	2616
Incorporer "Les Sœurs du Précieux Sang de Nicolet".....	2610	To incorporate "Les Sœurs du Précieux Sang de Nicolet".....	2610
Incorporer les petites Sœurs Franciscaines de Marie.....	2609	To incorporate les petites Sœurs Fran- ciscaines de Marie.....	2609
Incorporer le village de Grand'Mère....	2609	To incorporate le village de Grand'Mère.	2609
Incorporer The Shawinigan Water and Power Co.....	2612	To incorporate The Shawinigan Water and Power Co.....	2612
Obtenir privilèges pour construire ligne de tubes.....	2604	To obtain privileges for construction line of tubes.....	2604
Obtenir de plus amples pouvoirs, Cie d'ass. Mut. contre le feu, de la cité de Montréal.....	2607	To obtain more powers, Cie d'assur. Mut. contre le feu, de la cité de Mont- réal.....	2607
Obtenir chef-lieu du comté de Bellechasse à Saint-Raphaël.....	2609	To obtain chef-lieu for the county of Bellechasse to Saint Raphaël.....	2609
Obtenir certains pouvoirs pour Church Society of the Diocèse of Quebec....	2604	To obtain certain powers for Church Society of the Diocèse of Quebec....	2604
Partager les biens de la succession de Lo- rimier.....	2606	To divide the estate of de Lorimier....	2606
Rappeler et abroger l'acte du Canada, 27 Victoria, chap. 33.....	2617	Recall and abrogate the act of Canada, 27 Victoria, chap. 33.....	2617

Refondre l'acte d'incorporation de l'Hôpital Notre-Dame.....	2610	To consolidate the incorporation act of Notre Dame Hospital.....	2610
Refonte de la charte de Chambly Manufacturing Co.....	2616	Consolidate of the charter of Chambly Manufacturing Co.....	2616
Refonte de la charte de la ville de Maisonneuve.....	2608	Consolidate charter of the town of Maisonneuve.....	2608
Transférer le chef-lieu de Champlain à Saint-Stanislas.....	2601	To transfer the "chef-lieu" of Champlain to Saint Stanislas.....	2601
Transférer le chef-lieu de Champlain de Saint-Narcisse.....	2654	To transfer the "chef-lieu" of Champlain to Saint Narcisse.....	2654
ERRATUM :	2655	ERRATUM :	2655
FILLES :		INSOLVENTS :	
Beauchamp & Deslauriers.....	2621	Beauchamp & Deslauriers.....	2621
Caron.....	2655	Caron.....	2655
Crépault & Cie.....	2622	Crépault & Cie.....	2622
Daniel.....	2654	Daniel.....	2654
Fecteau & Cie.....	2654	Fecteau & Cie.....	2654
Lachance.....	2622	Lachance.....	2622
Laroche.....	2622	Laroche.....	2622
Leduc.....	2621	Leduc.....	2621
McConville.....	2622	McConville.....	2622
Powell.....	2621	Powell.....	2621
Stackhouse.....	2654	Stackhouse.....	2654
Thouret & Co.....	2622	Thouret & Co.....	2622
LETTERS PATENTES, DEMANDS DE :		LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :	
La Compagnie des Terres de Témiscamingue.....	2620	The Temiscamingue Land Company.....	2620
La Compagnie de Navigation du Lac Témiscamingue.....	2619	The Lac Temiscamingue Navigation Company.....	2619
Mount Royal Flour Milling Co.....	2619	Mount Royal Flour Milling Co.....	2619
The Bedford Manufacturing Co.....	2599	The Bedford Manufacturing Co.....	2599
MUNICIPALITÉS ÉRIGÉES :		MUNICIPALITIES ERECTED :	
Cantons Robertson et Pope.....	2618	Townships Robertson and Pope.....	2518
Canton Guigues.....	2621	Township Guigues.....	2621
NOMINATIONS :		APPOINTMENTS :	
<i>Agent :</i>		<i>Agent :</i>	
Terres et bois, Gaspé-Est.....	2587	Lands and wood, Gaspé East.....	2587
<i>Commissaire per dedimus potestatem :</i>		<i>Commissioner per dedimus potestatem :</i>	
W. H. Burroughs.....	2588	W. H. Burroughs.....	2588
<i>Inspecteurs d'écoles :</i>		<i>Schools Inspectors :</i>	
Cléroux.....	2588	Cléroux.....	2588
Pagé.....	2588	Pagé.....	2588
<i>Juges de paix :</i>		<i>Justices of the peace :</i>	
Montréal.....	2587	Montreal.....	2587
Saguenay.....	2587	Saguenay.....	2587
<i>Syndic d'écoles :</i>		<i>School trustee :</i>	
Sellarville.....	2653	Sellarville.....	2653
PROCLAMATIONS :		PROCLAMATIONS :	
Convocation des Chambres pour la dépêche des affaires.....	2592	Parliament convoked for the Dispatch of business.....	2592
Jour d'Action de Grâce (Ottawa).....	2591	Thanksgiving Day (Ottawa).....	2591
Jour d'Action de Grâce (Québec).....	2591	Thanksgiving Day (Quebec).....	2591
Cadastre de Garthby et Stratford.....	2588	Cadastral of Garthby and Stratford.....	2588
RATIFICATION :		RATIFICATION :	
Jodoin & Jodoin.....	2623	Jodoin & Jodoin.....	2623
SÉPARATIONS DE BIENS :		SEPARATIONS AS TO PROPERTY :	
Dme Beauchamp vs. Lacroix.....	2618	Dme Beauchamp vs. Lacroix.....	2618
Dme Bellemare vs. Ayotte.....	2618	Dme Bellemare vs. Ayotte.....	2618

Dme Cullen vs. Martin.....	2618
Dme Gervais vs. Dansereau.....	2618
Dme Labelle vs. Côté.....	2618
Lamarre vs. Lamarre.....	2617
Dme Laparé vs. Couture.....	2619
Dme McCalliam vs. Mullin.....	2621
Prindle vs. Mercier.....	2617

Dme Cullen vs. Martin.....	2618
Dme Gervais vs. Dansereau.....	2618
Dme Labelle vs. Côté.....	2618
Lamarre vs. Lamarre.....	2617
Dme Laparé vs. Couture.....	2619
Dme McCalliam vs. Mullin.....	2621
Prindle vs. Mercier.....	2617

SÉPARATIONS DE CORPS ET DE BIENS :

Dme Asselin vs. Leclerc.....	2617
Dme Don Carlos vs. Paquet.....	2620
Dme Racine vs. Paré.....	2617

SEPARATION FROM BED AND BOARD

Dme Asselin vs. Leclerc.....	2617
Dme Don Carlos vs. Paquet.....	2620
Dme Racine vs. Paré.....	2617

SOCIÉTÉ FORMÉE :

Compagnie électrique Roberval.....	2594
------------------------------------	------

PARTNERSHIP FORMED :

Roberval electric Co.....	2594
---------------------------	------

TERRES DE LA COURONNE :

Avis de cancellation, etc. :

Cameron et Whitton.....	2595
Canton Mulgrave.....	2595
Marston et Wakefield.....	2595

CROWN LANDS :

Notice of cancellation, etc. :

Cameron & Whitton.....	2595
Township Mulgrave.....	2589
Marston and Wakefield.....	2505

VENTE :

Par American Asbestos Co. à Frank- furter, Asbest Werke, Ls. Wer- theim & Co.....	2655
---	------

SALE :

By American Asbestos Co. to Frank- furter, Asbest Werke, Ls. Wer- theim & Co.....	2655
---	------

VENTES PAR LES SHERIFS :

BEAUCÉ :

Byrne vs. The American Gold Mining Co.	2624
Fortier vs. The American Gold Mining Co.....	2623
Roy et al, vs. Champagne.....	2624

BEAUCÉ :

Byrne vs. The American Gold Mining Co.	2624
Fortier vs. The American Gold Mining Co.....	2623
Roy et al, vs. Champagne.....	2624

BEAUXHARNOIS :

Dme Doutre vs. Deslâges.....	2625
------------------------------	------

BEAUXHARNOIS :

Dme Doutre vs. Deslâges.....	2625
------------------------------	------

BEDFORD :

Daly vs. McNeil.....	2626
Walbridge vs. Barsalou.....	2626

BEDFORD :

Daly vs. McNeil.....	2626
Walbridge vs. Barsalou.....	2626

CHICOUTIMI :

Chinic Hardware vs. Côté.....	2627
-------------------------------	------

CHICOUTIMI :

Chinic Hardware vs. Côté.....	2627
-------------------------------	------

ISERVILLE :

Perrier et al, vs. Bourdeau.....	2628
Ville de Saint-Jean vs. Decelles.....	2628

ISERVILLE :

Perrier et al, vs. Bourdeau.....	2628
Town of Saint John vs. Decelles.....	2628

KAMOURASKA :

Bérubé vs. Dme Anctil.....	2630
Riou vs. Lapointe.....	2629
Riou vs. Pelletier.....	2630

KAMOURASKA :

Bérubé vs. Dme Anctil.....	2630
Riou vs. Lapointe.....	2629
Riou vs. Pelletier.....	2630

MONTMAGNY :

Laliberté vs. Talbot.....	2630
---------------------------	------

MONTMAGNY :

Laliberté vs. Talbot.....	2630
---------------------------	------

MONTRÉAL :

Crédit Foncier Franco-Canadien vs. Martin.....	2633
Cousineau vs. Dame Lespérance.....	2641
Daignault vs. Henderson.....	2635

MONTRÉAL :

Crédit Foncier Franco-Canadien vs. Martin.....	2633
Cousineau vs. Dme Lespérance.....	2641
Daignault vs. Henderson.....	2635

Dme Beriault vs. Lefebvre.....	2643
Dme Brennan vs. Campbell.....	2632
Dme Charrette vs. Dme Langlois.....	2631
Dupras "failli".....	2631
Emard vs. Ethier.....	2633
Hon. Robidoux <i>et al.</i> vs. Lacoste.....	2642
La Cie de Jésus vs. Terriault.....	2642
Mayer vs. Lalonde.....	2635
Rév. Green vs. Hall.....	2641
Vallée "failli".....	2632

Dme Beriault vs. Lefebvre.....	2643
Dme Brennan vs. Campbell.....	2632
Dme Charrette vs. Dme Langlois.....	2631
Dupras "insolvent".....	2631
Emard vs. Ethier.....	2633
Hon. Robidoux <i>et al.</i> vs. Lacoste.....	2642
La Cie de Jésus vs. Terriault.....	2642
Mayer vs. Lalonde.....	2635
Rev. Green vs. Hall.....	2641
Vallée "insolvent".....	2632

QUÉBEC :

Dme Tranquille vs. Couture.....	2645
---------------------------------	------

RICHÉLIEU :

Dame Crépeau vs. Ayotte.....	2648
Dansereau vs. Petit.....	2647
Forcier vs. Lafleur.....	2648
Fortier vs. Landry.....	2647
Pelletier vs. Joly.....	2648
Préfontaine vs. The Great Eastern Ry Company.....	2646
Racine vs. Tellier.....	2649
Thérioux vs. Proulx.....	2647

TERREBONNE :

Brière vs. Brière.....	2650
Chatelain vs. Cadieux.....	2650
Prevost vs. Cadieux.....	2650
Raymond vs. Lamanque.....	2649

TROIS-RIVIÈRES :

Carigan <i>et al.</i> vs. Gauthier.....	2652
Dme Trépanier vs. Marchand.....	2651
McCulloch <i>et al.</i> vs. Bourgeois.....	2652
Perron vs. Trudel.....	2651
St. Germain vs. Lambert.....	2651

QUÉBEC :

Dme Tranquille vs. Couture.....	2645
---------------------------------	------

RICHÉLIEU :

Dame Crépeau vs. Ayotte.....	2648
Dansereau vs. Petit.....	2647
Forcier vs. Lafleur.....	2648
Fortier vs. Landry.....	2647
Pelletier vs. Joly.....	2648
Préfontaine vs. The Great Western Ry Company.....	2646
Racine vs. Tellier.....	2649
Thérioux vs. Proulx.....	2647

TERREBONNE :

Brière vs. Brière.....	2650
Chatelain vs. Cadieux.....	2650
Prevost vs. Cadieux.....	2650
Raymond vs. Lamanque.....	2649

TROIS RIVIÈRES :

Carigan <i>et al.</i> vs. Gauthier.....	2652
Dame Trépanier vs. Marchand.....	2651
McCulloch <i>et al.</i> vs. Bourgeois.....	2652
Perrons vs. Trudel.....	2651
St. Germain vs. Lambert.....	2651